

Chambre des Représentants

SESSION 1968-1969.

6 FÉVRIER 1969.

BUDGET des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1969.

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES COMMUNICATIONS, DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES ⁽¹⁾, PAR M. LACROIX.

SOMMAIRE.

	Pages
I. — Exposé du Ministre	2
A. — Régie des Télégraphes et Téléphones	2
B. — Administration des Postes	8
II. — Discussion générale	15
A. — Régie des Télégraphes et Téléphones	15
B. — Administration des Postes	31
III. — Votes	41
IV. — Annexes	42

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Lamers.

A. — Membres : MM. Blanckaert, Bode, Claeys, Coucke, De Gryse, Devos (R.), Nothomb, Van Herreweghe. — Brouhon, Hicquet, Lacroix, Lamers, Lauwereins, Sainte, Van Winghe. — Boey, Bossicart, Cantillon, Corbeau, Philippart. — Goemans, Vansteenkiste. — Boon.

B. — Suppléants : MM. De Mey, Urbain, Van Rompaey, Willems. — Cools (J.), Cudell, Tibbaut, Vandenhove. — Delruelle (Gérard), Herbage, Holvoet. — Mattheyssens. — Leclercq.

Votr :

4-XV (1968-1969) :

— N° 1 : Budget.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1968-1969.

6 FEBRUARI 1969.

BEGROTING van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1969.

VERSLAG NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET VERKEERSWEZEN, DE POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE ⁽¹⁾, UITGEBRACHT DOOR DE HEER LACROIX.

INHOUD.

	Bladz.
I. — Uiteenzetting van de Minister	2
A. — Regie van Telegrafie en Telefonie	2
B. — Bestuur der Posterijen	8
II. — Algemene bespreking	15
A. — Regie van Telegrafie en Telefonie	15
B. — Bestuur der Posterijen	31
III. — Stemmingen	41
IV. — Bijlagen	42

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Lamers.

A. — Leden : de heren Blanckaert, Bode, Claeys, Coutke, De Gryse, Devos (R.), Nothomb, Van Herreweghe. — Brouhon, Hicquet, Lacroix, Lamers, Lauwereins, Sainte, Van Winghe. — Boey, Bossicart, Cantillon, Corbeau, Philippart. — Goemans, Vansteenkiste. — Boon.

B. — Plaatsvervangers : de heren De Mey, Urbain, Van Rompaey, Willems. — Cools (J.), Cudell, Tibbaut, Vandenhove. — Delruelle (Gérard), Herbage, Holvoet. — Mattheyssens. — Leclercq.

Zie :

4-XV (1968-1969) :

— N° 1 : Begroting.

H. — 246.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré quatre réunions à l'examen du budget des P.T.T. pour l'année budgétaire 1969.

Cet examen a été introduit par deux exposés du Ministre — le premier ayant trait à la R.T.T., le second à l'Administration des Postes — exposés fouillés tant du point de vue financier que technique.

Le Ministre a tenu à mettre le texte de son exposé à la disposition des membres de la Commission, ce qui a largement contribué à vivifier le débat.

L'intérêt suivi des membres de la Commission trouve son expression dans le nombre impressionnant et varié des questions posées.

I. — Exposé du Ministre.

A. — REGIE DES TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

Le budget de la R.T.T. pour l'exercice 1969 présente un bénéfice de 122,5 millions. Cet excédent ne pourra cependant être obtenu que si la Régie reçoit l'autorisation de restructurer certains de ses tarifs. A cet égard, la rubrique « Recettes » comporte une inscription de 540 millions qui doit résulter d'une adaptation tarifaire.

Il est sans aucun doute surprenant qu'une entreprise en pleine expansion comme la Régie des T.T., qui, en 1967, accusait un bénéfice d'exploitation de 303 millions, puisse clôturer l'année 1969 par un déficit de 418 millions au cas où elle ne pourrait tirer des recettes supplémentaires d'une restructuration des tarifs.

L'analyse comparative ci-après, portant sur les postes les plus importants du budget, permettra d'expliquer l'écart de 721 millions existant entre les résultats des exercices 1967 et 1969.

En ce qui concerne les dépenses en personnel (art. 1, 2, 3 et 6 réunis), celles-ci sont en augmentation de 709 millions par rapport à celles de 1967. Cet accroissement important résulte, entre autres, de l'augmentation de l'index des rémunérations, qui est passé de 118,96 à 125 et qui a entraîné une dépense supplémentaire d'environ 230 millions.

Le deuxième facteur qui influence les dépenses en personnel est la programmation sociale approuvée par le Gouvernement pour 1969. Elle entraîne une augmentation de 126 millions par rapport à 1967.

Vient ensuite l'influence des recrutements. Pour 1969, des recrutements sont prévus partiellement en raison d'extensions, partiellement en vue de combler les emplois vacants dans les cadres existants et partiellement afin de remplacer les agents mis à la retraite. Ces recrutements auront pour effet d'accroître les dépenses de 129 millions.

En ce qui concerne l'utilisation de personnel, il y a lieu de remarquer qu'en 1947 la Régie utilisait 45,4 agents par 1 000 abonnés au téléphone; en 1957: 27,3; en 1965: 20 et en 1968: 17,8.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie besteedde vier vergaderingen aan het onderzoek van de begroting van P.T.T. voor het begrotingsjaar 1969.

Dit onderzoek werd voorafgegaan door twee uiteenzettingen van de Minister. De eerste had betrekking op de Regie van Telegrafie en Telefonie, de tweede op het Bestuur der Posterijen. Het waren diepgaande uiteenzettingen uit een financieel zowel als uit een technisch oogpunt.

De Minister hechtte eraan de tekst van zijn uiteenzetting ter beschikking van de leden der Commissie te stellen, zodat de bespreking een levendiger karakter kreeg.

De belangstelling van de leden der Commissie weerspiegelt zich in het indrukwekkende aantal uiteenlopende vragen die werden gesteld.

I. — Uiteenzetting van de Minister.

A. — REGIE DER TELEGRAFIE EN TELEFONIE.

De begroting voor het dienstjaar 1969 van de R.T.T. vertoont een winst van 122,5 miljoen. Dit overschot kan evenwel slechts verwezenlijkt worden indien de Regie machtiging bekomt om tot een herstructuratie van sommige van haar tarieven over te gaan. In dit verband is onder de rubriek « Ontvangsten » een inschrijving van 540 miljoen vermeld die verwacht wordt van een tariefaanpassing.

Het is ongetwijfeld verwonderlijk te heten dat een bedrijf in volle expansie, zoals de Regie van T.T., dat in 1967 nog een exploitatiewinst boekte van 303 miljoen, het jaar 1969 zou afsluiten met een verlies van 418 miljoen, indien geen bijkomende inkomsten uit een tariefherstructuratie kunnen gevonden worden.

De navolgende vergelijkende analyse van de belangrijkste posten van de begroting zullen het resultaatverschil van 721 miljoen tussen de dienstjaren 1967 en 1969 verduidelijken.

De uitgaven inzake personeel (art. 1, 2, 3 en 6 samen) zijn ten opzichte van die voor 1967 met 709 miljoen verhoogd. Deze belangrijke verhoging spruit o.m. voort uit de verhoging van het bezoldigingsindexcijfer van 118,96 tot 125, hetgeen een bijkomende uitgave van ongeveer 230 miljoen met zich brengt.

De tweede factor die de personeelsuitgaven beïnvloedt is de door de Regering goedgekeurde sociale programmering voor 1969. Deze brengt een verhoging met 126 miljoen teweeg tegenover 1967.

Vervolgens is er de weerslag van de aanwervingen. Voor 1969 worden aanwervingen voorzien, gedeeltelijk als uitbreiding, gedeeltelijk om de openstaande plaatsen in de bestaande kaders aan te vullen en gedeeltelijk om de personeelsleden te vervangen die zullen gepensioneerd worden. Deze aanwervingen zullen de uitgaven met 129 miljoen verhogen.

T.o.v. de personeelsbenutting zij vermeld dat door de Regie in 1947 45,4 personeelsleden per 1 000 telefoonabonnees tewerkgesteld werden; 27,3 in 1957; 20 in 1965 en 17,8 in 1968.

Ces chiffres révèlent que la Régie se préoccupe depuis longtemps de l'accroissement de la productivité de son personnel.

D'autres postes ont également augmenté; en voici quelques-uns:

- la majoration barémique de 3 000 francs accordée au 1^{er} avril 1967 n'a influencé l'exercice 1967 que pendant neuf mois; elle grèvera l'exercice 1969 pour douze mois;
- le pécule de vacances était de 5 500 francs en 1967 et passe à 7 500 francs en 1969;
- la majoration des pensions s'élève à 30 millions pour les employés et 22 millions pour le cadre technique;
- les allocations familiales sont également en augmentation de 23 millions.

Globalement, nous arrivons donc à ce résultat que les dépenses en personnel de 1969 dépasseront de 709 millions celles de 1967.

En dehors des dépenses en personnel, ce sont essentiellement les charges industrielles et financières qui sont en augmentation.

En ce qui concerne les charges industrielles, la dotation au profit du fonds d'amortissement s'élève à 3 244 millions contre 2 763 millions en 1967.

Cette augmentation provient, en majeure partie, du fait que les programmes élevés des dernières années sortent maintenant leur plein effet par la mise en service des installations commandées en 1965, 1966 et 1967 et, dans une moindre mesure, du fait de l'augmentation des prix.

Par rapport au montant global des biens investis, la dotation inscrite au budget est à considérer comme très modeste. Le taux moyen d'amortissement se situe à 5,55 % et reste en dessous des taux appliqués par les administrations de pays tels que les Pays-Bas et l'Allemagne et est proche du coefficient appliqué par les P.T.T. de Suisse.

Les charges financières constituent la troisième catégorie de dépenses dont l'augmentation est sensible. Elles s'élèvent à 1 773 millions, soit 452 millions de plus qu'en 1967. Cette augmentation résulte de l'émission, en 1967 et 1968, d'emprunts à taux d'intérêt relativement élevé, auxquels viendront s'ajouter les emprunts prévus pour 1969. Dans l'état actuel des choses, il faut tenir compte d'une augmentation annuelle des charges de l'ordre de 200 millions, ce qui influence évidemment le prix de revient.

Existe-t-il des moyens de remédier à cette situation?

Le Ministre cite à cet égard l'attribution d'une dotation par l'Etat et invoque l'exemple de la Suisse, où l'Etat fédéral a mis une dotation de 220 millions de francs suisses à la disposition des chemins de fer suisses qui sont tenus de rémunérer ce capital. Certains ne sont pas favorables à un tel système. Le Ministre signale qu'il fera étudier le problème des charges financières de manière approfondie.

Cependant, il ne peut, en aucun cas, être question actuellement de restreindre le programme des investissements. A ce point de vue, il convient de souligner que la Régie passe chaque année des commandes pour $\pm 5\,500$ millions, dont l'économie belge profite en majeure partie. La Régie est d'ailleurs obligée de maintenir le niveau des investissements si elle ne veut pas être dépassée par une évolution technique extrêmement rapide.

A cet égard, il peut être signalé que le capital moyen à investir par abonné au téléphone s'élève à $\pm 40\,000$ francs et que l'accroissement du trafic interzonal et international exige un équipement de plus en plus complexe.

Deze cijfers tonen aan dat de Regie zich reeds sedert lange tijd bezighoudt met de opvoering van de personeels-productiviteit.

Nog andere posten werden verhoogd; de Minister vermeldt er enkele:

- de weddeverhoging met 3 000 frank, toegestaan op 1 april 1967, heeft het dienstjaar 1967 slechts gedurende negen maanden beïnvloed; het dienstjaar 1969 zal echter voor twaalf maanden bezwaard worden;
- het vakantiegeld bedroeg 5 500 frank in 1967 en wordt verhoogd tot 7 500 frank in 1969;
- de verhoging van de pensioenen bedraagt 30 miljoen voor de bedienden en 22 miljoen voor het technisch kader;
- de kinderbijslagen zijn eveneens met 23 miljoen verhoogd.

Globaal genomen komen wij tot het resultaat dat de personeelsuitgaven van 1969 die van 1967 met 709 miljoen zullen overschrijden.

Buiten de personeelslasten zijn het voornamelijk de bedrijfs- en financiële lasten die verhogen.

Wat de bedrijfslasten betreft, belooft de dotatie ten voordele van het afschrijvingsfonds 3 244 miljoen tegenover 2 763 miljoen in 1967.

Deze verhoging spruit grotendeels voort uit het feit dat de belangrijke programma's van de laatste jaren thans hun volle uitwerking doen gelden door de ingebruikneming van de in 1965, 1966 en 1967 bestelde installaties en in mindere mate, door de verhoging van de prijzen.

In verhouding met het globaal bedrag van de investeringen is de op de begroting ingeschreven dotatie als zeer gematigd te beschouwen. De gemiddelde afschrijvingscoëfficiënt bedraagt 5,55 % en blijft onder de coëfficiënten toegepast door de besturen van sommige andere landen, zoals Nederland, Duitsland en benadert de coëfficiënt van de Zwitserse P.T.T.

De financiële lasten vormen de derde categorie van uitgaven die gevoelig stijgen. Zij belopen 1 773 miljoen of 452 miljoen meer dan in 1967. Deze verhoging vloeit voort uit de uitgifte, in 1967 en 1968, van leningen tegen tamelijk hoge rentevoet en ook uit de voor 1969 geplande leningen. Bij de huidige gang van zaken moet met een jaarlijkse lastenverhoging van 200 miljoen rekening gehouden worden, hetgeen vanzelfsprekend de kostprijs beïnvloedt.

Bestaan er middelen om dat te verhelpen?

De Minister citeert in dit verband de toekenning door de Staat van een dotatiekapitaal en wijst op het voorbeeld van Zwitserland, waar de federale Staat een dotatie van 220 miljoen Zw. fr. ter beschikking stelde van de Zwitserse spoorwegen, die gehouden zijn tot remuneratie van dit kapitaal. Sommigen zijn dergelijk systeem niet gunstig gezind. De Minister deelt mede dat hij het probleem van de financiële lasten grondig zal laten onderzoeken.

In geen geval kan er thans sprake van zijn het programma der investeringen in te krimpen. In dit opzicht kan erop gewezen worden dat de Regie jaarlijks voor $\pm 5\,500$ miljoen bestellingen doet, die grotendeels de Belgische economie ten goede komen. De Regie is ten andere verplicht het peil der investeringen te handhaven wil zij niet door de uiterst snelle technische evolutie voorbijgestreefd worden.

In dit verband kan vermeld worden dat het gemiddeld geïnvesteerd bedrag per telefoonabonnee $\pm 40\,000$ frank bedraagt en dat de toename van het interzonaal en internationaal verkeer meer en meer complexe uitrustingen vereist.

Quelle est maintenant la situation du côté des recettes ?

Les recettes globales prévues pour 1969 s'élèvent à 9 726 millions, soit une augmentation de 1 023 millions par rapport à 1967.

Les prévisions budgétaires sont basées sur une augmentation de 60 000 abonnés. Les recettes provenant des redevances d'abonnement ont augmenté de 306 millions par rapport à 1967. Celles provenant du trafic téléphonique doivent être considérées à un double point de vue.

En ce qui concerne les communications régionales, leur nombre moyen par abonné diminue. Ce phénomène se produit d'ailleurs également dans les pays voisins. Alors qu'en 1963, on comptait 792 communications par abonné, les prévisions sont actuellement ramenées à une moyenne de 710 par abonné en 1969.

L'évolution des communications interzonales est plus régulière : de 174 communications par abonné en 1965, on passe à une moyenne de 182 en 1969.

De son côté, le trafic international connaît une augmentation constante. Il n'est cependant pas exclu que des difficultés se produiront à ce sujet en 1969, en ce sens qu'à l'instar de l'exemple anglais, la Régie sera obligée de consentir d'importantes réductions de tarif pour le trafic téléphonique et télex avec les Etats-Unis.

Le budget prévoit néanmoins pour le trafic international une recette de 1 milliard, contre 903 millions en 1967.

On peut en conclure que les recettes ont été estimées avec un certain optimisme. Néanmoins, le montant pour 1969 ne dépasse celui de 1967 que de 1 023 millions, alors que les dépenses accusent une augmentation de 1 744 millions, soit une différence de 721 millions. Compte tenu du solde bénéficiaire de 303 millions en 1967, la Régie se trouve devant une perte estimée à 418 millions en 1969.

Ceci explique, comme il a d'ailleurs été mentionné ci-avant, pourquoi il a été prévu au budget pour 1969 un montant de 540 millions qui doit provenir d'une restructuration des tarifs.

Comment se présente maintenant le programme des travaux ?

Les moyens de télécommunications constituent une fraction importante de l'infrastructure. Dans la situation actuelle, il est essentiel, tant au point de vue du commerce intérieur qu'à celui du marché commun et du commerce international en général, que l'industrie et le commerce belges puissent disposer d'un réseau de télécommunications répondant aux exigences en la matière.

La téléphonie et le télex sont devenus des organes indispensables à la vie économique.

Pour accomplir intégralement la mission qui lui est confiée, la Régie doit être mise en mesure de procéder à des investissements très importants.

D'autre part, ces investissements permettent également de placer d'importantes commandes sur le marché belge.

C'est ainsi que le budget pour 1969 prévoit un programme de 5 266 millions de travaux à exécuter par l'industrie privée, et dont voici les principaux postes :

- 980 millions pour les terrains et les bâtiments;
- 927,2 millions pour les câbles locaux (215 000 km — quartes);
- 415,2 millions pour 41 câbles de jonction;
- 1 253,3 millions pour 119 000 lignes dans les centraux téléphoniques;
- 161,5 millions pour les câbles interurbains;

Hoe doet zich nu de toestand voor op het gebied van de ontvangsten ?

De voor 1969 voorziene totale ontvangsten belopen 9 726 miljoen of een vermeerdering met 1 023 miljoen ten opzichte van 1967.

De budgettaire vooruitzichten zijn gebaseerd op een toename van 60 000 abonnees. De inkomsten opgeleverd door de abonnementsgelden zijn verhoogd met 306 miljoen t.o.v. 1967. Die welke voortvloeien uit het telefoonverkeer dienen te worden beschouwd uit een tweevoudig oogpunt.

Wat de streekgesprekken betreft is het gemiddeld aantal per abonnee verminderd. Dit verschijnsel doet zich trouwens ook in de nabuurlanden voor. Van 792 gesprekken per abonnee in 1963 zijn de vooruitzichten thans gedaald tot een gemiddelde van 710 per abonnee in 1969.

De evolutie van de interzonale gesprekken is regelmatig: van 174 gesprekken per abonnee in 1965 komt men tot een gemiddelde van 182 in 1969.

Het internationaal verkeer van zijn kant kent een bestendige stijging. Het is nochtans niet uitgesloten dat er op dat stuk in 1969 moeilijkheden zullen zijn, in deze zin dat, ingevolge het Engelse voorbeeld, de Regie verplicht zal zijn belangrijke tariefverminderingen toe te staan voor het telefoon- en telexverkeer met de U.S.A.

Toch verwacht de begroting voor het internationaal verkeer een ontvangst van 1 miljard tegenover 903 miljoen in 1967.

Tot besluit mag gezegd worden dat de ontvangsten nogal optimistisch werden geraamd. Nochtans overtreft het bedrag voor 1969 slechts met 1 023 miljoen dat van 1967, terwijl de uitgaven een stijging van 1 744 miljoen vertonen, zijnde een verschil van 721 miljoen. Rekening houdend met een batig saldo van 303 miljoen in 1967, staat de Regie dus voor een verlies dat geraamd is op 418 miljoen in 1969.

Dit verklaart waarom, zoals reeds in de aanhef vermeld, op de begroting voor 1969 in een bedrag van 540 miljoen voorzien werd, dat moet voortvloeien uit een herstructuratie van de tarieven.

Hoe ziet nu het programma der werken er uit ?

De telecommunicatiemiddelen vormen een belangrijk deel van de infrastructuur. In de huidige toestand, zowel uit het oogpunt van de binnenlandse handel als van de Gemeenschappelijke Markt en van de internationale handel in het algemeen, is het essentieel dat de Belgische industrie en handel kunnen beschikken over een telecommunicatienet dat aan de vereisten beantwoordt.

De telefonie en telex zijn onmisbare organen voor het economisch leven geworden.

Om de haar toegewezen opdracht ten volle te kunnen vervullen moet de Regie van T.T. in de mogelijkheid gesteld worden zeer belangrijke investeringen te doen.

Anderdeels maken deze investeringen het eveneens mogelijk grote bestellingen te plaatsen op de Belgische markt.

Aldus voorziet de begroting voor 1969 in een programma van 5 266 miljoen inzake werken uit te voeren door de particuliere nijverheid, waarvan hierna de voornaamste posten :

- 980 miljoen voor terreinen en gebouwen;
- 927,2 miljoen voor lokale kabels (215 000 km — kwarten);
- 415,2 miljoen voor 41 junctiekabels;
- 1 253,3 miljoen voor 119 000 lijnen in de telefooncentrales;
- 161,5 miljoen voor grote kabels;

- 241 millions pour les équipements de transmission pour les stations de relais;
- 646,7 millions pour les équipements de commutation pour les centres interurbains et de transit.

A titre documentaire, le Ministre signale qu'en 1968 un montant total de 825,301 millions a été consacré à des extensions de circuits de communication dans les centres interurbains et de transit afin d'améliorer la qualité du trafic. Toutefois, les résultats ne peuvent s'en faire sentir immédiatement par suite des longs délais de livraison (2 ans) imposés par les fournisseurs.

A la fin de 1968, les engagements en cours s'élevaient à 7 886 millions et 6 301 millions d'engagements nouveaux seront à contracter en 1969, ce qui donne un total de 14 187 millions. Sur ce montant, 6 192 millions seront à liquider en 1969.

Les moyens propres de la Régie lui permettront de faire face à ces dépenses à concurrence de 3 066 millions. La différence, soit 3 126 millions sera à couvrir par l'emprunt.

Il faut y ajouter 944 millions pour l'amortissement et le remboursement des emprunts antérieurs, ce qui nécessite l'émission d'un emprunt de 4 070 millions.

Le Ministre donne encore quelques indications relatives à la situation de la Régie des T.T. dans le domaine technique.

En matière de télécommunications, la Régie occupe une place de tout premier plan dans le domaine international.

Au départ de la Belgique, environ 90 % du trafic téléphonique international est acheminé par la voie automatique. Les abonnés belges qui bénéficiaient déjà du service automatique avec la République Fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que les Pays-Bas et la Suisse ont vu en 1968 ces services étendus à l'Italie, l'Autriche, le Danemark, la Norvège et la Suède.

Des négociations sont en cours en vue d'introduire également ce service avec les Etats-Unis; ceci pourra prendre un certain temps car les services téléphoniques américains ne l'autoriseront pas aussi longtemps que les abonnés du Royaume-Uni ne pourront pas en bénéficier.

Les abonnés belges au service « télex » peuvent atteindre automatiquement les abonnés au télex de la quasi-totalité des pays européens ainsi que d'autres pays tels que notamment l'Algérie, le Canada, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Venezuela et certains réseaux des îles Hawaï, des Philippines et des Indes Occidentales.

Dans le courant de 1969, la Régie mettra en service, à titre expérimental, un équipement de transmission à modulation par impulsions codées. Ce moyen de transmission est appelé à jouer, dans l'avenir, un grand rôle dans le développement des réseaux de câbles régionaux.

Cette technique est liée à l'introduction ultérieure de principes entièrement nouveaux dans la conception des équipements des centraux automatiques.

Toujours inspirée par le souci d'étudier les techniques nouvelles qui devraient conduire à des prix de revient moins élevés, la Régie poursuit des essais sur un équipement destiné à permettre le raccordement, par courants porteurs, de deux abonnés sur une seule ligne physique. Ce dispositif ne doit pas être confondu avec les systèmes de ligne partagée.

Les équipements nouveaux qui seront commandés en 1969 pour les centraux téléphoniques, seront basés sur les techniques semi-électroniques selon les structures et caractéristiques étudiées par la Régie conjointement avec les constructeurs, sur la base des expériences réalisées à Hasselt et à Wilrijk.

- 241 miljoen voor de transmissieuitrustingen der relais-stations;
- 646,7 miljoen voor de schakeluitrustingen van de intercommunale en transitocentra.

Ter inlichting deelt de Minister mede dat in 1968 een totaal bedrag van 825,301 miljoen werd vastgelegd voor de uitbreiding van commutatiestroomlopen in de intercommunale en transitocentra, ten einde de kwaliteit van de trafiek te verhogen. De resultaten hiervan kunnen evenwel niet aanstonds gevoeld worden, omwille van de door de leveranciers opgelegde lange leveringstermijnen (2 jaar).

De aangegane verbintenissen einde 1968 beliepen 7 886 miljoen; de in 1969 af te sluiten nieuwe verbintenissen bedragen 6 301 miljoen, hetgeen een totaal geeft van 14 187 miljoen. Hiervan zal 6 192 miljoen in 1969 worden verffend.

De eigen middelen van de Regie zullen het haar mogelijk maken 3 066 miljoen te betalen. Het verschil, zegge 3 126 miljoen, zal moeten gedekt worden door leningen.

Daarbij moet 944 miljoen worden gevoegd voor aflossing en terugbetaling van vroegere leningen, hetgeen de uitgifte noodzakelijk maakt van een lening ten belope van 4 070 miljoen.

De Minister verstrekt verder enkele gegevens over de toestand op technisch gebied bij de Regie van T.T.

Inzake telecomunicaties bekleedt België op internationaal vlak een vooraanstaande plaats.

Bij vertrek uit ons land wordt ongeveer 90 % van het internationaal telefoonverkeer automatisch afgewikkeld. De Belgische telefoonabonnees konden reeds volgende landen volautomatisch bereiken: de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Nederland en Zwitserland. In 1968 werd deze volautomatische dienst nog uitgebreid tot Italië, Oostenrijk, Denemarken, Noorwegen en Zweden.

Onderhandelingen zijn aan de gang om deze dienst ook in te voeren met de Verenigde Staten; dit kan nog wel enkele tijd aanslepen, daar de Amerikaanse telefoondiensten zulks niet zullen toestaan zolang de abonnees van het Verenigd Koninkrijk daarvoor niet in aanmerking kunnen komen.

De op het telexnet aangesloten Belgische abonnees kunnen langs volautomatische weg quasi alle landen van Europa bereiken, evenals vele buiten-Europese landen zoals Algerië, Canada, Mexico, Nieuw-Zeeland, Venezuela en sommige netten van de Hawaï-eilanden, de Philippijnen en West-Indië.

In de loop van 1969 zal de Regie, bij wijze van proef, een transmissieuitrusting met pulscodemodulatie in bedrijf nemen. Dit transmissiestelsel is voorbestemd om in de toekomst een belangrijke rol te spelen in de ontwikkeling der regionale kabelnetten.

Deze techniek is verbonden aan de latere invoer van volledig nieuwe principes met betrekking tot de uitrusting van de automatische centrales.

Steeds met de bedoeling nieuwe technieken te bestuderen die tot lagere kostprijzen moeten leiden, zet de Regie haar proefnemingen verder met een uitrusting welke de aansluiting door draaggolven van twee abonnees op één enkele fysieke lijn mogelijk moet maken. Dit mag niet verward worden met het systeem van de gedeelde lijn.

De in 1969 te bestellen nieuwe uitrustingen voor de telefooncentrales zullen steunen op semi-elektronische technieken volgens de structuren en karakteristieken die door de Regie in samenwerking met de constructeurs zijn bestudeerd op grond van de te Hasselt en te Wilrijk opgedane ondervinding.

Le Ministre a également donné des instructions pour que soient entreprises, sans retard, des études en vue de la construction d'appareils téléphoniques d'une conception nouvelle.

La Régie est copropriétaire de Early Bird.

Les sommes qu'elle y a investies jusqu'à présent s'élèvent à 56,5 millions. Du fait qu'elle ne peut disposer du nombre nécessaire de circuits dans le dernier câble sous-marin transatlantique, elle est obligée de faire appel de plus en plus aux circuits par satellites.

La participation financière de la Régie est, jusqu'à ce jour, plus élevée pour l'exploitation des circuits par satellites que pour celle des circuits empruntant les câbles sous-marins; ultérieurement, cette intervention est appelée à diminuer dans le cas des circuits par satellites.

L'exploitation des télécommunications au moyen de satellites est réalisée par l'intermédiaire d'Intelsat (International Telecommunications Satellite Consortium). Comsat, compagnie américaine de droit privé agit en tant que manager pour Intelsat.

Un comité interimaire, siégeant à Washington, assure la haute direction de cet organisme sur les plans technique, financier et administratif. Tous les pays participants sont copropriétaires selon l'importance de leur quote-part.

Les pays d'Europe orientale peuvent aussi y participer. Le Ministre doute cependant qu'ils le fassent.

Pour l'acheminement de communications par satellites de télécommunications utilisés exclusivement à des fins civiles, on doit disposer d'une station terrienne.

Pleumeur-Bodou, en France, fut la première station terrienne en Europe, avant celle de Raisting (Allemagne).

D'autres stations terriennes existent en Grande-Bretagne, en Italie et dans d'autres pays également. La Belgique n'en possède pas.

Nous dépendons donc de l'Allemagne et de la France.

Ces satellites de télécommunications sont destinés exclusivement à des besoins civils.

Notre participation aux investissements consacrés à la construction de la station de Pleumeur-Bodou s'est élevée à 624 750 francs-or (10 620 750 francs).

L'utilisation de la station terrienne de Raisting est moins onéreuse.

Le coût d'une station terrienne s'élevait jusqu'à ces derniers temps à 360 millions environ.

Actuellement, ce prix a certainement baissé; en effet, la conception actuelle du bâtiment nécessaire à l'installation de l'antenne permet la réalisation d'une économie substantielle. Une telle station ne coûterait plus que 190 à 200 millions dont environ 80 millions pour la partie électronique.

Le Ministre précise qu'il a donné des instructions pour que soit entreprise une étude relative à l'installation d'une station terrienne en Belgique; il n'est cependant pas encore possible maintenant d'en déterminer l'emplacement. D'après les données actuelles, une telle station serait seulement rentable à partir de 1975.

Quant aux transmissions de données, elle connaissent actuellement un rythme de développement qui tend à s'accélérer.

À la fin de 1968, il existait 48 liaisons intérieures entre points fixes et 16 liaisons internationales, cependant qu'une quarantaine d'utilisateurs utilisent un raccordement au réseau téléphonique automatique pour échanger des données avec des ordinateurs exploités par des firmes privées spécialisées. Ce mode d'utilisation en commun d'ordinateurs (système « time-sharing ») semble devoir prendre une grande extension au cours des prochaines années.

De Minister heeft eveneens onderrichtingen gegeven om een studie aan te vatten over het vervaardigen van nieuwe aangepaste telefoontoestellen.

De Regie van T.T. is mede-eigenaarster van Early Bird.

De investeringskosten die zij tot dusver hierin gedragen heeft, belopen 56,5 miljoen. Daar zij niet over het aantal nodig geachte geleidingen in de laatste nieuwe onderzeese kabel kan beschikken, is zij verplicht meer en meer gebruik te maken van de satellieten.

De financiële tussenkomst van de Regie is, tot nog toe, hoger voor de exploitatie door middel van satellieten dan voor die via onderzeese kabels; later zal deze kostprijs echter verminderen.

De exploitatie van de telecomunicaties door middel van satellieten geschiedt via Intelsat (International Telecommunications Satellite Consortium). Comsat, een Amerikaanse maatschappij naar privé-recht, treedt op als manager voor Intelsat.

Een interim-comité, zetelend te Washington, verzorgt op het hoger plan het technisch, financieel en administratief beheer van het stelsel. Alle deelnemende landen zijn mede-eigenaars naar verhouding van hun onderscheiden bijdragen.

Ook de landen van Oost-Europa mogen er aan deelnemen. De Minister betwijfelt evenwel of zij zulks zullen doen.

Voor het tot stand brengen van gesprekken via de telecomunicatiesatellieten, die uitsluitend voor civiele doeleinden worden gebruikt, moet men kunnen beschikken over een grondstation.

Pleumeur-Bodou (Frankrijk) was het eerste grondstation in Europa, vóór dat van Raisting (Duitsland).

Er zijn nog grondstations in Engeland, Italië en enkele andere landen. België heeft er geen.

Wij dienen ons dus te verstaan met Duitsland en Frankrijk.

Die telecomunicatiesatellieten dienen uitsluitend voor civiele behoeften.

Onze deelneming in Pleumeur-Bodou kostte ons 624 750 goudfrank (10 620 750 frank) aan investering in de bouw.

Het gebruik van het grondstation Raisting kost ons niet zoveel.

De kostprijs van een grondstation bedroeg vroeger circa 360 miljoen.

Deze prijs is nu zeker gedaald daar de moderne conceptie van de bouw van de antenne deze vermindering mogelijk maakt. De kosten van zulk een station zouden niet hoger meer liggen dan 190 à 200 miljoen, waarvan ongeveer 80 miljoen voor het elektronisch gedeelte.

De Minister verklaart dat hij onderrichtingen gegeven heeft om een studie aan te vatten met het oog op de vestiging van een grondstation in België. Het is echter nog niet mogelijk de plaats daarvan reeds te bepalen. Volgens de huidige gegevens zou een dergelijk station slechts rendabel zijn vanaf 1975.

Wat anderdeels de datatransmissie betreft, deze breidt zich thans uit in een versneld ritme.

Einde 1968 bestonden er 48 binnenlandse verbindingen tussen vaste punten en 16 internationale verbindingen, terwijl een veertigtal klanten een aansluiting op het automatisch telefoonnet gebruikten voor het uitwisselen van gegevens met ordinateuren welke door gespecialiseerde privé-ondernemingen worden geëxploiteerd. Deze manier om ordinateuren gemeenschappelijk te gebruiken (« time-sharing » systeem) blijkt een grote uitbreiding te zullen nemen in de eerstvolgende jaren.

Dans quelques années, la transmission des données prendra, dans divers pays, un tel essor que ce trafic, dans certains cas et selon les contingences nationales, deviendra plus important que le trafic téléphonique.

Compte tenu de la structure de notre pays, il n'en sera peut-être pas ainsi en Belgique. Toutefois, dès maintenant, des projets d'extension en câbles tiennent compte de l'ampleur que connaîtra cette nouvelle technique.

On peut évidemment se poser la question suivante : n'y a-t-il pas intérêt à créer un réseau spécialisé de circuits pour les transmissions de données ?

La réponse est fonction de la structure même de chaque pays.

En ce qui concerne la Belgique, le Ministre estime qu'il n'y a pas lieu de créer deux réseaux de transmission distincts.

L'évolution rapide qui affecte ces divers domaines des télécommunications astreint la Régie à prendre des mesures importantes afin de préparer son personnel à l'accomplissement des tâches que ces nouvelles techniques lui imposeront.

D'autre part, des services efficaces et conçus en fonction des nécessités de l'avenir devront être créés pour traiter, de façon moderne, les problèmes commerciaux, techniques et de gestion.

Ceux-ci ne sont évidemment pas propres à la Régie; ils concernent également ses fournisseurs. Certains se demandent s'il ne serait pas opportun que la Régie crée un centre d'information pourvu d'un ordinateur accessible au public; cette question tout à fait pertinente est à l'étude en même temps que le degré de rentabilité d'un tel service.

Enfin, il convient de signaler que la Régie, qui a déjà, depuis des années, mécanisé l'élaboration des comptes d'abonnés, s'est engagée dans la voie d'une utilisation plus vaste des ordinateurs.

En effet, étant donné le nombre et la complexité des tâches qui se présentent pour la gestion de la Régie des T.T., il s'est avéré indispensable de pourvoir celle-ci des moyens modernes que constituent les ensembles de traitement.

L'Administration suisse, qui étudie cette question depuis plusieurs années et a déjà pu tirer des conclusions très intéressantes, est particulièrement en avance dans le domaine des réalisations.

Un groupe de travail a été créé, il y a environ deux ans, à la Régie des T.T. Bien que celui-ci n'ait pas rédigé son rapport final, le Ministre estime qu'il n'est plus possible de différer davantage.

En effet, à l'heure actuelle, nous en sommes à la troisième génération d'ordinateurs qui tend à une organisation relativement centralisée. Or, dans quelque cinq ans, apparaîtront sans doute sur le marché les premières unités de traitements de la quatrième génération; ceux-ci se prêteront vraisemblablement beaucoup mieux à une décentralisation. Il s'impose donc de fixer un choix, sans plus attendre, sous peine de se voir nanti, d'ici cinq ans environ, d'un matériel d'une conception périmée qui serait insuffisamment amorti.

D'autre part, il est exclu d'attendre l'apparition des ordinateurs de la quatrième génération sans adapter les méthodes de travail de la Régie; l'introduction d'une programmation efficace et d'une gestion intégrée s'impose indubitablement à brève échéance.

En vue de conduire celle-ci à bonne fin, dans les délais les plus courts, deux ensembles de traitement expérimentaux ont été commandés et seront prochainement installés à Anvers et à Liège. Ils permettront de déterminer les solu-

Over enkele jaren zal de datatransmissie in verscheidene landen een zo grote vlucht nemen dat dit verkeer in bepaalde gevallen, naar gelang van de omstandigheden eigen aan ieder land, het telefoonverkeer in belang zal overtreffen.

Rekening houdend met de structuur van ons land, zal dit misschien niet het geval zijn in België. Nochtans houden de ontwerpen inzake kabeluitbreidingen nu reeds rekening met de te verwachten uitbreiding van deze nieuwe techniek.

Men kan zich vanzelfsprekend de volgende vraag stellen : zou men er geen belang bij hebben, met het oog op de overseining van gegevens, een gespecialiseerd net van geleidingen op te richten ?

Het antwoord hierop houdt verband met de structuur zelf van ieder land.

Wat België betreft is de Minister van mening dat het niet is aangewezen twee afzonderlijke overseiningennetten op te richten.

De snelle evolutie in deze verschillende takken van de televerbindingen verplicht de Regie ertoe belangrijke maatregelen te nemen ten einde haar personeel voor te bereiden op het volbrengen van de taken welke met deze nieuwe technieken zullen gepaard gaan.

Anderdeels zullen doeltreffende diensten, opgevat in functie van de toekomstige behoeften, moeten opgericht worden om de handels-, beheers- en technische problemen op moderne wijze te behandelen.

* Deze problemen zijn uiteraard niet eigen aan de Regie, zij stellen zich ook voor haar leveranciers. Sommigen vragen zich af of het voor de Regie niet aangewezen zou zijn een informatiecentrum op te richten, voorzien van een ordinator ten gerieve van het publiek; deze terecht pertinente vraag wordt aan een studie onderworpen, samen met die in verband met de rentabiliteitsgraad van een dergelijke dienst.

Ten slotte dient nog aangestreept dat de Regie, die reeds sedert jaren het opmaken van de abonneerekeringen volledig heeft gemechaniseerd, de weg is opgegaan van een uitgebreider gebruik van computers.

Gelet op het aantal en de ingewikkeldheid van de taken die zich bij het beheer van de Regie van T.T. voordoen, is het immers noodzakelijk gebleken deze laatste te voorzien van de modernste hulpmiddelen in de vorm van elektronische uitrustingen.

De Zwitserse administratie, die deze kwestie sedert enkele jaren bestudeert en reeds tot zeer interessante conclusies is kunnen komen, is bijzonder gevorderd op het stuk van de verwezenlijkingen.

Ongeveer twee jaar geleden werd bij de Regie van T.T. een werkgroep ad hoc samengesteld. Alhoewel deze laatste haar eindverslag nog niet heeft opgesteld, is het volgens de Minister niet meer mogelijk de zaak nog verder op de lange baan te schuiven.

Wij kennen thans immers de derde generatie van de computers, die streeft naar een tamelijk gecentraliseerde organisatie. Over ca. vijf jaar nu zullen vermoedelijk de eerste elektronische uitrustingen van de vierde generatie op de markt verschijnen; ze zullen zich waarschijnlijk veel beter tot een decentralisatie lenen. Derhalve dient men zonder weifelen een keuze te doen, zo niet loopt men het gevaar binnen vijf jaar opgescheept te zitten met uitrustingen van voorbijgestreefde opvatting die onvoldoende zullen afgeschreven zijn.

Het is anderdeels uitgesloten te wachten op de computers van de vierde generatie zonder de werkmethode van de Regie aan te passen; de invoering van een doeltreffende programmering en van een geïntegreerd beheer moet binnen korte tijd geschieden.

Om deze doeleinden onverwijld te verwezenlijken, werden twee experimentele elektronische uitrustingen besteld, die eerlang te Antwerpen en te Luik zullen geïnstalleerd worden. Zij zullen het mogelijk maken de optimale oplossingen

tions optimales aux divers problèmes que pose la mise en œuvre de ces moyens modernes et des nouvelles méthodes qu'ils impliquent.

Les études ne doivent toutefois pas se limiter à ces horizons; la Régie doit également se rendre compte qu'un jour prochain les signaux électriques risquent de se voir supplantés pour la transmission de l'information par des signaux lumineux grâce aux perfectionnements apportés à la technique des lasers.

Cette évolution accélérée que nous connaissons, tant dans les domaines de la technique pure que de la gestion, a amené le Ministre à envisager une nouvelle structure pour la Régie. Les organes nécessaires sont prévus et le dossier est soumis à l'examen de son collègue de la Fonction publique.

Grâce à cette réorganisation et aux moyens techniques modernes envisagés, la Régie sera enfin capable de procéder à toutes les études à moyen et à long terme que tout organisme de son importance doit être à même de mener à bien.

Une véritable planification pourra ainsi être établie.

B. — ADMINISTRATION DES POSTES.

Le budget ordinaire des dépenses des P.T.T. pour 1969 s'établit à 8 182,7 millions, soit par rapport aux 7 149,4 millions de dépenses constatées pour 1967, une progression de 1 033,3 millions.

Le budget des Voies et Moyens prévoit pour 1969 une recette de 5 101,8 millions, soit par rapport à la recette de 4 751,4 millions enregistrée en 1967, une plus-value de 350,4 millions.

Les autorisations nouvelles sollicitées au budget extraordinaire pour 1969 permettront d'exécuter un programme d'engagements de 130 millions, qui contient une tranche conjoncturelle de 20 millions, et un programme d'ordonnancements de 98,3 millions.

Le compte général d'exploitation de l'Administration des Postes appelle les considérations suivantes :

Lors de la présentation des budgets précédents, il a été démontré que la gestion financière de la Poste doit être jugée, non pas d'après les seules données budgétaires, mais à la lumière de son compte général d'exploitation.

Le déficit d'exploitation passera, en 1969, à 1 624 millions, ce qui représente une augmentation de ± 292 millions par rapport au résultat de 1967.

Cette augmentation est principalement due à la programmation sociale et aux fluctuations de l'indice des prix de détail.

Quant aux causes du déficit, elles restent toujours les mêmes. Elles proviennent en ordre principal du secteur des journaux (867 millions), des imprimés adressés et de la franchise postale.

Mais il s'agit là de problèmes dont la solution doit être recherchée sur un plan plus général que celui du Département des P.T.T.

Dans son rôle d'auxiliaire de l'expansion économique et sociale, la Poste est tenue de suivre l'évolution du contexte économique et démographique et de faire en sorte que ses services répondent en permanence aux nécessités du public tout en visant à les simplifier par le recours à des moyens techniques.

te bekomen voor de verscheidene problemen i.v.m. het aanwenden van deze moderne middelen en de nieuwe methodes welke zij met zich brengen.

De studies moeten zich nochtans niet tot deze horizons beperken; de Regie moet er zich eveneens rekening van geven dat de dag nabij is waarop de elektrische signalen groot gevaar zullen lopen, vervangen te worden door de overseining van gegevens door middel van lichtsignalen, dank zij de verbeteringen die in de techniek van de lasers aangebracht werden.

Deze versnelde evolutie, welke zowel het gebied van de zuivere techniek als dat van het beheer kenmerkt, heeft de Minister ertoe gebracht een nieuwe structuur voor de Regie in overweging te nemen. Er werd in de noodzakelijke organen voorzien en het dossier werd voor onderzoek aan zijn collega van het Openbaar Ambt overgelegd.

Dank zij deze nieuwe organisatie en de overwogen moderne technische middelen zal de Regie eindelijk in staat zijn al de studies op half lange en lange termijn te verrichten, zoals die door iedere instelling van haar omvang tot een goed einde moeten kunnen gebracht worden.

Op deze wijze zal een werkelijke planning tot stand kunnen komen.

B. — BESTUUR DER POSTERIJEN.

Op de gewone begroting van P.T.T. belopen de uitgaven voor 1969 8 182,7 miljoen, d.i. 1 033,3 miljoen meer dan de 7 149,4 miljoen die voor 1967 waren voorgesteld.

De Rijksmiddelenbegroting voorziet voor 1969 ontvangsten ten bedrage van 5 101,8 miljoen, hetzij ten opzichte van 4 751,4 miljoen geboekt in 1967, een meerwaarde van 350,4 miljoen.

De aangevraagde nieuwe machtigingen op de buitengewone begroting voor 1969 zullen het mogelijk maken een vastleggingsprogramma van 130 miljoen uit te voeren, dat een conjuncturele tranche van 20 miljoen en een ordonnancingsprogramma van 98,3 miljoen bevat.

Betreffende de algemene exploitatierekening van het Bestuur der Posterijen kunnen de volgende beschouwingen naar voren gebracht worden :

Bij de bespreking van de voorgaande begrotingen werd aangetoond dat het financieel beheer van de Posterijen niet uitsluitend dient beoordeeld te worden volgens de budgettaire gegevens, maar tevens in het licht van zijn algemene exploitatierekening.

Het exploitatietekort zal in 1969 tot 1 624 miljoen oplopen, wat een verhoging van ± 292 miljoen betekent ten opzichte van het resultaat van 1967.

Deze verhoging is hoofdzakelijk te wijten aan de sociale programmatie en de schommelingen van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

De oorzaken van het tekort blijven steeds dezelfde. Zij liggen vooral in de sector van de dagbladen (867 miljoen), van de geadresseerde drukwerken en van de portvrijdom.

Maar dit zijn problemen waarvan de oplossing op een meer algemeen vlak dan dat van het Departement van P.T.T. moet gezocht worden.

Omwillen van de hulpmiddelen die het inzake economische en sociale expansie verschaft, is het Bestuur der Posterijen verplicht de evolutie van de economische en demografische samenhang te volgen en ervoor te zorgen dat zijn diensten voortdurend beantwoorden aan de noodwendigheden van het publiek, door de vereenvoudiging ervan na te streven met behulp van technische middelen.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que le nombre de boîtes aux lettres particulières, dans notre pays, s'est accru de près de 5 % de 1965 à 1968, ce qui correspond à 132 000 points supplémentaires de distribution en l'espace de trois ans.

Le programme de création et transformation de bureaux prévoit l'ouverture de 78 nouveaux bureaux de poste ainsi que la transformation de 91 offices sous-comptables. Il tend à combler le retard d'adaptation subi par plusieurs régions du pays.

La décentralisation de la distribution dans les grands centres sera poursuivie.

La solution de ces problèmes de décentralisation demeure cependant liée aux possibilités budgétaires, à la construction de locaux adéquats et à la fourniture des véhicules nécessaires.

D'autre part, la fusion de certaines communes et les changements de limites communales projetés par le Ministère de l'Intérieur auront inévitablement une incidence, en 1969, sur l'organisation postale, laquelle devra être adaptée à la nouvelle composition administrative des communes.

Le mouvement général des correspondances pour 1967, soit 2 485 163 000 pièces manipulées au total, se répartit comme suit :

- 2 109 301 000 pièces en services intérieur,
- 171 791 000 pièces à destination de l'étranger,
- 204 071 000 pièces originaires de l'étranger.

Cela représente une augmentation de 4,19 % depuis 1963, tandis que, depuis lors, les recettes d'affranchissement se sont accrues de 37,28 % et que le nombre d'opérations aux guichets a progressé de 7,2 %.

En ce qui concerne le personnel, les travaux de nominations consécutifs à la restructuration ainsi qu'aux mesures de régularisation du personnel auxiliaire se sont poursuivis.

En nombre, les plus importants travaux déjà menés à bien, en 1968, concernent plus de 2 800 agents.

Ont été admis, en outre, dans les cadres définitifs par voie de régularisation, 17 agents du niveau 2, 1 943 du niveau 3 et 4 350 du niveau 4.

On peut à présent considérer que l'important travail de régularisation né de la loi du 2 avril 1965 est pratiquement terminé puisqu'il ne subsiste que quelques cas litigieux (± 60) qui sont en voie d'être réglés.

Dans le cadre des mesures spéciales de restructuration du cadre du personnel de maîtrise, 300 nominations ont été effectuées.

En 1969, quelque 1 500 nominations diverses seront encore à réaliser.

En ce qui concerne plus particulièrement le personnel facteur, le Gouvernement se préoccupe activement de trouver une solution adéquate au problème résultant de l'application à ce personnel des dispositions particulières prises en sa faveur en matière d'avancement.

Un règlement définitif sera apporté à la question des cadres temporaires afférents aux exercices 1964, 1965 et 1966 au sujet desquels la solution n'est pas encore intervenue à ce jour.

En ce qui concerne le recrutement, l'Administration des Postes a dû, depuis le déblocage de 1 700 unités en juin 1966, se limiter à pourvoir au seul remplacement des agents qui ont quitté définitivement ses services.

En dépit des mesures qui ont été prises en vue d'assurer la continuité du service postal sans augmenter les effectifs,

Het is niet overbodig er hier aan te herinneren dat het aantal particuliere brievenbussen in België van 1965 tot 1968 nagenoeg met 5 % is toegenomen, wat overeenkomt met 132 000 bijkomende uitreikingsplaatsen in een tijdsruimte van drie jaar.

Op het programma van oprichting en omvorming van kantoren staan de opening van 78 nieuwe postkantoren, alsmede de omvorming van 91 onderrekenplichtige kantoren. Het strekt ertoe de achterstand, die meerdere gewesten van het land inzake aanpassing hebben opgelopen, in te lopen.

De decentralisatie van de uitreiking in de grote centra zal voortgezet worden.

De oplossing van deze decentralisatieproblemen is nochtans ondergeschikt aan de budgettaire mogelijkheden, aan het bouwen van geschikte lokalen en de levering van de nodige voertuigen.

Anderzijds zullen de fusie van sommige gemeenten en de door het Ministerie van Binnenlandse Zaken voorgenomen wijzigingen van gemeentegrenzen in 1969 onvermijdelijk een terugslag hebben op de postorganisatie die aan de nieuwe bestuurlijke indeling zal moeten aangepast worden.

De algemene omzet van de in 1967 behandelde briefwisseling, zijnde 2 485 163 000 stuks, kan als volgt ingedeeld worden :

- 2 109 301 000 in binnendienst,
- 171 791 000 met bestemming naar het buitenland,
- 207 071 000 herkomstig uit het buitenland.

Dit vertegenwoordigt een verhoging met 4,19 % sedert 1963, terwijl sedertdien de ontvangsten uit frankering met 37,28 % zijn aangegroeid en het aantal loketbewerkingen met 7,2 % is toegenomen.

Wat het personeel betreft, werden de werkzaamheden i.v.m. de benoemingen, voortvloeiend uit de herstructurering, alsmede uit de regularisatiemaatregelen betreffende het hulp-personeel voortgezet.

In totaal betreffen de belangrijkste maatregelen die in 1968 ten uitvoer werden gelegd meer dan 2 800 personeelsleden.

Bovendien werden ingevolge de regularisatiemaatregelen 17 personeelsleden van het niveau 2, 1 943 van het niveau 3 en 4 350 van het niveau 4 in de definitieve kaders opgenomen.

Men mag thans besluiten dat het belangrijkste regularisatiewerk, dat voortvloeit uit de wet van 2 april 1965, praktisch beëindigd is, vermits nog slechts enkele gevallen (± 60) hangende zijn. Zij zullen eerlang geregeld worden.

In het raam van de bijzondere regularisatiemaatregelen betreffende het meesters-, vak- en dienstpersoneel werden 300 benoemingen gedaan.

Ongeveer 1 500 diverse benoemingen blijven in 1969 nog te verwezenlijken.

Wat inzonderheid het postmannenpersoneel betreft, houdt de Regering zich actief bezig met het zoeken naar een degelijke oplossing voor het probleem dat zich voordoet ingevolge de toepassing van de uitzonderingsmaatregelen inzake bevordering op dit personeel.

Een definitieve regeling zal getroffen worden voor de kwestie van de tijdelijke kaders met betrekking tot de jaren 1964, 1965 en 1966, waarvoor tot op heden geen oplossing werd gevonden.

Wat de werving betreft heeft het Bestuur der Posterijen zich sedert de deblokkering van 1 700 eenheden in juni 1966 uitsluitend moeten beperken tot vervanging van de personeelsleden die de diensten definitief verlaten hebben.

Ondanks de maatregelen die genomen werden met het oog op het verzekeren van de continuïteit van de postdienst,

nous avons été contraints de réduire certains services au public, cependant que des prestations supplémentaires, très onéreuses pour le Trésor, ont dû être imposées au personnel.

Une première demande de déblocage de recrutement de personnel en extension, introduite en février 1968, a été acceptée.

Cette mesure ne porte que sur 242 unités et comprend 195 emplois à qualification technique. Bien que ne constituant donc qu'un palliatif, elle permettra cependant de rendre une certaine souplesse au fonctionnement des services.

Quelques mots à propos du régime des prestations :

Le problème des prestations du samedi est particulièrement crucial parce qu'il oppose l'intérêt du public aux revendications du personnel intéressé, justement fondées sur l'évolution des conditions générales de travail.

Afin de concilier les deux intérêts en présence, tout aussi défendables selon l'optique où l'on se place, une série de mesures ont été prises en matière d'ouverture des bureaux de poste le samedi.

Tous les bureaux sont ouverts deux samedis par mois, en général, les premier et dernier samedis du mois.

Dans l'agglomération bruxelloise, des bureaux sont ouverts tous les samedis mais uniquement ceux qui assurent les services de distribution.

De la mi-juin à la mi-septembre, tous les bureaux ne sont ouverts que les seuls samedis les plus proches des échéances.

Le présent budget est également établi de manière à permettre à l'Administration de poursuivre la modernisation de ses services.

C'est au cours de cette année que sera mise en application la codification postale sur laquelle est basée l'automatisation du tri des correspondances.

Le Ministre rappelle qu'il s'agit en l'occurrence de doter chaque bureau d'un code de quatre chiffres que l'expéditeur sera invité à introduire dans l'adresse de son envoi, code qui correspondra à celui attribué par le fichier national pour identifier la commune desservie.

D'ici peu, une campagne d'information du public sera ouverte à ce sujet. En 1969, l'Administration des Postes pourra mettre en circulation pour la motorisation de la distribution, 328 véhicules automobiles.

Afin d'échapper à la difficulté de la circulation urbaine, qui perturbe les horaires des liaisons entre les bureaux distributeurs, l'Administration des Postes a étudié les différentes possibilités d'installer à Bruxelles un dispositif assurant un transport plus rapide et plus régulier du courrier.

Après avoir mûrement étudié les différentes solutions possibles, son choix s'est porté sur les transports pneumatiques dont certaines caractéristiques ont déjà été mises en application à Hambourg.

La construction du semi-métro de Bruxelles permet de mener de pair la mise en souterrain des transports urbains de la Capitale avec la pose des tubes dans les installations souterraines dont l'implantation répond aux besoins postaux.

Chaque année, lors de la discussion du budget des P.T.T., plusieurs membres signalent l'état lamentable des locaux postaux. Le Ministre admet que, pour la plupart, ces plaintes sont fondées.

zonder de getalsterkte te verhogen, moesten sommige ten behoeve van het publiek georganiseerde diensten verminderd worden, terwijl intussen bijkomende prestaties, zeer bezwaarrend voor de Schatkist, aan het personeel dienden opgelegd te worden.

Een eerste verzoek om deblokkering van de werving van bijkomend personeel, ingediend in februari 1968, werd aanvaard.

Deze maatregel slaat slechts op 242 eenheden en omvat 195 betrekkingen met technische qualificatie. Een lapmiddel dat het niettemin zal mogelijk maken aan de werking der diensten een zekere soepelheid te verlenen.

Enkele woorden in verband met het stelsel der prestaties :

Het probleem van de prestaties op zaterdag is een uitzonderlijk zwaar probleem omdat het de belangen van het publiek stelt tegenover de eisen van het betrokken personeel, dat zich terecht beroept op de evolutie van de algemene arbeidsvoorwaarden.

Ten einde de belangen van beide partijen te verzoenen — ze zijn trouwens beide verdedigbaar volgens het standpunt dat men inneemt — werd een reeks maatregelen in verband met de openstelling van de postkantoren op zaterdag genomen.

Alle kantoren zijn twee zaterdagen per maand open, over het algemeen de eerste en de laatste.

In de Brusselse agglomeratie zijn elke zaterdag kantoren geopend; het betreft nochtans alleen die welke uitreikingsdiensten verzekeren.

Van half juni tot half september zijn alle kantoren slechts open op de zaterdag die het dichtst bij de vervaldag ligt.

De onderhavige begroting is bovendien zó opgemaakt dat zij het Bestuur in staat stelt de modernisering van zijn diensten voort te zetten.

In de loop van dit jaar zal het postaal codestelsel ingevoerd worden, waarop de automatisering van de sortering van de briefwisseling gebaseerd is.

De Minister herinnert eraan dat het hier gaat om het toekennen van een code van vier cijfers aan elk kantoor. De afzender van een poststuk zal verzocht worden dit code-nummer in het adres van zijn zending te vermelden. Deze code zal overeenstemmen met die welke door het nationaal fichesstelsel zal toegekend worden om de bedoelde gemeente te identificeren.

Eerlang zal een publieke voorlichtingscampagne in dit verband ingezet worden. In 1969 zal het Bestuur der Posterijen voor de motorisering van de uitreiking 328 autovoertuigen in gebruik kunnen nemen.

Ten einde te ontsnappen aan de moeilijkheden van het stadsverkeer dat de tijdregeling voor de verbindingen tussen de uitreikingskantoren verstoort, heeft het Bestuur der Posterijen de verschillende mogelijkheden bestudeerd om te Brussel een dienst in te stellen die een vlugger en regelmatig vervoer van poststukken zal verzekeren.

Na de verschillende mogelijke oplossingen rijpelijk overwogen te hebben, is de keuze gevallen op pneumatisch vervoer, waarvan sommige karakteristieken reeds te Hambourg toegepast werden.

De bouw van de semi-metro te Brussel maakt het mogelijk om tegelijk met de ondergrondse inrichting van het stedelijk vervoer van de Hoofdstad onder de grond buizen te leggen volgens een systeem dat beantwoordt aan de behoefte van de postdienst.

Elk jaar, bij de bespreking van de begroting van P.T.T., vestigen verscheidene leden de aandacht op de erbarmelijke toestand van de postlokalen. De Minister geeft toe dat deze klachten voor het merendeel gegrond zijn.

Qu'il lui soit cependant permis de s'étendre un peu sur l'ampleur et l'importance des besoins de l'Administration des Postes en ce domaine.

La cause de ces besoins toujours plus grands provient en premier lieu du fait qu'aucune réalisation digne d'être mentionnée n'a été effectuée de 1919 à 1945; elle trouve sa justification, en second lieu, dans l'évolution constante des services postaux et dans l'adaptation des méthodes aux techniques modernes.

L'Administration des Postes compte près de 2.000 bureaux éparpillés sur toute la surface du territoire, dont 950 — les plus importants — tombent sous la juridiction des Travaux publics.

Parmi ceux-ci, il y a quelque 40 % de bâtiments de l'Etat et 60 % de bâtiments loués, dont la plupart abritent les bureaux de moyenne et petite importances.

Les bâtiments, propriété de l'Etat, ont été construits pour une moitié, avant 1914, pour un quart, entre 1919 et 1940. Le dernier quart comporte des locaux plus récents, bâtis ou transformés depuis 1945.

Ces quelques chiffres sont particulièrement éloquentes : un problème d'adaptation se pose pour quelque 75 % des bâtiments de l'Etat occupés par la Poste. Pour le surplus, la plupart des locaux loués n'ont pas été conçus pour les besoins de la Poste et les adaptations qui y ont été apportées n'y répondent qu'imparfaitement.

Jusqu'en 1965, l'Administration des Postes n'a pu que constater cet état de choses, étant donné que le Département des Travaux publics ne disposait annuellement que d'environ 35 millions pour les acquisitions, la construction et les aménagements des bureaux de poste.

Pour les exercices 1967 et 1968, les crédits alloués se sont élevés respectivement à 185 millions et 167 millions. Pour 1969, ils seront de ± 220 millions. Grâce à cette augmentation, les Travaux publics ont été à même de procéder, pour le compte de l'Administration des Postes, à des acquisitions, des constructions et des aménagements dans les localités où la situation était la plus critique.

Tout en exprimant sa satisfaction des résultats déjà obtenus, le Ministre doit reconnaître cependant que ceux-ci ne peuvent constituer qu'une première étape, étant donné que, d'après une estimation sommaire, les besoins de la Poste en matière de locaux s'élèvent à près de 2 milliards.

Il a fait établir par l'Administration un plan des acquisitions, constructions, transformations et locations absolument indispensables durant les quatre années qui viennent.

Il y a lieu de signaler également que l'Administration des Postes a eu l'heureuse possibilité de pouvoir occuper, au sein du quartier culturel qu'est celui du Grand Sablon à Bruxelles, un immeuble vraiment approprié pour y transférer, dans les meilleures conditions, les installations du musée des P.T.T., complétées par un centre philatélique et culturel.

Dans le domaine de la philatélie, la propagande soutenue, effectuée en faveur de notre production n'est pas étrangère aux progrès continus qui sont enregistrés.

Il y a près de 21 000 inscriptions au fichier philatélique et 18 000 abonnés réguliers aux nouvelles émissions.

Rien ne permet de prévoir un ralentissement de cette activité qui constitue une base de revenu national qu'il importe de protéger.

Dès 1970, les opérations philatéliques privées seront touchées par l'application de la T.V.A. Si nous désirons éviter

Hij wil dan ook even uitweiden over de omvang en de belangrijkheid van de behoeften van het Bestuur der Posterijen in dit verband.

De oorzaak van deze altijd groter wordende behoeften vloeit in de eerste plaats voort uit het feit dat er tussen 1919 en 1945 geen enkele noemenswaardige verwezenlijking tot stand kwam. Zij vindt in de tweede plaats haar rechtvaardiging in de aanhoudende evolutie van de postdiensten en in de aanpassing van de methodes aan de moderne technieken.

Het Bestuur der Posterijen telt bij de 2 000 kantoren, verspreid over het ganse land, waarvan er 950 — de meest belangrijke — onder de bevoegdheid vallen van Openbare Werken.

Hiervan zijn ongeveer 40 % kantoren ondergebracht in gebouwen van de Staat en 60 %, voor het merendeel kantoren van gemiddelde of kleine belangrijkheid, in gehuurde lokalen.

De gebouwen die eigendom zijn van de Staat, werden voor de helft vóór 1914 en voor één vierde tussen 1919 en 1940 gebouwd. Het overige vierde omvat lokalen van meer recente datum, gebouwd of verbouwd na 1945.

Deze cijfers zijn bijzonder overtuigend : een probleem van aanpassing stelt zich voor ± 75 % van de Staatsgebouwen, waarin de Postdienst is ondergebracht. Bovendien werd het merendeel van de gehuurde lokalen niet opgetrokken voor de Postdienst en de erin uitgevoerde verbouwingswerken beantwoorden slechts gedeeltelijk aan de behoeften.

Tot 1965 heeft het Bestuur der Posterijen deze stand van zaken alleen maar kunnen vaststellen vermits het Departement van Openbare Werken slechts over een jaarlijks krediet van ongeveer 35 miljoen beschikte voor de aankoop, het bouwen of het verbouwen van postkantoren.

Voor de dienstjaren 1967 en 1968 beliepen de toegekende kredieten respectievelijk 185 miljoen en 167 miljoen. Voor 1969 zullen zij ± 220 miljoen bereiken. Dank zij deze kredietverhogingen is het Openbare Werken mogelijk geweest voor rekening van het Bestuur der Posterijen over te gaan tot het aankopen, het bouwen en het inrichten van kantoren in de gemeenten waar de toestand het meest kritisch was.

Terwijl hij zijn voldoening uitspreekt over de reeds bereikte resultaten moet de Minister nochtans toegeven dat deze slechts een eerste stap kunnen zijn, vermits de behoeften aan lokalen bij de Posterijen naar raming bij de 2 miljard belopen.

Hij heeft door het Bestuur een plan laten opmaken van de aankopen, de constructie van gebouwen, de verbouwingen en de inhuringen die absoluut noodzakelijk zijn in de komende vier jaren.

Er dient ook te worden medegedeeld dat het Bestuur der Posterijen gelukkig in de mogelijkheid werd gesteld te midden van een culturele wijk, de Grote Zavel te Brussel, een eigendom te bezetten die werkelijk geschikt is om er, onder de beste voorwaarden, het museum van P.T.T., aangevuld met een filatelistisch en cultureel centrum, in onder te brengen.

Op het gebied van de filatelie is de bestendige propaganda ten gunste van onze produktie niet vreemd aan de vastgestelde aanhoudende vooruitgang.

Er zijn nagenoeg 21 000 ingeschrevenen in het filatelistisch fichesstelsel en 18 000 regelmatig geabonneerden op de nieuwe uitgaven.

Geen enkele veronderstelling laat een teruggang van deze activiteit vermoeden die aan de basis ligt van het nationaal inkomen dat we dienen te beschermen.

Vanaf 1970 zullen de private filatelistische verhandelingsgetroffen worden door de toepassing van de B.T.W.

qu'une partie importante de ce revenu ne passe nos frontières, en raison du déséquilibre que ce régime de taxation risque de provoquer sur le marché international, il est indispensable d'envisager, dès à présent, les mesures nécessaires.

Dans le cadre des projets déposés au Parlement en ce qui concerne la mise en application de la T.V.A., le Ministre compte très prochainement rechercher, avec ses collègues du Gouvernement, les moyens les plus efficaces pour y apporter la solution adéquate.

*
**

Pour mieux situer l'ampleur du problème de l'Office des Chèques postaux et de l'importante mutation que cet Office connaît du fait de l'automatisation de ses activités il est nécessaire d'en rappeler certaines données.

A la fin de 1967, le nombre de comptes était de 1 003 952, soit 0,92 % d'augmentation par rapport à 1966.

Les transactions exécutées en 1967 s'élèvent, par jour ouvrable, à 1 017 915 dont 847 935 inscriptions en compte.

Ces chiffres représentent une augmentation respective de 1,07 % et 0,87 %.

Le volume monétaire des transactions est en augmentation de 7,02 % par rapport à 1966 et atteint 8 805 milliards de francs. De ce montant, 94 % sont représentés par de la monnaie scripturale. Cette moyenne est légèrement supérieure à celle des années précédentes.

L'avoir moyen journalier en compte progresse de 4,1 % puisqu'il passe de 58,2 milliards en 1966 à 60,6 milliards en 1967. Cette augmentation est principalement consécutive aux opérations effectuées sur les comptes des comptables publics.

L'avoir moyen journalier en compte des particuliers, de 40,6 milliards en 1966 atteint 41,3 milliards en 1967. Il progresse donc de 1,7 %.

C'est, en premier lieu, la poursuite de l'automatisation et, dans le cadre de celle-ci, le développement des systèmes et l'application d'une politique d'intégration qui doivent servir de base à l'évolution de l'Office.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette automatisation concerne deux secteurs distincts : celui du traitement des chèques et assignations et celui de la tenue des comptes courants postaux.

Le premier se déroule d'après le planning établi et, dès à présent, 3 000 000 de titres sur 4 200 000 reçus, sont traités automatiquement.

Le second secteur d'automatisation est celui, beaucoup plus important et plus complexe, des services de la tenue des comptes.

Actuellement, 551.000 comptes, soit plus de la moitié de l'ensemble, sont gérés selon le nouveau système. C'est au cours de 1968, que la reconversion a atteint sa phase la plus critique, celle où il faut passer à l'organisation sur des bases définitives et qui doit conduire à la rentabilité finale de toute l'entreprise.

Cette rentabilité est directement proportionnelle au degré d'utilisation des équipements investis, ainsi qu'à celui de la qualité et de la stabilité du personnel utilisé et de son encadrement.

C'est ici, que s'est posé le problème de l'utilisation full-time des centres de traitement et celui de la constitution d'équipes de soirée et de nuit avec les implications d'ordre social que pareilles mesures comportent.

Zo wij wensen te vermijden dat een belangrijk deel van dit inkomen over onze grenzen gaat, ingevolge het onevenwicht dat dit belastingsstelsel op de internationale markt kan veroorzaken, is het hoogst nodig thans de nodige maatregelen te treffen.

In het kader van de bij het Parlement neergelegde ontwerpen houdende toepassing van de B.T.W. is de Minister voornemens samen met zijn collega's van de Regering ten spoedigste de meest doeltreffende middelen te zoeken om er een degelijke oplossing aan te geven..

*
**

Om de omvang van het probleem van het Bestuur der Postcheques en van de grondige wijziging die het ondergaat ingevolge de automatisering van zijn activiteiten beter te situeren, is het nodig de aandacht te vestigen op sommige gegevens.

Einde 1967 bedroeg het aantal rekeningen 1 003 952, hetzij een verhoging met 0,92 % ten opzichte van 1966.

In 1967 beliep het aantal uitgevoerde verrichtingen per werkdag 1 017 915, waarvan 847 935 boekingen op rekening.

Dit betekent een vermeerdering met onderscheidenlijk 1,07 % en 0,87 %.

Het geldvolume der verrichtingen steeg met 7,02 % ten opzichte van 1966 en bereikte 8 805 miljard frank. 94 % van dit bedrag is giraal geld. Het gemiddelde ligt een weinig hoger dan dat der voorgaande jaren.

Het gemiddeld dagelijks tegoed op rekening steeg van 58,2 miljard in 1966 tot 60,6 miljard in 1967, wat neerkomt op een toename met 4,1 %. Deze verhoging vloeit hoofdzakelijk voort uit de verrichtingen op de rekeningen van de openbare rekenplichtigen.

Het gemiddeld dagelijks tegoed op rekening van particulieren dat in 1966 40,6 miljard bedroeg, bereikte in 1967 41,3 miljard. Dus een aangroei met 1,7 %.

In de eerste plaats moeten de voortzetting van de automatisering en, in verband daarmee, de ontwikkeling van de systemen en de toepassing van een integratiepolitiek tot basis dienen voor de ontwikkeling van het Bestuur.

De Minister herinnert eraan dat deze automatisering twee onderscheiden sectoren betreft: de behandeling der cheques en assignaties en het bijhouden van de lopende postrekeningen.

De eerste ontwikkelt zich volgens de opgestelde planning en van nu af aan worden 3 000 000 van de 4 200 000 ontvangen titels automatisch verwerkt.

De tweede geautomatiseerde sector, die veel belangrijker en complexer is, heeft betrekking op de diensten die belast zijn met het bijhouden van de rekeningen.

Thans worden 551 000 rekeningen, d.i. meer dan de helft, beheerd volgens het nieuwe systeem. In de loop van 1968 heeft de omschakeling haar meest kritische fase bereikt, namelijk die waarin dient overgegaan te worden naar de organisatie op definitieve grondslagen en die tot de uiteindelijke rentabiliteit van de gehele onderneming moet leiden.

Deze rentabiliteit is rechtstreeks evenredig met de benuttingscoëfficiënt van de geïnvesteerde uitrustingen, en met de kwaliteit en de stabiliteit van het tewerkgestelde personeel en het kader.

Hierbij rees het probleem van de full-time aanwending der behandelingscentra, alsook van de oprichting van avond- en nachtploegen, met al de sociale verwickelingen waarmee dergelijke maatregelen gepaard gaan.

Il est évident que dès l'instant où il s'agit de recourir à l'utilisation du personnel en dehors des heures normales de prestations et qu'il importe, au surplus, de confier à ces équipes un travail de création d'informations qui conditionne l'intégralité du traitement automatique, cela ne peut se faire par la contrainte.

La qualité et la stabilité du personnel ne peuvent être valablement assurées que si des avantages compensatoires et substantiels permettent de recourir au volontariat.

Le Ministre discute actuellement, avec ses collègues du Gouvernement, d'un projet d'indemnisation susceptible de créer les conditions sociales et le climat psychologique indispensables en l'occurrence.

Il recherche également, avec ses services administratifs, les possibilités d'aménager le régime des prestations, tout en restant dans les limites réglementaires actuelles en la matière.

Il s'attache, par ailleurs, à réformer la structure interne de l'Office de manière qu'elle réponde mieux aux impératifs d'une gestion ayant à recourir aux techniques les plus évoluées.

Il discute également de la mise en place d'un cadre technique comprenant, à tous les niveaux de la hiérarchie, les grades qui correspondent aux nouvelles fonctions exercées et les emplois nécessaires non seulement aux besoins nouveaux de l'exploitation mais aussi au développement des systèmes.

Car il importe que, dès à présent, l'Office mette en œuvre les systèmes qui lui permettent d'apporter sa contribution à l'application des techniques de traitement sur information des opérations comptables en général.

Dans le cadre du développement de ce système, l'Office met au point un procédé basé sur la lecture optique conjuguée avec le microfilmage qui doit conduire, d'une part, à l'uniformisation de ses formules et, d'autre part, à l'intégration avec des titulaires de comptes importants, eux-mêmes équipés en vue du traitement électronique ou en voie de l'être.

L'objectif consiste à mettre en application un système qui permettrait d'utiliser automatiquement pour l'ensemble du processus de traitement de l'opération comptable une information créée à l'origine sur le document même.

Parmi les titulaires de C.C.P., de grandes sociétés et, en premier lieu, les sociétés de distribution d'eau, de gaz et d'électricité, procèdent à une reconversion de leurs méthodes basée sur le système de la lecture optique.

Dans ces conditions et pour autant que l'Office des Chèques postaux soit lui aussi en mesure de lire optiquement, il est possible :

- de supprimer intégralement toute reproduction de données d'informations et d'effectuer automatiquement les opérations de mise en compte au départ des informations créées sur la formule par la société émettrice;
- après mise en compte, de restituer ces informations à ladite société, y compris les informations de référence propres à celle-ci, sous forme d'un extrait de compte détaillé sur bande magnétique.

La combinaison du traitement automatique des données par lecture directe des documents et du microfilmage de ceux-ci, doit conduire à la formule à un seul volet.

A ce stade, il serait également possible d'envisager la formule polyvalente, c'est-à-dire pouvant servir à la fois de virement, de chèque et, le cas échéant, de bulletin de versement.

Het is duidelijk dat, wanneer men zijn toevlucht moet nemen tot tewerkstelling van personeel buiten de normale diensturen en wanneer bovendien op deze ploegen de realisatie van de inlichtingen berust die het geheel van de automatische behandeling bepalen, zulks niet onder dwang kan gebeuren.

De kwaliteit en de stabiliteit van het personeel kunnen slechts op doelmatige wijze verzekerd worden, indien belangrijke en substantiële voordelen het mogelijk maken een beroep te doen op vrijwilligers.

Thans bespreekt de Minister met zijn collega's in de Regering een voorstel tot toekenning van een vergoeding die de mogelijkheid biedt om de sociale voorwaarden en het psychologisch klimaat te scheppen die in dit geval onontbeerlijk zijn.

Hij zoekt bovendien, in samenwerking met de Administratie, naar mogelijkheden tot aanpassing van het prestatiestelsel, zonder evenwel de huidige reglementaire beperkingen ter zake te buiten te gaan.

Anderzijds streeft hij ook naar een hervorming van de interne structuur van het Bestuur opdat dit laatste beter zou beantwoorden aan de eisen die gesteld worden door een beheer dat op de meest geëvolueerde technieken een beroep moet doen.

Hij bespreekt eveneens de oprichting van een technisch kader dat op alle niveau's van de hiërarchie de graden omvat die overeenstemmen met de nieuwe uitgeoefende functies, evenals de noodzakelijke betrekkingen die niet alleen beantwoorden aan de nieuwe behoeften van de exploitatie, maar ook aan de ontwikkeling van de systemen.

Want het is van belang dat het Bestuur nu reeds de systemen in gebruik neemt, die kunnen bijdragen tot de toepassing van de technieken voor informatiebehandeling inzake boekhoudingsverrichtingen in het algemeen.

In het kader van de ontwikkeling van dit systeem, werkt het Bestuur een methode uit die steunt op optische lectuur, gepaard met microfilmering, die moet leiden, enerzijds tot het eenvormig maken van de formulieren en, anderzijds, tot de integratie met de houders van belangrijke rekeningen die zelf uitgerust zijn of op het punt staan uitgerust te worden met de nodige apparatuur voor de elektronische behandeling van hun verrichtingen.

Het doel is een systeem toe te passen, waardoor een oorspronkelijk op het document zelf aangebrachte informatie automatisch kan worden aangewend voor het volledige verloop van de behandeling der boekhoudingsverrichting.

Onder de houders van postrekeningen zijn er grote maatschappijen, in de eerste plaats de maatschappijen voor water-, gas- en elektriciteitsbedeling, die overgaan tot een omschakeling van hun vroegere systemen naar een op de optische lectuur gebaseerde methode.

Derhalve is het mogelijk, voor zover het Bestuur der Postcheques zelf ook in staat is om optisch te lezen :

- elke reproductie van informatiegegevens integraal af te schaffen en de boekingsverrichtingen automatisch uit te voeren volgens de inlichtingen door de opdrachtgevende maatschappij op het formulier verstrekt;
- na boeking, die inlichtingen, met inbegrip van de eigen referentiegegevens van de opdrachtgever, aan bedoelde maatschappij terug te bezorgen in de vorm van een op magnetische band gedetailleerd rekeningssuittreksel.

De combinatie van de automatische behandeling van de gegevens door rechtstreekse lectuur en microfilmering van de documenten moet leiden tot een formulier uit één strook.

In dit stadium zou het eveneens mogelijk zijn een polyvalent formulier te overwegen, d.i. een formulier dat tegelijk kan dienen als overschrijving, als cheque en, eventueel, als stortingsbulletin.

Les premières applications pratiques de traitement par lecture directe optique auront lieu au cours de l'exercice 1969 et, déjà, les options sont prises pour appliquer un tel système en vue de la perception de la T.V.A. à partir du 1^{er} janvier 1970 et pour réaliser une première intégration importante entre deux services publics disposant de centres de traitement.

La nouvelle technique permettra également une intégration avec le centre de traitement du fichier national.

Une étude va commencer avec la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite en vue de rechercher, dans ce cas également, les moyens de rénover, dans le même sens, toute la procédure des échanges comptables entre cette Caisse et la Poste.

Grâce à ces développements de systèmes intégrés auxquels il conviendra d'adjoindre en temps opportun la télétransmission et la téléconsultation, il sera possible d'opérer des déconcentrations qui pourront s'inscrire de façon rentable, dans une politique à la fois de progression sociale et d'économie régionale.

Le Ministre est également disposé à mettre tout en œuvre afin que la modernisation des équipements de l'Office des Chèques postaux puisse aboutir à une automatisation également intégrée des opérations en Chambre de Compensation.

D'autre part, il a déjà décidé de faire procéder à l'acquisition des installations les plus évoluées de microfilmage qui, grâce aux possibilités d'indexation qu'elles offriront, doteront l'Office d'un centre automatique de consultation et de recherche, tout en apportant la solution la plus efficace aux problèmes toujours plus nombreux que posent l'entreposage et la consultation des innombrables archives.

Enfin, le Ministre prescrit l'étude d'un plan de reconversion du matériel de l'imprimerie de l'Office de manière à l'adapter aux besoins nouveaux résultant du développement des systèmes d'automatisation.

L'automatisation devra faciliter l'octroi, par l'Office des Chèques postaux, de nouveaux services à ses usagers.

Mais le Ministre a pu constater que bon nombre de ces derniers ne connaissent pas, ou du moins connaissent insuffisamment, les services dont ils peuvent actuellement bénéficier.

C'est le cas notamment en ce qui concerne les possibilités des retraits à vue et surtout celles que présente la formule dite du virement transmis par le bénéficiaire.

On devrait prévoir, dès 1969, une campagne d'information aussi large que possible dans le but à la fois de vulgariser les attributions actuelles de l'Office et de faire connaître les grandes possibilités qui pourront être offertes grâce au développement des techniques appliquées et, plus particulièrement, les avantages importants que les grands usagers pourront tirer d'un système susceptible de conduire à une véritable intégration.

A ce dernier propos, le Ministre envisage l'organisation d'une série de colloques auxquels seraient conviés les clients les plus importants de l'Office des Chèques postaux, de manière à dégager avec eux les nouveaux besoins ainsi que les nouvelles possibilités offertes par le développement des équipements de traitement de l'information.

Ces colloques pourraient, au surplus, aboutir à l'instauration d'un Comité permanent de contacts dont la mission serait principalement de veiller à l'amélioration des services, à la normalisation des méthodes et, par conséquent, à la rentabilité économique générale.

De eerste praktische toepassingen van de behandeling door rechtstreekse optische lectuur zullen in de loop van het dienstjaar 1969 plaatshebben en de opties zijn reeds genomen om een dergelijk systeem toe te passen met het oog op de inning van de B.T.W. vanaf 1 januari 1970 en om een eerste belangrijke integratie te verwezenlijken tussen twee overheidsdiensten die elk over behandelingscentra beschikken.

Door deze nieuwe techniek zal eveneens de integratie mogelijk gemaakt worden van het behandelingscentrum van het nationaal fichesstelsel.

In samenwerking met de Algemene Spaar- en Lijfrentekas wordt een studie aangevangen om de middelen op te sporen tot vernieuwing van de ganse procedure in verband met de uitwisselingen van de boekhoudkundige gegevens tussen deze Kas en de Posterijen.

Dank zij deze ontwikkeling van geïntegreerde systemen, waaraan te gepasten tijde de televerbindingen en de teleconsultatie dienen te worden toegevoegd, zal het mogelijk zijn deconcentraties uit te werken die, door een politiek van sociale vooruitgang en regionale economie, rendabel zullen zijn.

De Minister is eveneens bereid alles in het werk te stellen opdat de modernisering van de voorzieningen van het Bestuur der Postcheques kan leiden tot een eveneens geïntegreerde automatisering van de verrichtingen in de Verrekenkamer.

Anderzijds heeft hij reeds besloten te doen overgaan tot de aankoop van de meest moderne installaties voor microfilmring die, dank zij hun registratiemogelijkheden, het Bestuur zullen voorzien van een automatisch centrum voor consultatie en opsporing, en meteen de meest doeltreffende oplossing zullen brengen voor de steeds talrijker problemen die het opslaan en het consulteren van de ontelbare archiefstukken stellen.

Ten slotte heeft de Minister de studie voorgeschreven van een reconversieplan voor het materieel van de drukkerij van het Bestuur, ten einde het aan te passen aan de nieuwe behoeften die voortvloeien uit de ontwikkeling van de automatiseringssystemen.

De automatisering zal het verlenen van nieuwe diensten door het Bestuur der Postcheques aan zijn gebruikers moeten in de hand werken.

Maar de Minister heeft kunnen vaststellen dat heel wat cliënten de diensten waarover zij thans kunnen beschikken, niet of althans onvoldoende kennen.

Dit is bijvoorbeeld het geval voor de mogelijkheid tot afhalingen op zicht en vooral de mogelijkheid van het formulier « overschrijving overgemaakt door de begunstigde ».

Men zou vanaf 1969 een zo ruim mogelijke informatiecampagne op touw moeten zetten om tegelijk de huidige attributies van het Bestuur te vulgariseren en de talrijke mogelijkheden ter kennis te brengen die zullen ten dienste kunnen gesteld worden dank zij de ontwikkeling van de toegepaste technieken en inzonderheid de grote voordelen die de belangrijke gebruikers zullen kunnen trekken uit een systeem dat voor werkelijke integratie vatbaar is.

In dat verband overweegt de Minister de inrichting van een reeks colloquia waarbij de belangrijkste cliënten van het Bestuur der Postcheques zouden betrokken worden. Samen met hen zouden de nieuwe behoeften en de nieuwe mogelijkheden van de ontwikkeling van de voorzieningen voor informatiebehandelingen kunnen opgespoord en uitgestippeld worden.

Deze colloquia zouden bovendien kunnen leiden tot de oprichting van een Vast Contactcomité dat hoofdzakelijk tot opdracht zou hebben voor de verbetering van de diensten, de normalisering van de methodes en bijgevolg voor de algemene economische rentabiliteit te waken.

II. — Discussion générale.

La discussion générale a porté sur toute une série de questions couvrant la majorité des activités du Département.

Pour la clarté du rapport les questions posées par les membres et les réponses fournies par le Ministre, ont été réunies par chapitres.

A. — REGIE DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES.

1. Moyens financiers.

Un membre demande de quels moyens financiers la Régie pense devoir disposer pour pouvoir faire face aux dépenses résultant de l'évolution technique permanente (ordinateurs, satellites, centrales semi-électroniques).

La Régie a-t-elle un planning précis en matière d'investissements futurs ?

Le Ministre répond qu'en ce qui concerne le financement des dépenses résultant de l'évolution constante de la technique, la Régie doit se limiter aux moyens prévus dans son statut légal :

- financement par ses moyens propres;
- recours à l'emprunt.

Il serait hautement souhaitable de pouvoir financer la plus grande partie des investissements par les moyens propres de la Régie. Ceux-ci proviennent des bénéfices réalisés ainsi que des disponibilités du fonds d'amortissement et du fonds d'assurance.

Le montant des bénéfices est évidemment fonction de la politique tarifaire. En Belgique, les tarifs pour les télécommunications ont toujours été établis sur la base du prix de revient global des services rendus, ne laissant qu'une faible marge de sécurité. Il n'est donc pas permis d'espérer qu'à l'avenir on pourra financer une partie importante des investissements par les bénéfices.

Pour ce qui concerne les disponibilités des fonds, elles sont fonction de l'importance des dotations proposées par le Ministre et approuvées par le Parlement.

Jusqu'à présent ces dotations ont été calculées selon les exigences minima d'une gestion industrielle. On pourrait envisager de les augmenter sensiblement pour tenir compte de l'évolution technique et de l'augmentation des prix. Mais une telle politique aurait des répercussions directes sur les tarifs. Les tarifs pour les télécommunications font partie de la politique économique générale du pays. Depuis la création de la Régie en 1930, les Gouvernements successifs n'ont pas jugé opportun de fixer les tarifs de telle sorte qu'ils procurent à la Régie des disponibilités suffisantes pour augmenter son autofinancement dans de fortes proportions.

Il faut donc considérer qu'à l'avenir l'autofinancement se maintiendra à environ 50 % du montant global des investissements et que les autres 50 % resteront à financer par l'emprunt.

Pour ce qui concerne la planification des investissements, il convient de noter que leur importance est fonction de l'évolution du nombre de raccordements téléphoniques.

Les facteurs qui influencent cette évolution peuvent se résumer comme suit :

- la situation économique générale. Il existe un certain lien entre le développement du nombre de raccordements et l'évolution du produit national brut;

II. — Algemene bespreking.

Bij de algemene bespreking werd een hele reeks vragen gesteld in verband met het merendeel van de activiteiten van het Departement.

Met het oog op een overzichtelijk verslag werden de door de leden gestelde vragen en de door de Minister verstrekte antwoorden in hoofdstukken gegroepeerd.

A. — REGIE VAN TELEGRAFIE EN TELEFONIE.

1. Financiële middelen.

Een lid vraagt welke financiële middelen de Regie denkt aan te wenden om het hoofd te kunnen bieden aan de uitgaven voortvloeiend uit de bestendige technische evolutie (computers, satellieten, semi-elektronische centrales).

Heeft de Regie een precieze planning inzake de toekomstige investeringen ?

De Minister antwoordt dat de Regie zich, voor de financiering van de uitgaven voortvloeiend uit de bestendige evolutie van de techniek, moet beperken tot de middelen die in haar wettelijk statuut zijn bepaald :

- financiering door eigen middelen;
- leningen.

Het ware ten eerste wenselijk dat de Regie het grootste deel van haar investeringen met eigen middelen kon financieren. Deze komen voort van de gemaakte winsten en van de disponibilitaten van het afschrijvingsfonds en het reservefonds.

Het winstbedrag staat natuurlijk in nauw verband met het tariefbeleid. In België werden de tarieven voor de telecommunicaties altijd bepaald op grond van de globale kostprijs van de verleende diensten, met slechts een kleine veiligheidsmarge. Er moet dus niet verwacht worden dat men in de toekomst een belangrijk deel van de investeringen met de winsten zal kunnen financieren.

Wat de disponibilitaten van de fondsen betreft, die hangen af van het bedrag der dotaties die door de Minister worden voorgesteld en door het Parlement goedgekeurd.

Tot op heden werden deze dotaties berekend volgens de minimumeisen van een industrieel beleid. Men zou kunnen overwegen ze gevoelig te verhogen om rekening te houden met de technische evolutie en de prijsstijging. Doch een dergelijke politiek zou een rechtstreekse weerslag hebben op de tarieven. De televerkeerstarieven maken deel uit van de algemene economische politiek van het land. Sedert de oprichting van de Regie in 1930 hebben de opeenvolgende regeringen het niet opportuun geacht de tarieven derwijze te bepalen dat zij de Regie voldoende disponibilitaten verschaffen om in ruime mate haar zelffinanciering te verhogen.

Er moet dus aangenomen worden dat de autofinanciering zich in de toekomst op ongeveer 50 % zal handhaven en dat de overige 50 % te financieren zullen blijven door leningen.

Wat betreft de planning van de investeringen, valt aan te stippen dat de omvang ervan afhangt van de evolutie van het aantal telefoonaansluitingen.

De factoren die deze evolutie beïnvloeden kunnen als volgt samengevat worden :

- de algemene economische toestand. Er bestaat een zeker verband tussen de stijging van het aantal aansluitingen en de evolutie van het bruto nationaal produkt;

- l'accroissement de la population, ainsi que la variation de celle-ci par région;
- la loi selon laquelle l'intérêt d'acquiescer un raccordement téléphonique varie proportionnellement à la densité des raccordements existants.

Les études basées sur ces facteurs font prévoir, pour les années à venir, des programmes d'investissement de l'ordre de 6 à 7 milliards.

D'autre part, en ce qui concerne l'accroissement permanent des charges financières à supporter par la Régie, la question a été posée de savoir dans quelle mesure l'accroissement de la productivité pourrait contribuer à alléger ces charges croissantes.

A cet égard, le Ministre souligne que l'augmentation des charges financières qui résultent des investissements, est en rapport direct avec l'accroissement du nombre d'abonnés et du volume du trafic. Il existe donc une corrélation entre l'augmentation des charges financières et celle des recettes.

En ce qui concerne la productivité, le Ministre a déjà signalé qu'elle est en augmentation constante depuis de nombreuses années. Ainsi en 1947 la Régie utilisait 45,4 agents par 1 000 abonnés, 27,3 en 1957, 20 en 1965 et 17,8 en 1968.

La mise en œuvre de nouvelles techniques, telles que : la transmission par impulsions codées, le raccordement des abonnés par courant porteur, la commutation semi-électronique et la gestion intégrée qui deviendra possible par la nouvelle génération des ordinateurs, permettra d'améliorer encore les résultats remarquables déjà obtenus.

Ces deux facteurs réunis — augmentation normale des recettes et diminution des prix de revient par l'amélioration des méthodes de travail — doivent procurer à la Régie les moyens pour faire face, dans des conditions normales d'une gestion industrielle, à l'augmentation des charges financières, sans préjudice des autres mesures dont le Ministre a recommandé l'étude.

2. Investissements.

Au sujet des chiffres cités par le Ministre en ce qui concerne les commandes que la Régie a confiées à l'industrie privée, la question est posée de savoir dans quelle mesure l'économie belge bénéficiera de ces commandes.

Le tableau ci-après indique les montants consacrés au cours des cinq dernières années aux investissements et aux achats d'approvisionnements.

(En millions.)

A N N E E — J A A R	Liquidations dont a bénéficié l'économie belge — <i>Vereffeningen die ten goede komen aan de Belgische economie</i>		Liquidations dont a bénéficié l'économie étrangère — <i>Vereffeningen die ten goede komen aan de buitenlandse economie</i>	
	pour investissements — <i>voor investeringen</i>	pour achats d'approvisionnements — <i>voor aankoop van voorraden</i>	pour investissements — <i>voor investeringen</i>	pour achats d'approvisionnements — <i>voor aankoop van voorraden</i>
	1	2	3	4
En 1964. — <i>In 1964</i>	2 216,2	601,5	13,8	4,5
En 1965. — <i>In 1965</i>	2 498,8	575,7	16,2	70,3
En 1966. — <i>In 1966</i>	3 077,8	354,7	46,2	404,3
En 1967. — <i>In 1967</i>	4 322,7	712,8	43,3	108,2
En 1968 (chiffres provisoires). — <i>In 1968 (voorlopige bedragen)</i>	4 415,9	772,6	48,1	120,4

- de bevolkingsaan groei, evenals de verandering ervan per streek;
- de wet volgens welke het belang tot het bekomen van een telefoonaansluiting verschilt in verhouding tot de dichtheid der bestaande aansluitingen.

Volgens de op die factoren berustende studies worden voor de komende jaren investeringsprogramma's van 6 tot 7 miljard verwacht.

Anderzijds werd in verband met de bestendige toename van de door de Regie te dragen financiële lasten de vraag gesteld in hoeverre de verhoging van de produktiviteit bij machte zou kunnen zijn deze toenemende lasten gedeeltelijk te ondervangen.

Te dien aanzien wijst de Minister erop dat de stijging van de financiële lasten die een gevolg zijn van de investeringen in rechtstreekse verhouding staat tot de aangroei van het aantal abonnees en het verkeersvolume. Er is dus een onderling verband tussen de verhoging van de financiële lasten en die van de ontvangsten.

Wat de produktiviteit betreft, werd er door de Minister reeds op gewezen dat zij bestendig stijgt sedert vele jaren. Aldus benutte de Regie in 1947 per 1 000 abonnees 45,4 personeelsleden, 27,3 in 1957, 20 in 1965 en 17,8 in 1968.

Het toepassen van nieuwe technieken, zoals de oversending door gecodeerde impulsen, de aansluiting van de abonnees door middel van draaggolven, de semi-elektronische schakeling en het geïntegreerd beheer dat mogelijk zal worden door de nieuwe computergeneratie, zal een nog verder gaande verbetering van de reeds verkregen merkwaardige resultaten mogelijk maken.

Deze twee factoren samen — normale stijging van de ontvangsten en vermindering van de kostprijzen door verbetering van de arbeidsmethoden — moeten de Regie de middelen verschaffen om bij een normaal industrieel beleid het hoofd te bieden aan een stijging van de financiële lasten, onverminderd de andere maatregelen waarvoor de Minister een studie heeft aanbevolen.

2. Investerings.

In verband met de door de Minister vermelde getallen nopens de door de Regie aan de particuliere nijverheid toevertrouwde bestellingen wordt gevraagd hoeveel hiervan ten goede kwam aan de Belgische economie.

Onderstaande tabel vermeldt voor de laatste vijf jaren de bedragen die besteed werden voor investeringen en aankoop van voorraden.

(In miljoenen.)

3. Exploitation du service télex.

Il est demandé de donner l'évolution du nombre d'abonnés aux réseaux téléphoniques et de télex et celle du trafic télex de quelques pays européens.

Le tableau figurant à l'annexe 1 reproduit cette évolution.

4. Indicateur des téléphones.

Certains membres souhaitent obtenir des explications complémentaires au sujet de l'édition de l'indicateur des téléphones par une firme privée et soulignent notamment les prix élevés qui sont actuellement demandés pour la publicité.

Le Ministre expose qu'à la suite d'une décision de son prédécesseur, l'indicateur officiel des téléphones sera, à partir de l'édition 1969 pour les tomes 4 et 6 et à partir de l'édition 1970 pour les autres tomes, édité en même temps qu'un indicateur commercial et professionnel. Cette édition se fera à l'intervention d'une firme privée.

Dans l'indicateur commercial et professionnel, toutes les firmes, ainsi que les commerçants et personnes exerçant une profession libérale, qui sont abonnés au téléphone, seront repris gratuitement sous la rubrique de leur choix.

Contre paiement, ils pourront en outre être repris sous plusieurs rubriques de leur choix.

Le tarif de la publicité est fixé par la firme. Il n'est connu, jusqu'à présent, que pour les tomes 4 et 6 de 1969.

En comparaison du tarif Régie pour la même édition de l'indicateur officiel des téléphones, on note une augmentation de l'ordre de 2,6 pour le tome 4 et d'environ 2,3 pour le tome 6.

D'autre part, la Régie ne devra plus supporter de charges, du chef de l'indicateur des téléphones à partir de 1970. Pour les services prestés par son personnel, elle reçoit de la firme intéressée une indemnité annuelle.

Enfin, le Ministre signale encore, que la constitution de rubriques dans l'indicateur officiel des téléphones (pour les professions libérales, p. ex.) ne sera plus autorisée, sauf pour les docteurs en médecine.

5. Exploitation téléphonique.

— Un membre attire l'attention sur le fait que lorsque de nouveaux quartiers résidentiels et de nouvelles zones d'habitations naissent dans des zones industrielles, on constate couramment que la Régie ne se manifeste, pour l'exécution de poses de câbles souterrains que lorsque les travaux d'utilité publique sont déjà terminés. La Régie ne peut-elle exécuter ses travaux de raccordement en même temps que les travaux précités ?

Dans sa réponse, le Ministre insiste sur le fait que les services d'études et d'exécution de la Régie sont en rapport permanent avec les autorités communales au sujet des projets de lotissements et de construction affectant chaque secteur. A l'initiative de la Régie des T.T., certaines communes importantes, les villes en général, et pour ce qui concerne plus particulièrement Bruxelles, le service de l'urbanisme, font connaître à la Régie les lotissements ou les constructions prévues. D'autres organismes, tels la Société nationale du Logement et la Société nationale de la Petite Propriété Terrienne communiquent également leurs plannings généraux de construction.

La Régie des T.T. reste aussi en contact avec les grandes sociétés privées de construction, les bureaux d'études et les entreprises de construction chargées de la création de nouveaux quartiers ou de l'érection de vastes complexes et qui, dans des cas, procèdent même à l'établissement des

3. Telexexploitatie.

Er wordt gevraagd de evolutie te geven van het aantal aangesloten op de telefoon- en telexnetten en van het telexverkeer van enkele Europese landen.

De tabel in bijlage 1 geeft deze evolutie weer.

4. Telefoongids.

Sommige leden wensen nadere uitleg nopens de uitgave van de telefoongids door een particuliere firma en wijzen o.m. op de hoge publiciteitsprijzen die thans gevraagd worden.

De Minister legt uit dat ingevolge een beslissing van zijn voorganger, te beginnen met de uitgaaf 1969 wat de boekdelen 4 en 6 betreft en met de uitgaaf 1970 voor de andere boekdelen, de officiële telefoongids samen met een handels- en beroepsgids zal uitgegeven worden. Deze uitgave zal geschieden door toedoen van een particuliere firma.

In de handels- en beroepsgids zullen alle firma's, handelaars en beoefenaars van een vrij beroep die telefoonabonnee zijn, gratis vermeld worden onder de rubriek van hun keuze.

Tegen betaling kunnen zij bovendien onder meer dan één rubriek naar hun keuze vermeld worden.

Het tarief voor de advertenties wordt vastgesteld door de firma. Het is tot dusver alleen bekend voor de boekdelen 4 en 6 van 1969.

In vergelijking met het tarief Regie voor dezelfde uitgaaf van de officiële telefoongids valt een verhoging van zowat 2,6 maal aan te stippen voor boekdeel 4 en van ongeveer 2,3 maal voor boekdeel 6.

Anderdeels heeft de Regie ten aanzien van de telefoon-gids, van de uitgaaf 1970 af, geen kosten meer te dragen. Voor de door haar personeel verleende diensten ontvangt ze een jaarlijkse vergoeding van de betrokken firma.

Ten slotte vermeldt de Minister nog dat rubriekvorming in de officiële telefoongids (voor vrije beroepen bv.) niet meer zal worden toegestaan, behalve wat de dokters betreft.

5. Telefoonexploitatie.

— Een lid vestigt er de aandacht op dat men, wanneer in industriezones nieuwe residentiële wijken en nieuwe woningzones ontstaan, doorgaans vaststelt dat de Regie voor het uitvoeren van de ondergrondse kabelleggingen pas opdaagt wanneer de openbare nutswerken reeds beëindigd zijn. Kan de Regie haar aansluitingswerken niet samen met genoemde werken uitvoeren ?

In zijn antwoord legt de Minister er de nadruk op dat de studie- en uitvoeringsdiensten van de Regie bestendig in contact zijn met de gemeentelijke overheid in verband met de verkavelings- en bouwontwerpen in alle sectoren. Op initiatief van de Regie van T.T., delen sommige belangrijke gemeenten, de steden over 't algemeen en, wat meer in het bijzonder Brussel betreft, de diensten voor stedenbouw, de verkavelings- en bouwplannen aan de Regie mede. Andere instellingen, zoals de Nationale Maatschappij voor Huisvesting en de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom, delen eveneens hun algemene plannings van woningbouw mede.

De Regie van T.T. staat eveneens in contact met de grote particuliere bouwmaatschappijen, de studiebureaus en de bouwbedrijven die belast zijn met de oprichting van nieuwe wijken of het optrekken van grote complexen en die in menig geval zelf de straten, trottoirs en riolering aanleggen.

rues, trottoirs et canalisations d'égouts. Elle est donc informée en temps opportun des travaux projetés et dispose ainsi généralement de délais suffisants pour préparer les poses de câbles nécessaires. Il va de soi que chaque fois que le planning prévu par les maîtres d'ouvrage de ces constructions le permet, la Régie des T.T. s'efforce par tous les moyens de placer ses propres câbles téléphoniques le plus rapidement possible, même avant les canalisations d'eau, de gaz et d'électricité. Ces travaux n'étant pas gênés par les autres installations souterraines, leur coût en est favorablement influencé.

Au sujet des travaux à réaliser simultanément par les différents services publics, la Régie des T.T. multiplie ses efforts en vue d'obtenir la meilleure coordination possible.

Il y a lieu de remarquer cependant que les câbles téléphoniques ne peuvent être posés dans la même tranchée que les câbles électriques en raison des phénomènes d'induction, ni dans la même tranchée que les conduites d'eau qui, en cas de rupture, présenteraient un grave danger pour les câbles téléphoniques.

— Un autre membre s'étonne que certaines villes ou communes ne sont pas raccordées au même réseau téléphonique et même n'appartiennent pas à la même zone téléphonique. Est-il possible de remédier à cette situation ?

Selon le Ministre, il est en effet exact que certaines communes appartiennent à différents réseaux ou même à différentes zones téléphoniques.

Cette situation résulte du fait que lors de la fixation des limites de réseaux, il doit être tenu compte en ordre principal d'impératifs d'ordre économique et technique.

Ceci explique, qu'en principe, les abonnés sont reliés au central le plus proche de leur habitation, de sorte que le raccordement peut être réalisé dans les meilleures conditions techniques et que les frais qui en résultent peuvent être réduits au minimum.

En raison de la configuration irrégulière et de l'étendue de certaines communes, il convenait donc, pour des motifs économiques et d'exploitation, de raccorder certains abonnés, dont la situation était par trop éloignée du centre de la commune, à un central plus proche situé dans une autre commune.

Une modification de la structure des réseaux dans le sens de leur adaptation aux limites des communes ne peut donc être envisagée pour les raisons exposées ci-avant.

Compte tenu de ce que les limites des réseaux ne peuvent être adaptées à celles des communes, il n'est pas possible d'éviter que certains abonnés n'appartiennent pas à la zone à laquelle leur commune ressortit normalement.

— En rapport avec une question posée au sujet de la répartition, par service régional, des demandes de raccordement téléphonique en instance, le tableau repris à l'annexe 2 fournit à cet égard des renseignements détaillés.

— Des plaintes sont parfois formulées au sujet du non-enlèvement des poteaux téléphoniques qui ne sont plus utilisés.

La Régie ne suit-elle pas un planning bien déterminé en cette matière ? Et où en est-on avec le remplacement des lignes aériennes ?

A ce sujet, le Ministre répond que les câbles souterrains destinés au remplacement des lignes aériennes doivent être prévus pour plusieurs années (10 à 20 ans), compte tenu, d'une part, de l'accroissement prévisible du nombre d'abonnés, et d'autre part, du réseau de câbles existants.

La suppression des lignes aériennes s'opère donc, en règle générale, à l'occasion d'extensions de câbles concernant soit le réseau tout entier, soit une ou plusieurs voies d'alimentation jusqu'au bureau central. Lors de l'établissement de ces

Zij wordt dus te gelegener tijd ingelicht over de ontworpen werken en beschikt doorgaans over voldoende tijd om de nodige kabelleggingen voor te bereiden. Het spreekt vanzelf dat, telkens als de planning, uitgewerkt door de opdrachtgevers van deze bouwwerken, het mogelijk maakt, de Regie van T.T. alle middelen aanwendt om haar telefoonkabels zo spoedig mogelijk te leggen, zelfs vóór de water-, gas- en elektriciteitsleidingen. Daar zij bij de uitvoering van de werken aldus niet gehinderd wordt door de aanwezigheid van andere ondergrondse installaties, wordt hun kostprijs hierdoor gunstig beïnvloed.

Wat de werken betreft die zoveel mogelijk gelijktijdig zouden moeten worden uitgevoerd door de verschillende diensten van openbaar nut, spaart de Regie geen inspanningen om tot de best mogelijke coördinatie te komen.

Anderzijds dient er te worden op gewezen dat het niet mogelijk is de telefoonkabels in de gleuven van de elektrische leidingen te leggen wegens inductieverschijnselen en evenmin in de gleuven van de waterleidingen wegens het gevaar dat een breuk van de waterleiding oplevert voor de telefoonkabels.

— Een ander lid verwondert er zich over dat sommige steden of gemeenten niet tot hetzelfde telefoonnet en soms zelfs niet tot dezelfde telefoonzone behoren. Is het mogelijk dat te verhelpen ?

Volgens de Minister is het inderdaad juist dat sommige gemeenten tot verschillende netten of zelfs tot verschillende telefoonzones behoren.

Deze toestand is gegroeid uit het feit dat bij de vaststelling van de netgrenzen in hoofdzaak rekening moest worden gehouden met economische en technische eisen.

Dit impliceert dat de abonnees in principe worden aangesloten op de centrale die het dichtst bij hun woonplaats is gelegen, zodat de aansluiting onder de beste technische voorwaarden kan geschieden en de daaruit voortvloeiende kosten tot een minimum kunnen worden herleid.

Door de grillige vorm en de uitgestrektheid van bepaalde gemeenten was het om economische en exploitatieredenen derhalve volkomen gerechtvaardigd sommige abonnees, al te ver gelegen van het gemeentecentrum, bij een meer nabijgelegen centrale van een andere gemeente aan te sluiten.

Een wijziging in de structuur van de netten in de zin van hun aanpassing aan de gemeentegrenzen kan niet worden overwogen om bovenvermelde redenen.

Aangezien de grenzen van de telefoonnetten niet kunnen worden aangepast aan de gemeentegrenzen, kan onmogelijk worden vermeden dat sommige abonnees niet behoren tot de zone waarin hun gemeente normaal is opgenomen.

— In verband met een vraag over de verdeling van de hangende aanvragen om telefoonaansluiting per gewestelijke dienst bevat de tabel in bijlage 2 een gedetailleerde opgave.

— Er wordt wel eens geklaagd over het niet wegnemen van niet gebruikte telefoonpalen.

Volgt de Regie hierbij geen welbepaalde planning ? En hoever staat het met de vervanging van luchtlijnen ?

In dit verband antwoordt de Minister dat de ondergrondse kabels ter vervanging van luchtlijnen voor verscheidene jaren (10 à 20 jaar) moeten voorzien worden, rekening houdend met de te verwachten abonnee-aangroei enerzijds en met het reeds bestaande kabelnet anderzijds.

De afschaffing van luchtlijnen gebeurt dan ook in de regel ter gelegenheid van kabeluitbreidingen waarbij hetzij het ganse net, hetzij één of meer voedingsrichtingen tot in de centrale betrokken zijn. Bij het opmaken van deze kabel-

projets de pose de câbles, on s'efforce de réaliser la mise en souterrain intégrale de tous les raccordements d'abonnés. Seuls, ceux d'abonnés isolés, trop éloignés du central, doivent logiquement être maintenus en ligne aérienne, par suite des frais trop élevés de remplacement.

Dans certains cas particuliers, et en raison de circonstances locales, des travaux de modernisation plus restreints peuvent toutefois être également entrepris.

L'enlèvement des poteaux désaffectés est effectué, soit par le personnel de la Régie, soit par des entreprises privées, lorsqu'il s'agit de suppressions importantes.

En vue d'éviter des dépenses inutiles en matière de fouilles et de transport, on s'efforce également de vendre sur place et sur pied les poteaux qui ne sauraient être réutilisés.

— En ce qui concerne la remise de travaux à l'industrie privée, plusieurs membres s'informent de ce qu'on a l'intention de faire au sujet de l'exécution des poses de câbles. Une comparaison des prix de revient est également demandée.

Des brigades de poseurs de câbles sont actuellement utilisées par la Régie dans les circonscriptions T.T. d'Anvers, de Liège, de Mons, de Malines et d'Hasselt. De même dans les circonscriptions T.T. de Bruxelles, Gand et Bruges, des équipes qui sont en fait des brigades « lignes » disposant d'une excavatrice, ont été affectées à la pose de câbles. Une brigade de ce genre fonctionne également depuis quelques semaines, en guise d'essai, dans les circonscriptions T.T. de Namur et de Libramont. De nouvelles brigades seront encore mises à l'œuvre sous peu, de sorte que des brigades fonctionneront dans chaque circonscription T.T.

En 1968, plus de 600 km de câbles ont été posés par le personnel T.T., à un prix de revient de 70 francs par mètre de tranchée. Ce prix de revient tient compte des salaires, des amortissements et de l'entretien du matériel. La main-d'œuvre a été majorée de 80 % de frais généraux.

Les prix demandés par les entrepreneurs privés s'élevaient en moyenne, pour l'ensemble du pays, à 81 francs par mètre de tranchée.

Pour établir une comparaison entre ces chiffres, il faut tenir compte du fait que les poses de câbles réalisées par le personnel de la Régie concernent, dans la plupart des cas, des travaux urgents et de faible importance, en vue du raccordement de nouveaux abonnés, tandis que celles effectuées par les entrepreneurs privés constituent des travaux de plus grande envergure.

— Un membre fait état de l'encombrement du trafic téléphonique dans le Courtrais. Il demande si des mesures sont prises afin d'y remédier.

Selon le Ministre, d'importants travaux de restructuration sont en cours au centre de la zone de Courtrai. Il en résulte que certains faisceaux interurbains sont encombrés. Cet encombrement se répercute sur l'écoulement du trafic à l'intérieur de la zone.

Ces travaux sont pratiquement terminés et de nouveaux circuits interurbains pourront être mis en service dès le mois de février, ce qui améliorera l'écoulement global du trafic dans le Courtrais.

Certaines difficultés existent également dans l'écoulement du trafic international. Ces difficultés sont dues essentiellement à l'encombrement existant sur les faisceaux internationaux au départ de Bruxelles et à l'encombrement des réseaux intérieurs étrangers. Les équipements devant permettre la mise en service de nouveaux circuits internationaux sont prêts du côté belge et des contacts sont pris avec les administrations étrangères afin qu'elles installent le plus rapidement possible, les équipements nécessaires à la mise en service de nouveaux circuits.

ontwerpen wordt gestreefd naar de integrale ondergrondse aansluiting van alle abonnees. Alleen die van te ver verwijderde geïsoleerde abonnees moeten, omwille van de te hoge vervangingskosten, redelijkerwijze in luchtlijn blijven.

In bijzondere gevallen kunnen echter wegens plaatselijke omstandigheden ook meer beperkte moderniseringën worden doorgevoerd.

Het wegnemen van buiten gebruik gestelde palen gebeurt hetzij door het personeel van de Regie, hetzij door particuliere aannemers wanneer het omvangrijke afschaffingen betreft.

Om nutteloze uitgaven voor uitdelving en vervoer te vermijden, wordt ook getracht de niet herbruikbare palen ter plaatse op voet te verkopen.

— Enkele leden vragen, in verband met het toevertrouwen van werken aan de particuliere nijverheid, wat de plannen zijn met betrekking tot de uitvoering van kabelleggingen. Tevens wordt een vergelijkende kostprijsopgave gevraagd.

Door de Regie worden thans kabelleggersploegen tewerkgesteld in de gewesten T.T. Antwerpen, Luik, Bergen, Mechelen en Hasselt. Ook in de gewesten T.T. Brussel, Gent en Brugge worden ploegen — in feite lijnploegen die zijn uitgerust met een graafmachine — ingezet voor het leggen van kabels. Een dergelijk ploeg werkt sedert enkele weken ook bij wijze van proef in de gewesten T.T. Namen en Libramont. Binnenkort zullen nog andere ploegen ingezet worden, zodanig dat in elk T.T.-gewest zulke ploegen zullen bestaan.

In 1968 werd door T.T.-personeel meer dan 600 km kabel gelegd tegen een gemiddelde kostprijs van 70 frank per meter sleuflengte. Deze kostprijzen houden rekening met de lonen, de afschrijvingen en het onderhoud van het materieel. De arbeidslonen werden verhoogd met 80 % algemene kosten.

De door de particuliere aannemers gevraagde prijzen bedroegen gemiddeld over het ganse land 81 frank per meter sleuflengte.

Bij de vergelijking van deze cijfers moet rekening worden gehouden met het feit dat de door het Regiepersoneel uitgevoerde kabelleggingen meestal betrekking hebben op kleinere en dringende werken met het oog op de aansluiting van nieuwe abonnees, terwijl de door particuliere aannemers uitgevoerde kabelleggingen eerder werken van grotere omvang zijn.

— Een lid maakt gewag van overbelasting van het telefoonverkeer in het Kortrijkse. Hij vraagt of er maatregelen getroffen werden om dat te verhelpen.

Volgens de Minister zijn er belangrijke herstructureringswerken aan de gang in het zonecentrum Kortrijk. Hierdoor zijn bepaalde interzonale bundels overbelast. Die overbelasting heeft een weerslag op de afwikkeling van het verkeer binnen de zone.

Die werken zijn praktisch beëindigd en nieuwe interzonale geleidingen zullen vanaf februari in dienst worden gesteld, hetgeen de globale afwikkeling van het verkeer in het Kortrijkse zal vergemakkelijken.

Bepaalde moeilijkheden doen zich eveneens voor bij de afwikkeling van het internationaal verkeer. Die moeilijkheden zijn het gevolg van de bestaande overbelasting op de internationale bundels vanuit Brussel en van de interne overbelasting van de buitenlandse netten. De uitrustingen die de ingebruikneming van nieuwe internationale geleidingen moeten mogelijk maken zijn klaar in België, en er wordt thans met de buitenlandse administraties contact opgenomen opdat zij zo spoedig mogelijk de voor de ingebruikneming van nieuwe geleidingen vereiste uitrustingen installeren.

— A une question relative aux prévisions en ce qui concerne l'automatisation de la centrale d'Avelgem, le Ministre répond que les travaux pour la construction du bâtiment d'Avelgem ont débuté le 25 novembre 1968. Le délai d'exécution compte 260 jours ouvrables. La fin des travaux peut par conséquent être attendue vers la fin de 1969.

L'appareillage automatique a été commandé le 25 juillet 1968. La mise en service de celui-ci est prévue pour septembre 1970.

L'appareillage commandé est du type Rotary-7 D.

Toute la zone de Courtrai est équipée avec du matériel 7 D, de sorte qu'Avelgem doit être équipé du même type. Tout autre système exigerait une adaptation d'appareillage entre Avelgem et le reste de la zone de Courtrai, ce qui amènerait des frais supplémentaires.

— Un membre demande si une dégressivité du prix des communications téléphoniques ne peut être envisagée en fonction du volume de celles-ci.

Le Ministre fait remarquer que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres domaines que celui des télécommunications, le prix de revient des communications téléphoniques n'est pas dégressif en fonction du volume du trafic écoulé.

Le prix de revient des communications téléphoniques est en effet, pour la majeure partie, en fonction directe des charges d'investissements de l'appareillage requis pour assurer un écoulement normal du trafic téléphonique aux heures de pointe.

Comme ce sont justement les usagers ayant un volume de trafic important qui conditionnent les investissements en appareillages, les avantages tarifaires dégressifs éventuels accordés aux gros consommateurs devraient être supportés par les petits utilisateurs.

— A une question demandant pourquoi la Régie n'envisage pas de fixer la taxe de raccordement de manière à couvrir le prix de revient des travaux, dans les cas où ceux-ci sont hors de proportion avec la recette qui peut être espérée du raccordement téléphonique (p. ex. dans le cas d'une deuxième résidence dans un quartier résidentiel), le Ministre répond que l'intervention réclamée aux abonnés dans les frais d'établissement des raccordements téléphoniques constitue un forfait applicable à tous. Pratiquer une discrimination en cette matière constituerait une atteinte à la notion d'intérêt général que la Régie des T.T. s'est toujours efforcée d'appliquer et qui lui est imposée par l'article 1 de la loi du 19 juillet 1930.

D'autre part, il est également demandé si la Régie ne peut envisager d'instaurer des redevances d'abonnement à des taux plus favorables en faveur des handicapés, des pensionnés.

Selon la déclaration du Ministre, les dispositions légales en exécution desquelles la Régie des T.T. doit exploiter le service téléphonique ne donnent pas à celle-ci le pouvoir de consentir des tarifs de faveur pour les abonnements souscrits par des handicapés, des pensionnés, etc.

L'étude de ce problème est cependant poursuivie.

— Un membre désire savoir si, en matière technique, la Régie est simplement à la poursuite du progrès ou si, au contraire, elle comble son retard.

Le Ministre répond que la R.T.T. gère un domaine important des télécommunications englobant le télégraphe

— Op een vraag nopens de vooruitzichten inzake de automatisering van de centrale Avelgem antwoordt de Minister dat de werken voor het optrekken van het telefoongebouw te Avelgem werden aangevangen op 25 november 1968. De contractuele uitvoeringstermijn bedraagt 260 werkdagen. De beëindiging van de werken mag bijgevolg verwacht worden tegen eind 1969.

De automatische apparatuur werd besteld op 25 juli 1968. De ingebruikneming hiervan is voorzien voor september 1970.

De bestelde apparatuur is van het type Rotary-7 D.

De hele zone Kortrijk is uitgerust met 7 D-materieel, zodat Avelgem met hetzelfde type dient uitgerust te worden. Elk ander systeem zou aanpassingsapparatuur tussen Avelgem en de rest van de zone Kortrijk vereisen, wat met bijkomende kosten zou gepaard gaan.

— Een lid vraagt of geen degressiviteit van de prijs der telefoongesprekken kan overwogen worden in functie van hun aantal.

De Minister wijst erop dat, in tegenstelling met wat op talrijke andere gebieden het geval is, de kostprijs van de telefoongesprekken niet afneemt in functie van het volume afgewikkeld verkeer.

De prijs van de telefoongesprekken staat inderdaad hoofdzakelijk in rechtstreekse verhouding tot de investeringslasten van de apparatuur die nodig is om voor de normale afwikkeling van het verkeer tijdens de spitsuren te zorgen.

Daar de investeringen voor de apparatuur vooral worden beïnvloed door de telefoongebruikers met een belangrijk verkeersvolume zouden de voordelen van een afnemend tarief dat eventueel aan deze gebruikers zou worden toegekend, vergoed moeten worden door het opleggen van hogere lasten aan de kleine gebruikers.

— Op de vraag waarom de Régie niet overweegt de aansluitingskosten op een zodanige wijze vast te stellen dat de kostprijs van de aansluitingswerken gedekt wordt in de gevallen waarin deze werken buiten verhouding staan tot de opbrengst die van de telefoonaansluiting mag verwacht worden (bv. bij een tweede verblijf in een residentiële wijk), antwoordt de Minister dat het door de abonnees te betalen aandeel in de aansluitingskosten een forfaitair bedrag is dat voor allen geldt. Elke discriminatie ter zake zou afbreuk doen aan het begrip van het algemeen belang dat de Régie in alle omstandigheden tracht te handhaven, zoals haar trouwens is opgelegd door artikel 1 van de wet van 19 juli 1930.

Er wordt ook gevraagd of de Régie de invoering van telefoonabonnements tegen een gunsttarief voor gehandicapten en gepensioneerden niet in overweging kan nemen.

Volgens de verklaring van de Minister is de Régie van T.T. luidens de wettelijke bepalingen waaronder zij de telefoondienst moet exploiteren niet gemachtigd gunsttarieven toe te staan voor telefoonabonnements van gehandicapten, gepensioneerden enz.

Het probleem wordt evenwel nog verder onderzocht.

— Een lid wenst te weten of op technisch gebied de Régie de vooruitgang navolgt, of dat zij, integendeel, haar achterstand inhaalt.

De Minister antwoordt dat de R.T.T. een belangrijk domein der telecomunicaties beheert, hetwelk omvat: de

et le télex, le téléphone, les transmissions radiophoniques, la phototélégraphie et le fac-similé, les transmissions de données et les radiocommunications.

La diversité des buts, des usages et des moyens, entraîne évidemment une grande complexité technique, les exigences variant d'un système à l'autre. On conçoit dès lors que les télécommunications fassent appel, à chaque période, aux techniques les plus évoluées du moment; elles constituent une matière vivante modifiée à chaque instant par l'évolution scientifique et technique.

Si la R.T.T. ne dispose pas de centre de recherche lui permettant de développer elle-même ses propres systèmes de télécommunications, ses ingénieurs et techniciens travaillent par contre, en étroite collaboration avec les constructeurs nationaux, à la mise au point du nouveau matériel et à la solution des problèmes posés par l'introduction des nouvelles techniques dans le réseau belge. Ceci lui permet de faire bénéficier son réseau de télécommunications, dans les délais les plus courts, de tous les perfectionnements de la technique.

Toutefois, l'explosion du progrès dans les techniques de télécommunications risque de faire apparaître une grande diversité de types d'appareillages, ce qui comporte de très sérieux inconvénients et notamment une augmentation des prix. La normalisation est, dans la technique moderne, une nécessité de plus en plus impérieuse: seule, elle permet la réduction des prix de revient. La R.T.T. fait un très gros effort pour normaliser ses équipements dans toute la mesure du possible. Ce travail de normalisation se fait sous l'impulsion de ses directions techniques en collaboration avec les constructeurs qui sont évidemment obligatoirement associés à cette tâche.

D'autre part, les équipements installés représentant des investissements importants ont une durée de vie économique minimum imposée par les aspects financiers de la gestion, ce qui peut empêcher de faire bénéficier au même moment tous les appareillages des derniers perfectionnements de la technique. Le technicien des télécommunications doit avoir le souci constant d'utiliser avec le plus grand rendement possible et au coût le plus bas, les moyens techniques dont il dispose.

Animée par ce souci de saine gestion financière, la R.T.T. grâce à la conjugaison des efforts de normalisation de ses techniciens et de recherche des constructeurs, a pu constituer un système de télécommunications dont la qualité technique supporte la comparaison avec celle des autres pays les mieux équipés et dont l'ampleur permet de faire face aux besoins des usagers, qui s'accroissent à un rythme élevé.

1. En ce qui concerne la transmission, on peut certifier que la Régie n'est nullement en retard par rapport aux administrations voisines quant à l'application des techniques les plus récentes.

La Régie a été la première à utiliser les câbles à paires symétriques isolés au papier jusqu'à 120 voies par paire, alors que dans les pays limitrophes, on se limitait à 48 ou 60 voies. De même, le premier câble sous-marin transistorisé utilisé dans le monde entier a été mis en service entre St-Margareth (Angleterre) et La Panne.

Enfin, les nouveaux câbles téléphoniques à forte capacité mettant en œuvre des paires coaxiales de petit diamètre (donc de construction économique) ont été les premiers en

telegraaf en de telex, de telefoon, de radiofonische transmissies, de fototelegrafie en de facsimile's, de datatransmissie en de radiocommunicaties.

De diversiteit van de doeleinden, de gebruiken en de middelen leidt vanzelfsprekend tot een grote technische samengesteldheid, daar de vereisten van systeem tot systeem verschillen. Men begrijpt dan ook dat de telecommunicaties telkens een beroep doen op de meest geëvolueerde technieken van het ogenblik; zij vormen dus een levende materie die op ieder ogenblik door de wetenschappelijke en technische evolutie gewijzigd wordt.

Alhoewel de R.T.T. niet over een opzoekingscentrum beschikt dat zou toelaten zelf haar eigen telecommunicatiesystemen te ontwikkelen, werken haar ingenieurs en techniciens echter in nauwe samenwerking met de nationale constructeurs aan het instellen van het nieuwe materieel en aan de oplossing der problemen welke geschapen worden door de invoering van de nieuwe technieken in het Belgisch net. Aldus trekt haar telecommunicatienet in de kortst mogelijke termijn voordeel uit alle vervolmakingen van de techniek.

De explosieve vooruitgang in de techniek van de telecommunicaties brengt echter het gevaar mede een grote diversiteit aan apparatuurtypes te zien ontstaan, wat erge nadelen oplevert, en namelijk een prijsverhoging. In de moderne techniek is de normalisatie een meer en meer dwingende noodzakelijkheid: zij alleen laat een kostprijsvermindering toe. De R.T.T. doet een zeer grote inspanning om in alle mate van het mogelijke haar uitrustingen te normaliseren. Dit normalisatiewerk gebeurt onder impuls van haar technische directies in samenwerking met de constructeurs, die natuurlijk verplicht aan deze taak geassocieerd zijn.

Anderzijds hebben de geïnstalleerde uitrustingen, die overigens belangrijke investeringen vertegenwoordigen, een minimum economische levensduur, die opgelegd wordt door de financiële aspecten van het beheer, wat kan beletten dat op hetzelfde ogenblik alle apparatuur van de laatste vervolmakingen van de techniek kan genieten. De telecommunicatietechnici moeten de bestendige zorg hebben de technische middelen waarover hij beschikt met het grootst mogelijke rendement en de kleinst mogelijke kosten aan te wenden.

Bezield door deze bezorgdheid om een gezond financieel beheer heeft de R.T.T., dank zij het samenvoegen der inspanningen voor normalisatie van haar techniciens en de opzoekingen van de constructeurs, een telecommunicatiesysteem kunnen samenstellen waarvan de technische kwaliteit de vergelijking kan onderstaan met deze van de best uitgeruste andere landen en waarvan de omvang toelaat het hoofd te bieden aan de gebruikers die met een hoog ritme toenemen.

1. Wat de transmissie betreft, mag men bevestigen dat de Regie geenszins ten achter staat bij de naburige administraties, wat betreft de toepassing van de meest recente technieken.

Als eerste heeft de Regie de kabels met symmetrische paren, geïsoleerd met papier, gebruikt tot 120 kanalen per paar, terwijl men zich in de buurlanden beperkte tot 48 of 60 kanalen. Zo is ook de eerste getransistoriseerde onderzeese kabel ter wereld in dienst gesteld tussen St-Margareth (Engeland) en De Panne.

Ten slotte is het op Belgisch grondgebied dat de nieuwe telefoonkabels met hoge capaciteit, die coaxiale paren met kleine diameter (dus economische constructie) gebruiken,

territoire belge à être équipés d'amplificateurs transistorisés, permettant dans une première version, d'assurer la transmission de 1 200 communications simultanées par ensemble de 2 paires, nombre qui a pu être porté à 2 700 pour les équipements commandés actuellement. La qualité de ces dernières paires coaxiales est telle qu'elle permettra de transmettre simultanément 2 programmes de télévision.

L'utilisation prochaine de la technique de modulation par impulsions codées, dont la normalisation est toujours en cours, permettra d'accroître la capacité de certains câbles de jonction, en voie de saturation, et d'apporter une nouvelle amélioration dans la qualité des communications.

Dans le domaine des postes téléphoniques, la Régie a normalisé, il y a quelque treize ans, un poste téléphonique métallique qui tenait compte de l'évolution de la technique de l'époque. Le poste en matière plastique normalisé en 1966, qui se compare heureusement au point de vue esthétique aux réalisations des diverses administrations étrangères, possède toutefois des qualités de transmission qui en font un des meilleurs en service actuellement. Son introduction a d'ailleurs permis la réalisation d'économies appréciables dans la constitution des réseaux locaux.

2. En ce qui concerne la commutation, la Belgique a été le premier pays d'Europe à réaliser des liaisons téléphoniques automatiques internationales d'abonné à abonné (en 1956 entre Bruxelles et Paris). Depuis lors, les liaisons internationales automatiques se sont considérablement développées et couvrent actuellement la majeure partie de l'Europe occidentale. L'automatisation du trafic à destination des Etats-Unis d'Amérique est prévue à brève échéance.

La Belgique est également un des pays d'Europe dont le degré d'automatisation est le plus élevé (98,5 % au 1^{er} janvier 1969) et les travaux se poursuivent activement pour réaliser l'automatisation complète du pays.

Celle-ci sera à peine terminée que s'ouvrira une nouvelle ère dans le domaine de la commutation : la mise en exploitation des systèmes de commutation quasi-électroniques. En 1967, la R.T.T. a mis en service, à titre expérimental, deux prototypes de centraux téléphoniques dans le réseau téléphonique belge (Wilrijk et Hasselt), plaçant ainsi la Belgique dans le groupe de tête des pays du monde entier, en ce qui concerne le développement des centraux électroniques. Les essais ayant donné des résultats très satisfaisants, la mise en service des premiers centraux « version commerciale » est prévue pour les années 1972-1973.

Cet événement est de la plus haute importance, si l'on tient compte des nombreuses difficultés inhérentes à la mise au point et à la normalisation d'un système de commutation électronique compétitif.

3. La Régie est également à la pointe du progrès, dans le domaine de l'exploitation télégraphique.

C'est ainsi que la Belgique a été le premier pays du monde à instaurer une liaison automatique internationale d'abonné à abonné pour le service télex (en 1954 entre la Belgique et la Suisse), et le premier en Europe (en 1963) à réaliser une liaison complètement automatique avec les Etats-Unis d'Amérique.

4. Dans le domaine des radiocommunications, la R.T.T. s'efforce de mettre ses installations au niveau de la technique d'aujourd'hui tout en tenant compte des impératifs économiques et des possibilités financières.

C'est ainsi que depuis quelques années, la Régie exploite, en commun avec les P.T.T. néerlandais, un service d'appel radioélectrique dénommé Sémaphone, qui constitue une réelle innovation dans ce domaine et se situe à la pointe des derniers progrès techniques en la matière.

pour het eerst uitgerust werden met getransistoriseerde versterkers. In een eerste uitvoering kon aldus de transmissie van 1 200 gelijktijdige gesprekken per 2 paren verzekerd worden. Dit aantal kon op 2 700 gebracht worden voor de uitrustingen, die nu besteld werden. Deze laatste coaxiale paren zijn van zodanige kwaliteit, dat een gelijktijdige transmissie van 2 televisieprogramma's mogelijk zal zijn.

Thans is de normalisering van de « pulscodemodulatie »-techniek aan de gang, zodat de capaciteit zal kunnen verhoogd worden van sommige junctiekabels, die ver verzadigd zijn. Daarenboven zal een nieuwe verbetering kunnen gebracht worden aan de kwaliteit der communicaties.

Op het gebied der telefoontoestellen heeft de Regie ongeveer dertien jaar geleden een metalen telefoontoestel genormaliseerd, dat rekening hield met de ontwikkeling van de techniek van toen. Het plastiek toestel, dat in 1966 genormaliseerd werd en dat uit esthetisch oogpunt de vergelijking met de verwezenlijkingen der verschillende vreemde administraties gunstig kan doorstaan, is echter om zijn transmissiekwaliteiten een van de beste, die thans in dienst zijn. Door zijn invoering konden trouwens aanzienlijke besparingen verwezenlijkt worden bij de oprichting der lokale netten.

2. Wat de commutatie betreft, is België het eerste Europees land dat automatische internationale telefonische verbindingen van abonnee tot abonnee verwezenlijkt heeft (in 1956 tussen Brussel en Parijs). Sindsdien zijn de automatische internationale betrekkingen aanzienlijk uitgebreid en dekken zij tegenwoordig het grootste gedeelte van West-Europa. De automatisering van het verkeer met bestemming Verenigde Staten van Amerika wordt eerlang voorzien.

België is ook een der Europese landen waarvan de automatiseringsgraad het hoogst is (98,5 % op 1 januari 1969); de werken voor de volledige automatisering van het land worden actief voortgezet.

Deze zullen nauwelijks beëindigd zijn wanneer een nieuw tijdperk in de commutatietechniek zal aanbreken : de exploitatie van de quasi-elektronische commutatiesystemen. In 1967 heeft de R.T.T. bij wijze van proef twee prototypes van elektronische centrales (Wilrijk en Hasselt) in het Belgisch telefoonnet in dienst gesteld, wat België in de hoofdgroep van alle landen ter wereld brengt in verband met de ontwikkeling der elektronische centrales. Daar de proeven zeer voldoende resultaten gegeven hebben, wordt de indienststelling van de eerste « commerciële » centrales voorzien in de jaren 1972-1973.

Deze gebeurtenis is van het allergrootste belang indien men rekening houdt met de talrijke moeilijkheden, eigen aan het instellen en het normaliseren van een concurrerend elektronisch commutatiesysteem.

3. Op het gebied van de telegraafexploitatie staat de Regie in menig opzicht aan de spits van de vooruitgang.

Alzo was België het eerste land ter wereld dat een automatische internationale geleiding voor de telexdienst van abonnee tot abonnee verwezenlijkte (in 1954 tussen België en Zwitserland) en het eerste Europees land om een volledig automatische verbinding met de Verenigde Staten van Amerika in dienst te stellen (in 1963).

4. Op het gebied van de radioberichtgeving spant de R.T.T. zich in om haar installaties op het peil van de hedendaagse techniek te behouden, rekening houdend zowel met de economische eisen als met de financiële mogelijkheden.

Aldus exploiteert de Regie sedert enkele jaren, samen met de Nederlandse P.T.T., een gemeenschappelijke dienst voor radio-elektrische oproep, Semafoondienst geheten, die een werkelijke innovatie is en zich aan de spits van de technische vooruitgang bevindt.

Toujours soucieuse d'allier la technique la plus récente aux intérêts légitimes de sa clientèle, la Régie procède à l'étude d'un nouveau service de la radiotéléphonie mobile terrestre automatique ou semi-automatique qui desservirait tout le territoire à moindre coût et selon des modalités d'exploitation plus souples.

Les services radiomaritimes disposent déjà d'une partie des émetteurs à bande latérale unique qui ont été commandés pour remplacer graduellement, à partir de 1970, en application de la convention internationale de Genève de 1967, les émetteurs actuels à double bande latérale.

Les deux stations côtières d'Anvers et d'Ostende peuvent d'ailleurs à tous points de vue, supporter la comparaison avec celles des pays voisins.

Enfin, soulignons que la Régie participe à l'instauration d'un système mondial de télécommunications par satellites.

5. Dans le domaine de sa gestion interne, la Régie envisage d'utiliser au cours de la prochaine décennie les méthodes les plus modernes de l'information pour résoudre les multiples problèmes que posent l'organisation, la programmation et l'exploitation dans un organisme complexe tel qu'une Administration des télécommunications. Elle vient d'ailleurs de s'équiper à cet effet de deux ordinateurs.

6. Tout ceci indique à suffisance que, compte tenu des impératifs économiques et de ses possibilités financières, la Régie n'est nullement en retard par rapport aux administrations voisines quant à l'application des techniques les plus récentes.

6. Remise des plis exprès.

— Un membre demande pourquoi un exprès postal n'est plus glissé dans la boîte aux lettres lorsque le destinataire est absent, plutôt que de laisser un avis.

En vertu des instructions postales en la matière, les messagers ne sont autorisés à déposer les exprès postaux dans la boîte aux lettres, en cas d'absence du destinataire, que lorsqu'ils ont pu se convaincre que cette absence n'est que momentanée (renseignements obtenus auprès des voisins, par exemple).

Cette règle a pour but d'éviter le dépôt en boîte des correspondances exprès, lorsque le destinataire est absent pour une durée assez longue, alors qu'il peut avoir donné à la poste des instructions en vue de la réexpédition de son courrier ordinaire à une autre adresse.

Lorsque le messager n'a pu glisser l'exprès postal dans la boîte aux lettres, il dépose un avis d'arrivée mentionnant, entre autres indications, les heures d'ouverture du bureau télégraphique ou du bureau de poste, selon le cas, où l'envoi peut être retiré.

Dans les grandes agglomérations et les localités desservies par le bureau de poste distributeur de la localité, siège d'un bureau télégraphique centre de remise motorisée, les exprès postaux sont rapportés au bureau télégraphique. Ils y sont conservés jusqu'à la fermeture du bureau, et ensuite déposés dans la boîte aux lettres du bureau de poste principal de la localité, en vue de leur distribution subséquente par le facteur en tournée, ou de leur réexpédition éventuelle.

— Un autre membre signale que le temps de transmission d'un envoi exprès entre deux villes exige très souvent trop de temps.

Steeds bezorgd om de modernste techniek te verenigen met de gewettigde eisen van de clientèle, bestudeert de Regie ook de oprichting van een nieuwe automatische of semi-automatische radiotelefoondienst te land, die tegen een lagere prijs en volgens soepelere exploitatiemodaliteiten het ganse grondgebied zou bedienen.

De radiomaritieme diensten beschikken nu reeds over een gedeelte van de enkele-zijbandzenders die werden besteld om bij toepassing van het internationaal akkoord van Genève dd. 1967, van 1970 af, stapsgewijze, de huidige dubbele-zijbandzenders te vervangen.

Onze beide kuststations Antwerpen en Oostende kunnen trouwens uit alle oogpunten wedijveren met die van de buurlanden.

Ten slotte weze eveneens onderlijnd dat de Regie mede-werkt aan de oprichting van een wereldsysteem voor verberichtgeving via satellieten.

5. In het domein van het intern beheer, overweegt de Regie in het eerstvolgend tijdvak van 10 jaar het gebruik van de meest moderne informatiemethodes voor het oplossen van de menigvuldige problemen die gesteld worden door de organisatie, de programmatie en de exploitatie in een complex organisme zoals de Administratie der telecomunicaties. Zij heeft daarvoor trouwens twee ordinateuren uitgerust.

6. Dit alles toont voldoende aan dat, rekening houdende met de economische imperatieven en met haar financiële mogelijkheden, de Regie niet in het minst achterstand heeft ten opzichte van de aangrenzende administraties wat betreft de toepassing van de meest recente technieken.

6. Bestelling spoedpoststukken.

— Een lid stelt de vraag waarom een spoedpoststuk niet in de brievenbus gestoken wordt, wanneer de bestemming niet thuis is, in plaats van een bericht achter te laten.

Volgens de postonderrichtingen ter zake is het, in geval van afwezigheid van de geadresseerde, de bestellers slechts toegelaten de spoedpoststukken in de bus te glijden nadat zij zich ervan hebben kunnen overtuigen dat deze afwezigheid van korte duur is (inlichtingen bekomen bij de geburen bv.).

Deze regel heeft tot doel te voorkomen dat spoedzendingen in de bus worden gestoken wanneer de geadresseerde voor een tamelijk lange duur afwezig is en hij aan het postkantoor onderrichtingen kan gegeven hebben met het oog op het doorzenden van zijn gewone briefwisseling naar een ander adres.

In geval de bode het spoedpoststuk niet in de bus mag glijden laat hij een aankomstbericht achter waarop, benevens andere gegevens, de openingsuren van het telegraaf- of het postkantoor waar het stuk kan worden afgehaald, worden vermeld.

In de grote agglomeraties en in de lokaliteiten bediend door het postuitreikingskantoor van de lokaliteit, zetel van het telegraafkantoor gemotoriseerd uitreikingscentrum, worden de spoedpoststukken teruggebracht op dit laatste. Ze worden er bewaard en bij de sluiting van het kantoor in de brievenbus van het hoofdkantoor geworpen met het oog op hun volgende uitreiking door de postbode op dienstronde of hun eventuele doorzending.

— Een ander lid stipt aan dat de overzendtijd tussen twee steden van een spoedpoststuk dikwijls te veel tijd in beslag neemt.

Pour apprécier le temps qui s'écoule entre le dépôt d'un envoi exprès et le moment de sa remise au domicile du destinataire, il faut tenir compte non seulement de la durée du trajet entre les deux villes intéressées, par les moyens de transport dont on dispose (trains et autobus de la S.N.C.B., autobus et trams de la S.N.C.V., véhicules automobiles postaux et privés, etc.) mais aussi du délai nécessaire et des moyens disponibles pour :

- 1° transporter l'envoi en question du bureau de dépôt au quai de la gare de départ;
- 2° transporter l'envoi du quai de la gare d'arrivée au bureau de la R.T.T. chargé de la distribution par porteur spécial;
- 3° distribuer l'envoi, c'est-à-dire le transporter du bureau de la R.T.T. au domicile du destinataire.

Comme il n'est pas imaginable d'affecter un agent et un moyen de transport à chaque envoi, on conçoit que le groupage des correspondances exprès s'impose et que, par conséquent, le délai entre le dépôt et la distribution peut paraître considérable par rapport à la durée du trajet telle qu'elle figure, par exemple, à l'indicateur officiel des trains.

— Le même membre demande si l'Administration des Postes a connaissance du fait qu'un service de remise d'exprès postaux fonctionnerait sur la ligne d'autobus « Gand-Anvers ».

Selon le Ministre, l'Administration des Postes n'a pas connaissance qu'un service privé d'exprès fonctionne sur la ligne d'autobus « Gand-Anvers ».

Pourtant, elle utilise pour l'acheminement de ses exprès, les autobus de cette ligne au même titre et dans les mêmes conditions que les autres moyens de transport réguliers (trains ou autobus de la S.N.C.B., trams ou autobus de la S.N.C.V.).

Il convient de remarquer que les particuliers ont la faculté de remettre leurs exprès au personnel des trains, trams, autobus, ambulants, etc., à la condition que ces envois portent lisiblement la mention « exprès » et que leur affranchissement représente au moins la taxe d'exprès (12 francs). Toutefois, le personnel des trams et autobus n'accepte que les objets qu'il peut remettre sans difficulté au point d'arrivée ou de transbordement prévu.

L'Administration des Postes a toutefois été chargée d'enquêter à ce sujet.

7. Radiocommunications.

— Un membre attire l'attention sur le fait que l'utilisation de « talkie-walkies » sous forme de jouets prend de plus en plus d'extension. Il peut en résulter un danger de perturbation des émetteurs reconnus officiellement.

La Régie des T.T. a-t-elle pris des mesures pour prévenir l'effet perturbateur de ces appareils ?

Attendu que ces appareils sont des stations radio-électriques, émettrices et réceptrices, ils ne peuvent, en vertu de l'article 2 de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications, être établis, utilisés ou fonctionner sans l'autorisation préalable du Ministre qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions.

Pour prévenir les infractions à ces prescriptions, la R.T.T. a, par la presse, la radio et la télévision, attiré l'attention du public sur ces dispositions prohibitives.

En outre, chaque fois que les services compétents de la Régie constatent l'existence d'émissions non autorisées ou

Om de tijd te schatten die verloopt tussen de afgifte van een spoedpoststuk en de bestelling ten huize van de geadresseerde, dient niet alleen rekening gehouden met de duur van het traject tussen de twee betrokken steden door middel van de vervoermiddelen waarover men beschikt (treinen en autobussen van de N.M.B.S., autobussen en trams van de N.M.V.B., post- en privémotorvoertuigen enz.), doch ook met de nodige tijd en de beschikbare middelen voor :

- 1° het vervoer van de zending in kwestie van het kantoor van afgifte naar de kaai van het station van vertrek;
- 2° het vervoer van de zending van de kaai van het station van aankomst naar het kantoor van de R.T.T., belast met de uitreiking per bijzondere bode;
- 3° de uitreiking van de zending, d.w.z. het vervoer van het kantoor van de R.T.T. naar de woonplaats van de geadresseerde.

Aangezien het niet denkbaar is én een personeelslid én een vervoermiddel voor iedere zending aan te wenden, is het aan te nemen dat de groepering van de expressestukken noodzakelijk is en dat, dientengevolge, de tijd tussen de afgifte en de uitreiking aanzienlijk kan blijken ten opzichte van de duur van het traject zoals deze, bij voorbeeld, voorkomt in de officiële treingids.

— Hetzelfde lid vraagt of het Bestuur der Posterijen er kennis van heeft dat op de autobuslijn « Gent-Antwerpen » een spoedbestellingsdienst zou werken.

Volgens de Minister is het Bestuur der Posterijen onwetend nopens het feit dat een privédienst voor spoedstukken werkt op de autobuslijn « Gent-Antwerpen ».

Nochtans gebruikt het Bestuur, voor de verzending van zijn spoedstukken, de autobussen van deze lijn op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden als de andere regelmatige vervoermiddelen (treinen of autobussen van de N.M.B.S., trams of autobussen van de N.M.V.B.).

Op te merken valt dat de particulieren hun spoedstukken mogen afgeven aan het personeel van de treinen, trams, autobussen, spoorwegpostkantoren, enz., op voorwaarde dat op deze zendingen de melding « spoedbestelling » goed leesbaar voorkomt en dat de frankering ten minste de expresse-taks (12 frank) vertegenwoordigt. Nochtans aanvaardt het personeel van de trams en autobussen slechts de voorwerpen die het zonder moeilijkheden kan afgeven op de voorziene plaatsen van aankomst of overlading.

Het Bestuur der Posterijen werd nochtans belast met een onderzoek ter zake.

7. Radioverkeer.

— Een lid vestigt er de aandacht op dat het gebruik van « talkie-walkies » in de vorm van speelgoed meer en meer uitbreiding neemt. Hierdoor kan gevaar ontstaan voor storingen van officieel erkende zenders.

Heeft de Regie van T.T. maatregelen genomen om de hinderende werking van deze toestellen tegen te gaan ?

Aangezien deze toestellen radio-elektrische zend- en ontvangstations zijn, mogen zij bij toepassing van artikel 2 van de wet van 14 mei 1930 over de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen niet opgesteld, gebruikt of in werking gesteld worden zonder voorafgaande vergunning afgeleverd door de Minister tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren.

Om inbreuken op dit voorschrift te voorkomen heeft de R.T.T. reeds, via pers, radio en televisie, de aandacht van het publiek op deze verbodsbepalingen gevestigd.

Daarenboven, telkens niet toegelaten uitzendingen of radio-elektrische storingen door de bevoegde diensten van

de perturbations radio-électriques ou qu'on le leur signale, des techniciens font une enquête pour découvrir la station ou la source de perturbation et la supprimer.

Enfin, le Ministre signale que les services compétents de la Régie étudient actuellement un projet de loi tendant à réglementer la vente des appareils émetteurs comme cela existe déjà pour la vente des appareils récepteurs de radio-diffusion.

L'usage des appareils émetteurs-récepteurs par la police, les pompiers, les ambulances, les compagnies de taxis, sur les grands chantiers, etc. est régi par l'arrêté ministériel du 22 juillet 1947 qui a paru au *Moniteur belge* du 10 août 1947.

— En complément de ces remarques, le même membre donne également un avertissement au sujet des appareils d'écoute qui apparaissent sur le marché sous forme de gadgets et qui peuvent violer le secret des communications.

Le Ministre confirme formellement qu'aucune table d'écoute n'existe à la R.T.T.

Le secret des communications est garanti d'une manière générale par la législation en vigueur. C'est ainsi que la connexion de tout appareil quelconque sur les lignes téléphoniques ne peut se faire sans autorisation de la R.T.T. De même, l'usage de tout émetteur ou récepteur radio-électrique est soumis à licence.

La R.T.T. attire l'attention de sa clientèle, sous la rubrique « Remarque importante » insérée à la page rose VII de l'*Indicateur officiel des Téléphones* au sujet de l'existence et des possibilités des appareils enregistreurs non connectés et la prévient notamment qu'elle n'est pas en mesure d'exercer un contrôle sur l'utilisation des dispositifs de ce genre.

Pour parer autant que possible au danger actuel créé par des appareillages nouveaux destinés à intercepter des conversations téléphoniques sans qu'il soit besoin d'aucune connexion, la R.T.T. étudie une modification de la loi du 14 mai 1930 sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications visant à réglementer la vente des appareils émetteurs-récepteurs.

En Allemagne, la vente des « Minispione » (Mini espion) est interdite.

8. Personnel.

— Un membre demande pourquoi la Régie ne recrute pas par voie d'examens au lieu de recruter, sans épreuve, des installateurs temporaires.

Le Ministre donne, en ce qui concerne les principaux grades de début, pour lesquels le recrutement a lieu par voie d'examens, les raisons pour lesquelles de tels examens n'ont pas été organisés ces temps derniers.

1. Electricien-spécialiste des télécommunications.

Le dernier concours de recrutement direct a été organisé le 28 novembre 1965.

De nombreuses vacances ont été comblées par des bénéficiaires de l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant des mesures temporaires en faveur de certains membres du personnel de la R.T.T.

Il existe encore une réserve de lauréats d'un concours de promotion néerlandais. L'organisation d'un concours de recrutement direct est donc superflue.

2. Correspondant et correspondant adjoint.

Date du dernier concours de recrutement direct :

- a) correspondant (bilingue) : 16 février 1963;
- b) correspondant adjoint (français et néerlandais) : le 31 mai 1964.

de Regie worden vastgesteld of aan die diensten wordt designleerd, worden door techniekers opzoekingen verricht om de zendstations of de storingsbronnen te ontdekken en de uitzendingen of storingen te doen ophouden.

Ten slotte stipt de Minister aan dat de bevoegde diensten van de Regie op dit ogenblik een ontwerp van wet bestuderen dat ertoe strekt de verkoop van zendtoestellen te reglementeren, zodat dit trouwens reeds voor de verkoop van radio-omroepontvangtoestellen is geschied.

Het gebruik van zend- en ontvangtoestellen door politie-, brandweer- en ambulancediensten, door taximaatschappijen, op grote werven enz., wordt gereglementeerd door het ministerieel besluit van 22 juli 1947, dat in het *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 1947 is verschenen.

— Aansluitend bij deze bemerkingen waarschuwt hetzelfde lid ook voor het gebruik van afliuisterapparaten die als gadgets op de markt verschijnen en het geheim van de gesprekken kunnen schenden.

De Minister bevestigt uitdrukkelijk dat er geen afliuister-tafels bestaan bij de R.T.T.

Het geheim van de telefoongesprekken is over 't algemeen gewaarborgd door de bestaande wetgeving. Aldus mag de verbinding van welk toestel ook met telefoonlijnen niet geschieden zonder toestemming van de R.T.T. Zo ook is het gebruik van elke radio-elektrische zender of ontvanger aan vergunning onderworpen.

Onder de rubriek « Belangrijke opmerking », ingelast op de rose bladzijde VII van de *Telefoongids*, vestigt de R.T.T. de aandacht van haar clientèle op het bestaan en de mogelijkheden van niet-gekoppelde registreertoestellen en waarschuwt haar voornamelijk dat zij niet bij machte is controle uit te oefenen op het gebruik van dergelijke toestellen.

Om zoveel als doenlijk het huidige gevaar af te wenden dat is ontstaan door nieuwe apparatuur bestemd om telefoongesprekken te onderscheppen zonder dat hiertoe enige verbinding nodig is, bestudeert de R.T.T. een wijziging van de wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radio-telefonie en andere radioverbindingen om de verkoop van zend- en ontvangtoestellen te reglementeren.

De verkoop van « Minispione » is in Duitsland verboden.

8. Personeel.

— Een lid vraagt waarom de Regie niet tot aanwerving overgaat ingevolge examens, in plaats van de aanwervingen, zonder proef, in de graad van tijdelijk installateur.

De Minister geeft, wat de bijzonderste aanvangsgraden betreft waarvoor de aanwerving bij wege van examens geschiedt, de redenen op waarom de laatste tijd geen dergelijke examens werden ingericht.

1. Elektricien-specialist der televerbindingen.

Het jongste rechtstreekse vergelijkend examen werd ingericht op 28 november 1965.

Talrijke vacatures werden ingenomen door begunstigten van het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige personeelsleden van de R.T.T.

Er bestaat thans nog een reserve van laureaten van een nederlandstalig bevorderingsexamen. Dienvolgens is de inrichting van een rechtstreeks examen vooralsnog overbodig.

2. Correspondent en adjunct-correspondent.

Data van de jongste rechtstreekse vergelijkende examens :

- a) correspondent (tweetalig) : 16 februari 1963;
- b) adjunct-correspondent (nederlands- en franstalig) : 31 mei 1964.

De tels examens n'ont plus été organisés depuis ces dates parce que :

- les cadres ont pu régulièrement être complétés par des lauréats d'examen de promotion quand le besoin s'en faisait sentir;
- l'automatisation des centraux téléphoniques et la mécanisation des bureaux de recettes ont provoqué une réduction des cadres;
- l'arrêté royal du 29 avril 1966 a permis la promotion de nombreux agents auxdits grades.

3. Technicien électro-mécanicien-spécialiste de téléphonie automatique et technicien-spécialiste de TSF.

Dates des derniers concours de recrutement direct :

a) téléphonie automatique : français : le 26 août 1962, néerlandais : le 5 décembre 1965;

b) T.S.F. : français : le 24 décembre 1964, néerlandais : le 22 mai 1966.

Compte tenu, d'une part, de l'application des dispositions de l'arrêté royal du 29 avril 1966 précité, et, d'autre part, du recrutement de personnel suffisamment qualifié dans des grades inférieurs, il a été jugé opportun d'organiser des examens de promotion.

4. Technicien-spécialiste de laboratoire.

Date du dernier concours de recrutement direct français et néerlandais : le 16 octobre 1960.

L'effectif des agents de ce grade a été comblé par des bénéficiaires de l'arrêté royal susmentionné.

5. Technicien-spécialiste traceur.

Le grade a été créé en 1967. Le premier concours organisé devait être un concours de promotion. Celui-ci est actuellement en cours.

— La question a été posée de savoir si la Régie a pris toutes les mesures nécessaires pour organiser un recyclage des membres du personnel technique en vue de l'entretien des nouvelles centrales semi-électroniques.

Le Ministre répond que des cours de recyclage ont déjà été organisés, notamment en matière d'électronique, à l'intention des ingénieurs, des agents de surveillance de téléphonie automatique et d'une partie des techniciens de téléphonie automatique.

De nouveaux cycles à l'intention des agents de surveillance et des techniciens de diverses spécialités seront organisés dès que les nouvelles brochures en élaboration concernant l'électronique seront disponibles.

— Un membre fait remarquer l'important accroissement des dépenses prévues en 1969 pour la prévoyance sociale et l'assistance au personnel de la Régie, comparées aux dépenses réelles correspondantes de 1967 (art. 8, 9 et 10 du budget).

Comment s'explique cette augmentation importante ?

La justification demandée est reprise ci-après, par article.

Article 8 :

Indemnités résultant d'accidents du travail, d'accidents sur le chemin du travail et de maladies professionnelles à liquider aux victimes ou aux autres ayants droit.

Dépenses prévues pour 1969	...	...	F	10 650 000
Dépenses 1967	...	...	...	6 835 827

Différence	...	...	F	3 814 173
------------	-----	-----	---	-----------

Er werden sedertdien geen dergelijke examens meer ingericht omdat :

- de kaders regelmatig konden worden aangevuld door laureaten van bevorderingsexamens, voor zover zulks nodig was;
- de automatisering van de telefooncentrales en de mechanisering van de kantoren van ontvangsten kaderverminderingen tot gevolg hadden;
- het koninklijk besluit van 29 april 1966 de bevordering toeliet van een groot aantal personeelsleden tot de bedoelde graden.

3. Technicien-elektromecanicien-specialist bij de automatische telefonie en technicien-specialist bij de radio.

Data van de jongste rechtstreekse vergelijkende examens :

a) automatische telefonie : franstalig : 26 augustus 1962, nederlandstalig : 5 december 1965;

b) radio : franstalig : 24 december 1964, nederlandstalig : 22 mei 1966.

Ingevolge, enerzijds, de toepassing van het meergenoemd koninklijk besluit van 29 april 1966 en, anderzijds, de aanwerving in lagere graden van voldoende gekwalificeerd personeel, werd de inrichting van bevorderingsexamens opportuun geacht.

4. Technicien-specialist van het laboratorium.

Jongste rechtstreekse vergelijkende examens : nederlandsen franstalig : 16 oktober 1960.

Het effectief werd op peil gebracht door begunstigden van voornoemd koninklijk besluit.

5. Technicien-specialist-traceerder.

De graad werd opgericht in 1967 onder beding dat eerst een bevorderingsexamen zou worden georganiseerd. Dit is thans aan de gang.

— Er wordt gevraagd of de Regie alle maatregelen getroffen heeft voor de herscholing van het technisch personeel met het oog op het onderhoud van de nieuwe semi-elektronische centrales.

De Minister antwoordt dat cursussen voor herscholing reeds werden georganiseerd, inzonderheid inzake elektronica, ter intentie van de ingenieurs, de toezichtsbedienden van de automatische telefonie en een gedeelte van de techniciens bij de automatische telefonie.

Nieuwe cyclussen ter intentie van de toezichtsbedienden en de techniciens van de verschillende specialiteiten zullen georganiseerd worden zodra de nieuwe brochures, welke thans opgesteld worden betreffende de elektronica, beschikbaar zullen zijn.

— Door een lid wordt gewezen op de belangrijke toename van de uitgaven voorzien in 1969 voor sociale voorzorg en bijstand aan het personeel van de Regie van T.T., vergeleken met de overeenstemmende werkelijke uitgaven in 1967 (art. 8, 9 en 10 van de begroting).

Hoe is deze belangrijke verhoging te verklaren ?

De gevraagde rechtvaardiging volgt hierna, per artikel.

Artikel 8 :

Vergoedingen ten gevolge van arbeidsongevallen, ongevallen op de weg van en naar het werk en beroepsziekten, aan de slachtoffers of andere rechthebbenden te betalen.

Voorzien voor 1969	...	...	...	F	10 650 000
Uitgaven 1967	...	...	...	...	6 835 827

Toename	...	...	F	3 814 173
---------	-----	-----	---	-----------

Cette augmentation est à attribuer à :

1° l'augmentation continue des frais médicaux et pharmaceutiques qui, en application du règlement sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, tombent à charge de la Régie;

2° les dépenses qui devront être effectuées en suite de l'application prévue de la loi du 3 juillet 1967 (loi concernant la réparation des dommages pour accidents du travail, pour accidents sur le chemin du travail et pour maladies professionnelles dans le secteur public);

3° versements en capitaux plus élevés pour la constitution des rentes viagères (art. 4, 5 et 12 des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail).

Article 9 :

Subside à l'A.S.B.L. « Œuvres sociales des T.T. ».

Prévisions pour 1969	F	37 400 000
Dépenses pour 1967		27 000 000
Accroissement ...	F	10 400 000

Cet accroissement résulte :

1° de l'augmentation sensible du coût des prestations médico-pharmaceutiques, d'une part, et d'une progression constante du nombre de demandes introduites par les bénéficiaires, d'autre part. Par rapport au crédit inscrit au budget de 1967 (16 000 000 de francs), les prévisions pour 1969 ont été estimées à 20 400 000 francs.

2° des homes pour enfants et convalescents.

Cette activité étant particulièrement appréciée par le personnel T.T., celle-ci est également en progression constante (76 268 journées de séjour en 1967). En prévision, d'une part, d'une augmentation du nombre de journées d'hébergement ($\pm 10\%$) en 1969 et, d'autre part, d'une augmentation du prix des denrées alimentaires, le crédit prévu en 1969 a été estimé à 9 400 000 francs, contre 7 500 000 francs en 1967.

3° Mess et cantines.

La même évolution se retrouve dans cette activité. En se basant sur le nombre de repas servis au cours de l'exercice 1967 (1 771 567) et en tenant compte :

a) d'une progression de l'ordre de $\pm 5\%$ du nombre de repas,

b) d'une hausse du même ordre du coût des denrées alimentaires,

c) de l'ouverture de nouveaux mess et cantines dans le courant de 1968 et 1969,

la dépense prévue pour l'exercice 1969 a été évaluée à 5 400 000 francs contre 3 900 000 francs pour 1967.

4° Recettes affectées directement à l'A.S.B.L. « Œuvres sociales des T.T. ».

En 1967, les recettes relatives aux homes pour enfants et convalescents se sont élevées à près de 7 000 000 de francs. Pour l'exercice 1969 — compte tenu d'une décision ministérielle du 28 octobre 1966 supprimant l'intervention de la Régie dans les frais de fonctionnement des centres de vacances — les recettes afférentes à cette activité ont été ramenées à 4 600 000 francs.

Deze verhoging is te wijten aan :

1° de voortdurende stijging van de medische en farmaceutische kosten, die, in toepassing van het reglement op de arbeidsongevallen en beroepsziekten, ten laste van de Regie vallen;

2° de uitgaven die in 1969 zullen moeten worden gedaan ingevolge de voorziene toepassing van de wet van 3 juli 1967 (wet betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector);

3° de hogere stortingen in kapitaal tot vestiging van lijfrenten (art. 4, 5 en 12 van de samengeordende wetten op de vergoeding voor de schade voortvloeiend uit arbeidsongevallen).

Artikel 9 :

Subsidie aan de V.Z.W.O. « Sociale werken van T.T. ».

Voorzien voor 1969	F	37 400 000
Uitgaven 1967		27 000 000
Toeneming ...	F	10 400 000

Deze verhoging is te wijten aan :

1° de gevoelige stijging van de medisch-farmaceutische tarieven, aan de ene kant, en aan het bestendig toenemend aantal aanvragen ingediend door de begunstigten anderzijds. In verhouding met het voor 1967 op de begroting ingeschreven krediet (16 000 000 frank) werd de uitgave voor 1969 geraamd op 20 400 000 frank.

2° tehuizen voor kinderen en herstellenden.

Deze activiteit wordt bijzonder op prijs gesteld door de T.T.-personeelsleden. Ook hier is er een bestendige stijging (76 268 verblijfsdagen in 1967). Rekening houdend enerzijds met een toeneming van het aantal verblijfsdagen ($\pm 10\%$) in 1969 en, anderzijds, met een prijsverhoging van de levensmiddelen, werd het voor 1969 nodige krediet geraamd op 9 400 000 frank tegen 7 500 000 frank in 1967.

3° Messes en cantines.

Dezelfde verhoogde activiteit kan ook waargenomen worden in de messes en cantines. Steunend op het aantal maaltijden tijdens het dienstjaar 1967 (1 771 567) en in aanmerking nemend :

a) een toeneming van het aantal middagmalen ($\pm 5\%$),

b) een evenwaardige prijsstijging van de levensmiddelen,

c) de opening van nieuwe messes en cantines in de loop van 1968 en 1969,

wordt voor 1969 een uitgave verwacht van 5 400 000 frank, tegenover 3 900 000 frank in 1967.

4° Ontvangsten die rechtstreeks door de V.Z.W.O. « Sociale werken van T.T. » worden geïnd.

In 1967 bedroegen de ontvangsten met betrekking tot de homes voor kinderen en herstellenden bijna 7 000 000 frank. Daar krachtens een ministeriële beslissing d.d. 28 oktober 1966 de tegemoetkoming van de Regie in de werkingskosten van de vakantiecentra werd afgeschaft, werden de inkomsten met betrekking tot deze bedrijvigheid geraamd op 4 600 000 frank.

En résumé l'accroissement de l'article 9 se décompose comme suit :

Soins médicaux	F	4 400 000
Homes		1 900 000
Mess et cantines		1 500 000
Diminution des recettes directes de l'A.S.B.L.		2 600 000
Total	F	10 400 000

Article 10 :

Dépenses sociales et prêts au personnel.		
Prévisions pour 1969	F	42 250 000
Dépenses pour 1967	F	31 900 000
Accroissement	F	10 350 000

L'augmentation de 10 350 000 francs figurant aux prévisions des dépenses pour 1969 par rapport à celles enregistrées au cours de l'exercice 1967 résulte de ce que des sommes prévues en 1967 n'ont pu être utilisées. En effet, certains travaux d'aménagement et d'équipement des mess et homes n'ont pu être réalisés, les locaux prévus n'étant pas disponibles.

En vue de faire face à ces dépenses, les montants correspondants ont été reportés au budget de 1969.

Il s'agit notamment de :

1° l'équipement de la nouvelle aile du home d'Oostduinkerke ainsi que du centre de vacances d'Habay-la-Neuve : 3 000 000 de francs;

2° l'ouverture des nouveaux mess de Bruxelles-Jette, Bruxelles-Uccle, Bruxelles-Linthout, Gent-Sint-Pieters : 3 millions 300 000 francs.

3° l'aménagement des mess de Mechelen et Hasselt ainsi que le renouvellement d'une partie du matériel usagé, pour l'ensemble des mess : 4 000 000 de francs.

— Un membre demande également quelle est la nature des prêts consentis au personnel et à quelles conditions ils s'effectuent.

La Régie accorde à ses agents en activité de service et pourvus d'une nomination définitive, 3 catégories de prêts :

a) *Prêts ordinaires* : maximum 20 000 francs.

Ces prêts peuvent être accordés en cas de situation exceptionnelle dûment motivée par des difficultés financières momentanées résultant, par exemple, d'une opération chirurgicale particulièrement coûteuse, d'une hospitalisation onéreuse ou de longue durée, de revers caractérisés, de dépenses inéluctables et imprévisibles.

b) *Prêts au mariage* : maximum 30 000 francs.

Ces prêts sont destinés à faciliter l'équipement des jeunes ménages. Ils permettent de financer une partie du mobilier nécessaire (mobilier de cuisine, de salle à manger ou de chambre à coucher).

c) *Prêts immobiliers* : maximum 60 000 francs.

Il s'agit de prêts complémentaires accordés aux agents qui ne sont pas encore propriétaires d'un bien immobilier et qui désirent acheter ou construire une maison, lorsque, compte tenu du montant du prêt en premier rang, du ou des prêts accessoires, de la prime éventuelle de l'Etat, de la province ou de la commune et des économies personnelles de l'agent, il manque à celui-ci une somme inférieure ou égale à 60 000 francs.

Samengevat is de verhoging van dit artikel als volgt samengesteld :

Medische kosten	F	4 400 000
Homes		1 900 000
Messes en cantines		1 500 000
Vermindering van de rechtstreekse ontvangsten van de V.Z.W.O.		2 600 000
Totaal	F	10 400 000

Artikel 10 :

Sociale uitgaven en leningen aan het personeel.		
Voorzien voor 1969	F	42 250 000
Uitgaven 1967		31 900 000
Toename	F	10 350 000

De vermeerdering met 10 350 000 frank van de ramingen voor het jaar 1969 ten opzichte van de uitgaven in 1967 spruit voort uit het feit dat bedragen, voorzien voor 1967, niet konden aangewend worden. Inderdaad, sommige veranderings- en uitrustingswerken in messes en homes konden niet uitgevoerd worden omdat de voorziene lokalen niet beschikbaar waren.

Om aan deze uitgaven het hoofd te bieden werden de overeenstemmende bedragen overgedragen op de begroting voor 1969.

Het betreft hier namelijk :

1° de uitrusting van de nieuwe vleugel van het home van Oostduinkerke evenals deze van het vakantiecentrum te Habay-la-Neuve : 3 000 000 frank;

2° de opening van nieuwe messes te Brussel-Jette, Brussel-Ukkel, Brussel-Linthout en te Gent-Sint-Pieters : 3 miljoen 300 000 frank;

3° de veranderingswerken aan de messes te Mechelen en te Hasselt evenals de vernieuwing van een gedeelte van het gebruikte materieel in alle messes : 4 000 000 frank.

— Een lid vraagt ook welke de aard is van de leningen die toegestaan worden aan het personeel en onder welke voorwaarden zulks geschiedt.

De Regie staat aan zijn personeelsleden in actieve dienst, die een vaste benoeming hebben ontvangen, 3 soorten leningen toe :

a) *Gewone leningen* : maximum 20 000 frank.

Die leningen kunnen worden toegestaan in geval van exceptionele, behoorlijk te motiveren toestand, uit oorzaak van financiële moeilijkheden voortspruitend, bij voorbeeld, uit een bijzonder dure heelkundige bewerking, een langdurig of duur verblijf in een ziekenhuis, uitgesproken tegenspoed, onafwendbare en onvoorziene uitgaven.

b) *Huwelijksleningen* : maximum 30 000 frank.

Die leningen helpen de uitrusting van jonge gezinnen vergemakkelijken. Ze stellen de belanghebbenden in staat een gedeelte van het nodige mobilair te financieren (keuken-mobilair, eetkamer of slaapkamer).

c) *Leningen op onroerende goederen* : maximum 60 000 frank.

Het betreft hier bijkomende leningen, toegestaan aan personeelsleden die nog geen eigenaar zijn van een onroerend goed en die wensen een huis te kopen of te bouwen, voor zover, rekening houdend met de lening in eerste rang, de bijkomende lening(en), de gebeurlijke staats-, provincie- of gemeentepremie en het persoonlijk bezit van het personeelslid, een som gelijk aan of minder dan 60 000 frank ontbreekt.

Des prêts sont également accordés pour l'aménagement ou la réfection du home familial (seul immeuble dont le demandeur est propriétaire), ainsi que pour l'installation du chauffage central, lorsque la dépense est inférieure ou dépasse de peu 60 000 francs.

L'indispensabilité des travaux doit être bien établie : augmentation de la famille, âge des enfants, réparations urgentes, etc.

Les prêts dont il est question aux points a, b et c ci-avant sont accordés pour une durée de cinq à quinze ans maximum, selon leur montant et l'importance des revenus des candidats emprunteurs.

Il y a lieu de remarquer que la dette d'un agent à l'égard de la Régie ne peut dépasser 60 000 francs.

Les agents ne peuvent cependant bénéficier de ces prêts qu'à la condition expresse que leur conduite et leur manière de servir — qualités morales et professionnelles — soient irréprochables à tout point de vue.

La décision d'octroyer éventuellement ces prêts tient compte de toute situation particulière sous le rapport charges/revenus du ménage, de l'existence de biens immobiliers appartenant à l'agent ou à son épouse, de la disposition d'une voiture automobile pour convenances personnelles, etc.

Le taux d'intérêt est fixé à 2 % pour tous ces prêts.

— Un membre constate que les frais d'équipement et de fonctionnement des mess suivent une courbe ascendante. Il désire savoir combien l'agent doit payer pour son repas et quelle est l'intervention de l'Administration.

Une indemnité équivalente ne peut-elle être allouée aux agents qui, par suite des nécessités du service, ne sont pas en mesure de prendre leur repas dans un mess.

Il demande par ailleurs la liste de tous les mess existants et de ceux qui y ont accès.

Le Ministre répond qu'en ce qui concerne la Régie et en se basant sur les réalisations de l'exercice 1967, le coût moyen d'un repas a été de F 20,37 à charge de l'usager sans aucune intervention de la part de la Régie. Elle met toutefois le personnel ainsi que le matériel nécessaire à la disposition des Œuvres sociales des T.T.

Ne sont pas en mesure de prendre un repas dans les mess T.T. :

1° les agents affectés à un service ne disposant pas d'un mess, ni d'une cantine;

2° les agents en déplacement, dans certains cas;

3° les agents travaillant à l'extérieur (installateurs, ouvriers des téléphones des brigades, jointeurs, etc.) attachés à un service avec mess ou cantine.

La question posée semble concerner les deux dernières catégories.

Pour la deuxième catégorie, il y a lieu de remarquer que ce personnel bénéficie d'une indemnité de déplacement qui, normalement, doit couvrir les frais qui en résultent, y compris les repas.

Quant à la troisième catégorie, elle constitue une petite minorité qui, au titre de compensation pour le « travail extérieur », bénéficie déjà d'une allocation liée à l'index d'un montant de 300 francs, soit à l'heure actuelle 375 francs par mois.

Il ne semble dès lors pas nécessaire de leur accorder une indemnité complémentaire.

Liste des mess (voir annexe 3).

Liste des cantines (voir annexe 4).

Deze leningen worden eveneens toegestaan voor het veranderen of het herstellen van de gezinswoning, enig eigendom van de aanvrager, alsook voor het plaatsen van centrale verwarming, wanneer de uitgave minder bedraagt dan 60 000 frank of deze som slechts in geringe mate overtreft.

De noodzakelijkheid van de werken dient voldoende te worden bewezen: vergroting van het gezin, leeftijd van de kinderen, dringende herstellingen enz.

De leningen waarvan hierboven sprake onder a, b en c worden, volgens het bedrag ervan en het inkomen van de kandidaat-ontleners voor een duur van vijf tot vijftien jaar maximum toegestaan.

Op te merken valt dat de schuld van het personeelslid tegenover de Regie 60 000 frank niet mag te boven gaan.

De personeelsleden kunnen evenwel slechts van het leningsfonds genieten op uitdrukkelijke voorwaarde dat hun gedrag en hun wijze van dienen — morele- en beroepshoedanigheden — in alle opzichten onberispelijk wezen.

Bij de beslissing een leening toe te kennen wordt rekening gehouden met alle bijzonderheden als inkomen en lasten van het gezin, andere onroerende eigendommen van het personeelslid of de echtgenote, het bezit van een auto voor persoonlijke aangelegenheden enz.

De rentevoet is, voor alle leningen, op 2 % bepaald.

— Een lid stelt vast dat de kosten voor uitrusting en werking van de messes in stijgende lijn gaan. Hij wenst te vernemen hoeveel het personeelslid moet betalen voor een middagmaaltijd en voor welk bedrag de Administratie tussenkomt.

Kan geen gelijkwaardige vergoeding toegekend worden aan de personeelsleden die, omwille van dienstvereisten, niet bij machte zijn hun maaltijd in een mess te nemen.

Hij vraagt tevens de opsomming te bekomen van al de thans bestaande messes en van dezen die toegang krijgen tot deze messes.

De Minister antwoordt dat wat de Regie betreft, en steunend op de gegevens van het dienstjaar 1967, de gemiddelde prijs van de maaltijd ten laste van de verbruiker F 20,37 bedraagt zonder enige tussenkomst vanwege de Regie. Zij stelt evenwel het personeel en het nodige materieel ter beschikking.

Zijn niet in de mogelijkheid een eetmaal te nemen in de messes :

1° de personeelsleden verbonden aan een dienst waar geen mess of cantine bestaat;

2° de personeelsleden op verplaatsing met dienstopdracht (in sommige gevallen);

3° de personeelsleden die buiten werken (installateurs, telefoonarbeiders van de ploegen, lassers, enz.) en die verbonden zijn aan een dienst waar een mess of cantine bestaat.

Wij veronderstellen dat in de vraag vooral de laatste twee categorieën worden bedoeld.

Wat de tweede categorie betreft, dient opgemerkt dat dit personeel een verplaatsingsvergoeding geniet die normaal de kosten, met inbegrip van het maal, moet dekken.

Blijft de derde categorie. Het gaat hier om een kleine minderheid van het personeel dat, om de nadelen van het « buiten werken » te compenseren, reeds een te indexeren vergoeding geniet van 300 frank, zijnde thans 375 frank per maand.

Het lijkt dan ook niet nodig hen nog een bijkomende vergoeding toe te kennen.

Lijst van de messes (zie bijlage 3).

Lijst van de cantines (zie bijlage 4).

Ont accès aux mess :

1. tous les agents en activité de service fonctionnant dans une localité où un mess est installé;
2. les agents qui se déplacent pour des raisons de service;
3. les pensionnés et leur conjoint;
4. les agents en activité de service et les pensionnés se déplaçant pour convenances personnelles, pendant une période n'excédant pas quinze jours;
5. les enfants d'agents aux études, qui remplissent l'une des conditions suivantes :
 - a) pour des raisons de santé;
 - b) s'ils ne peuvent obtenir un dîner à l'école fréquentée;
 - c) si la distance est trop grande entre l'école et la maison paternelle.

Dans la mesure des possibilités, sont également admis dans les mess T.T. le personnel d'autres services publics : la R.T.B.-B.R.T., le Fonds national des Mineurs, la Caisse nationale des Pensions, le Ministère de l'Intérieur, le Port autonome de Liège, l'O.N.A.C., les Ministères des Finances, du Travail, de la Justice, des Travaux publics ainsi que l'Administration des Postes.

Une quote-part dans les frais de fonctionnement des mess T.T. est réclamée à la fin de chaque exercice; celle-ci est calculée sur la base du prix de revient moyen d'un dîner multiplié par le nombre de repas servis à ce personnel, sauf en ce qui concerne l'Administration des Postes. Entre cette Administration et la R.T.T. il existe une convention particulière fondée sur la réciprocité des prestations.

— Un membre désire savoir quel est l'état actuel des cadres linguistiques à la R.T.T. Il demande par la même occasion une liste détaillée, par grade, du nombre de fonctionnaires du niveau 1, avec indication du rôle linguistique.

Les formalités visant à la prise d'un arrêté royal déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative les grades des agents de la R.T.T. qui constituent un même degré de la hiérarchie, sont actuellement en cours.

La fixation des cadres linguistiques ne pourra intervenir qu'après l'approbation de cet arrêté royal.

La liste, établie par grade et par rôle linguistique, des fonctionnaires du niveau 1 de l'Administration centrale établis à Bruxelles et dont l'activité s'étend à tout le pays est reproduite à l'annexe 5.

— Enfin il est demandé que soit fournie l'énumération, par grade, du personnel de la R.T.T. exerçant des fonctions supérieures.

Ces renseignements figurent à l'annexe 6.

Hebben toegang tot de messes :

1. alle personeelsleden in actieve dienst die tewerkgesteld zijn in de lokaliteit waar de mess gevestigd is;
2. de personeelsleden in actieve dienst, die zich om dienstredenen verplaatsen;
3. de gepensioneerden en hun wederhelft;
4. de personeelsleden in actieve dienst en de gepensioneerden die zich om persoonlijke reden verplaatsen gedurende een periode die vijftien dagen niet mag te boven gaan;
5. de schoolgaande kinderen van personeelsleden onder één van volgende voorwaarden :
 - a) wegens medische redenen;
 - b) indien het onmogelijk is het middagmaal te gebruiken in de bezochte school;
 - c) indien de afstand tussen de school en het ouderlijk huis te groot is.

In de mate van het mogelijke wordt het personeel van andere openbare besturen eveneens toegelaten in de messes van de Regie : de B.R.T.-R.T.B., het Nationaal Fonds voor Mijnwerkers, de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen, het Ministerie van Binnenlandse Zaken, de Autonome Haven van Luik, de Nationale Dienst voor Oud-strijders, de Ministeries van Financiën, Tewerkstelling en Arbeid, Openbare Werken evenals het Bestuur der Posterijen.

Aan deze administraties wordt jaarlijks een aandeel in de werkingskosten van de T.T.-messes aangerekend, gelijk aan het produkt van de gemiddelde kostprijs van een maaltijd en het aantal maaltijden die aan het personeel van de betrokken administraties werden opgediend, behalve voor het Bestuur der Posterijen. Tussen dit laatste bestuur en de R.T.T. bestaat er een bijzondere overeenkomst gesteund op de wederkerigheid van de prestaties.

— Een lid wenst te vernemen welke thans de toestand is van de taalkaders bij de R.T.T. Tevens verlangt hij een gedetailleerde opgave te bekomen, per graad, van het aantal ambtenaren van niveau 1, met aanduiding van de taalrol.

De formaliteiten voor het nemen van een koninklijk besluit tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, van de graden van de personeelsleden van de R.T.T. die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, zijn momenteel in uitvoering.

De taalkaders kunnen slechts opgemaakt worden na goedkeuring van dit koninklijk besluit.

De opgave per graad en taalrol van de ambtenaren van niveau 1 van het Hoofdbestuur en de uitvoeringsdiensten met zetel te Brussel en werkring over het ganse land, is weer te vinden in bijlage 5.

— Ten slotte wordt de opsomming gevraagd, per graad, van de personeelsleden van de R.T.T. die hogere functies vervullen.

De inlichtingen komen voor in bijlage 6.

B. — ADMINISTRATION DES POSTES.

Résultat du compte d'exploitation.

Le déficit de l'Administration des Postes continue à progresser.

Il trouve une de ses causes principales dans le régime tarifaire préférentiel appliqué aux journaux. Il est signalé dans le rapport d'activité que la part du déficit imputable à cette branche est de l'ordre de 867 millions.

Un membre fait remarquer qu'étant donné qu'un tarif préférentiel n'est pas à considérer comme une mesure à caractère démocratique et ne se justifie pas comme telle parce que le Belge moyen achète généralement son journal au revendeur, on peut se demander si le maintien de cette situation n'est pas principalement consécutif à la crainte du Gouvernement de prendre une mesure visant la presse en général.

A ce propos, il est également demandé au Ministre de bien vouloir communiquer, par catégorie de périodicité des abonnements, le nombre de ceux-ci en ce qui concerne les journaux et publications d'expression française, d'une part, et néerlandaise, d'autre part.

Une ventilation du déficit par catégorie d'abonnements (quotidiens et autres périodiques) est souhaitée.

Dans le domaine de la presse, on observe une concentration très importante (les journaux francophones sont pratiquement répartis en dix groupes seulement).

A côté de cette concentration de l'information, certains journaux tels que *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure*, se trouvent également regroupés à un second stade, celui de la publicité.

L'information dans de telles conditions peut-elle encore être considérée comme libre ou bien est-elle orientée, voire superficielle, stéréotypée, quantitativement démesurée et parfois liée aux intérêts de la publicité et des groupes financiers ?

Ne conviendrait-il pas, dès lors, que des « subventions » de l'espèce, occultes ou indirectes, soient plus justement distribuées et qu'une enquête soit organisée à cet effet ?

L'attention est attirée, par ailleurs, sur la part du déficit consécutive au régime des franchises et contreseings et des prestations gratuites fournies pour compte de tiers.

A ce propos, le moment n'est-il pas venu d'établir nettement les responsabilités de chacun, l'importance des services rendus et de ventiler en conséquence les charges qui en résultent ?

Le Ministre répond qu'effectivement la part du déficit à attribuer au régime des journaux est de l'ordre de 867 millions.

La question de l'aspect démocratique de cette activité est controversée. Il ne peut être affirmé que l'abonnement à un journal soit le seul apanage de la bourgeoisie et des classes les plus aisées.

Les abonnements peuvent être obtenus pour des périodicités différentes portant sur un, trois, six ou douze mois. Par ailleurs, les lecteurs peuvent également souscrire leur abonnement directement auprès des éditeurs.

Il faut considérer que toute augmentation des tarifs des abonnements aux journaux amènerait les éditeurs à adapter le prix du journal, non pas pour les seuls abonnés par la poste, mais pour l'ensemble des lecteurs et dès lors, certains journaux de province, dont la vente représente jusqu'à 90 % de leur tirage, éprouveraient de sérieuses difficultés pour poursuivre leurs activités.

B. — BESTUUR DER POSTERIEN.

Uitkomst van de bedrijfsrekening.

Het tekort van het Bestuur der Posterijen blijft aangroeien.

Een van de voornaamste oorzaken daarvan is het voorkeurtarief dat voor kranten wordt toegepast. In het jaarverslag wordt erop gewezen dat het aandeel daarvan in het tekort zowat 867 miljoen bedraagt.

Een lid merkt op dat een voorkeurtarief niet als een democratische maatregel mag worden beschouwd en niet als zodanig gewettigd is, omdat de gemiddelde Belg zijn dagblad over het algemeen bij de voortverkoper koopt, zodat het vooral de vraag is of het behoud van die toestand niet in de eerste plaats het gevolg is van de vrees der Regering om een maatregel te nemen die de pers in het algemeen treft.

In dat opzicht wordt aan de Minister ook gevraagd om per categorie van abonnementsstelsel het aantal abonnees op Franstalige, respectievelijk Nederlandstalige dagbladen en publikaties mede te delen.

Er wordt gevraagd de verdeling van het tekort over alle categorieën van abonnementen (dagbladen en andere publikaties) op te geven.

De concentratie op het gebied van de dagbladen is zeer sterk (de Franstalige dagbladen zijn praktisch in slechts tien groepen verdeeld).

Naast die concentratie van het voorlichtingsapparaat zij nog vermeld dat bepaalde dagbladen, zoals « *La Libre Belgique* » en « *La Dernière Heure* », eveneens aan een hergroepering in een tweede stadium toe zijn, namelijk dat van de reclame.

Kan de voorlichting derhalve nog worden geacht vrij te zijn of gaat het om een geleide, ja zelfs opervlakkige, gestereotypeerde voorlichting, die uit een kwantitatief oogpunt overdreven afmetingen aanneemt en soms gebonden is aan de belangen van reclame en van financiële groepen ?

Zou het derhalve niet geraden zijn dergelijke verkapte of indirecte subsidies op een rechtvaardiger wijze te verdelen en een onderzoek naar die kwestie in te stellen ?

Overigens wordt de aandacht gevestigd op het aandeel in het tekort, dat te wijten is aan het stelsel van portvrijdom en parafen voor vrijdom van port, alsmede van de voor rekening van derden kosteloos verrichte prestaties.

Is in dat verband thans niet het ogenblik gekomen om ieders verantwoordelijkheid duidelijk vast te stellen, om de omvang van de bewezen diensten te bepalen en om de daaruit voortvloeiende lasten dienovereenkomstig te verdelen ?

De Minister antwoordt dat het aandeel in het tekort, dat aan het dagbladtarief moet worden toegeschreven, inderdaad 867 miljoen bedraagt.

Over het democratische aspect van deze aangelegenheid is betwisting mogelijk. Er mag niet worden beweerd dat alleen de burgerij en de meer welgestelde klassen op een krant geabonneerd zijn.

Abonnementen kunnen voor diverse periode, over één, drie, zes of twaalf maanden verkregen worden. Overigens kunnen de lezers ook rechtstreeks bij de uitgevers een abonnement nemen.

Verwacht mag worden dat elke stijging van het abonnementsstarief voor kranten de uitgevers er zou toe brengen de dagbladprijs niet slechts voor de postabonnees, maar voor alle lezers te verhogen en dat sommige provinciebladen waarvan de verkoop tot 90 % van hun oplage uitmaakt, in ernstige moeilijkheden zouden geraken.

Le problème a donc une portée générale qui dépasse les attributions et la compétence propres du Département des P.T.T.

Le Ministre constate qu'en Suède, par exemple, certaines publications d'information reçoivent un subside de l'Etat et qu'en Grande-Bretagne, les partis eux-mêmes reçoivent des subventions qu'ils peuvent, s'ils le désirent, consacrer à leurs propres organes d'information.

Sur la base des statistiques tenues en 1968, le nombre d'abonnements aux journaux se répartit comme suit :

	Journaux et périodiques d'expression française <i>Franstalige kranten en tijdschriften</i>	Journaux et périodiques d'expression néerlandaise <i>Nederlandstalige kranten en tijdschriften</i>	
Quotidiens	402 656	308 117	Dagbladen.
Hebdomadaires	1 628 351	2 528 561	Weekbladen.
Mensuels	1 270 147	1 261 648	Maandbladen.
Trimestriels	6 481	59 797	Driemaandelijke periodieken.
	3 307 635	4 158 123	

En ce qui concerne le régime des franchises et contre-seings, des propositions ont déjà été introduites en vue de l'utilisation d'un timbre sans valeur faciale grâce auquel un contrôle plus efficace pourrait être opéré. Cette procédure n'a pas été agréée jusqu'ici.

Le Ministre déclare néanmoins qu'il est disposé à réexaminer cette question.

Le statut des services postaux.

La plupart des difficultés de gestion rencontrées par l'Administration des Postes trouvent leur origine dans l'application, à cette administration, d'un statut incompatible avec le caractère industriel et commercial de son exploitation.

Le Département des P.T.T. prend-t-il des mesures à ce sujet ?

Le Ministre répond par l'affirmative mais souligne qu'il ne suffit pas de prendre les dispositions légales nécessaires pour accorder à l'Administration des Postes l'autonomie qu'exige la nature de ses fonctions.

Il faut avant tout prendre les mesures nécessaires, d'une part, pour réaliser l'équilibre financier de ces services et, d'autre part, pour doter ceux-ci de l'infrastructure indispensable à son exploitation.

Il est invraisemblable de créer une « Régie des Postes » qui, dès son instauration, serait déficitaire. Il faut en outre qu'un plan d'investissement soit établi et respecté de manière à pourvoir les services postaux aussi rapidement que possible des locaux et des équipements répondant à leurs besoins et à leur programme de modernisation.

Il faut enfin apporter préalablement aux structures et aux cadres les réformes internes utiles pour les rendre compatibles avec les exigences d'une gestion industrielle moderne.

Aan het probleem zit dus een algemeen aspect vast, dat buiten het bestek van de eigenlijke bevoegdheden van het Departement van P.T.T. valt.

De Minister constateert dat b.v. in Zweden een rijks-subsidie aan bepaalde voorlichtingsbladen wordt toegekend en dat in Groot-Brittannië de partijen zelf subsidies krijgen, welke zij desgewenst aan de eigen voorlichtingsbladen mogen besteden.

Op grond van de in 1968 verschenen statistieken valt het aantal abonnementen op kranten en tijdschriften als volgt uiteen :

Over het stelsel van de portvrijdom en de parafen voor portvrijdom zijn reeds voorstellen ingediend om gebruik te maken van een zegel zonder op de voorzijde aangegeven waarde, waarmee een doelmatiger controle zou kunnen worden verricht. Een dergelijke werkwijze is tot hertoe nog niet aangenomen.

De Minister verklaart nochtans dat hij bereid is die kwestie opnieuw onder de ogen te zien.

Het statuut van de postdiensten.

De meeste moeilijkheden op het gebied van het beheer in het Bestuur der Posterijen vinden hun oorzaak in het feit dat in deze overheidsdienst een statuut wordt toegepast dat onverenigbaar is met het industriële en commerciële karakter van de exploitatie daarvan.

Overweegt het Departement van P.T.T. maatregelen dienaangaande ?

De Minister antwoordt bevestigend, doch onderstreept dat men niet kan volstaan met het nemen van de nodige wettelijke maatregelen om aan het Bestuur der Posterijen de autonomie te verlenen welke de aard van de desbetreffende werkzaamheden vereist.

In de eerste plaats moeten enerzijds maatregelen worden genomen om het financiële evenwicht van die diensten tot stand te brengen en anderzijds om deze te voorzien van de voor haar exploitatie onontbeerlijke structuur.

Het gaat niet op een « Regie van Posterijen » in het leven te roepen, die reeds vanaf haar oprichting met een nadelig saldo van wal zou steken. Bovendien moet een investeringsplan worden opgemaakt dat dient te worden in acht genomen, zodat de postdiensten zo spoedig mogelijk de lokalen en de uitrusting kunnen krijgen welke door hun behoefte en hun moderniseringsprogramma noodzakelijk zijn.

Ten slotte dienen de interne structuren en de personeelsformatie zodanig te worden hervormd, dat zij verenigbaar zijn met een op moderne leest geschoeid industrieel beheer.

Exploitation.*Tarifs.*

L'Administration des Postes poursuit-elle une politique d'uniformisation de ses tarifs, mesure susceptible d'entraîner d'importantes simplifications ?

Le Ministre répond que l'Administration est attentive à cette question mais que pareille politique doit tenir compte de deux éléments importants.

D'une part, si l'on désire tendre vers une gestion à caractère industriel, les tarifications doivent nécessairement être établies en fonction des prix de revient.

D'autre part, les tarifs postaux font l'objet de conventions internationales ayant généralement une incidence directe sur les taux à prescrire en régime intérieur de manière à réaliser et maintenir l'équilibre nécessaire.

C'est ainsi que des efforts de normalisation doivent d'abord être consentis sur le plan international.

Le Ministre rappelle, à ce propos, une tentative qu'il a déjà faite dans ce sens en vue d'aboutir au sein de la Communauté Européenne, à la création d'une valeur unique d'affranchissement applicable aux lettres et aux cartes postales, projet dont il compte poursuivre l'examen.

En matière de tarifs, le Ministre signale encore que si les six pays de la Communauté acceptaient d'émettre en commun un timbre avec une légère surtaxe, le produit de celle-ci pourrait atteindre un montant de l'ordre de 600 millions de francs et pourrait utilement être consacrée au secteur social ainsi qu'à l'aide au développement.

Bureaux de poste.

Depuis 1962, bon nombre de bureaux de poste et notamment des sous-perceptions attendent leur reclassification à un niveau supérieur.

Que prévoit le programme 1969 en cette matière ?

Le Ministre signale que le programme pour 1969 repris au rapport introductif prévoit la création de 78 nouveaux bureaux ainsi que la transformation de 91 offices sous-comptables (sous-perceptions, dépôts relais, bureaux annexes).

Ce programme tend à combler les retards d'adaptation subis par plusieurs régions du pays.

Les perceptions relevables de classe sont, quant à elles, au nombre de 115. Par souci budgétaire, ce relèvement prendra effet au 1^{er} juillet 1969.

La réalisation de ces mesures est toutefois subordonnée à l'accord des Départements de la Fonction publique et du Budget.

Distribution.

— Un membre signale que le rapport du Ministre prévoit une augmentation de 132 000 points de distribution en l'espace de trois ans.

Ce nombre n'est-il pas exagéré ?

D'autre part, des retards dans la distribution ont été constatés à maintes reprises.

Une meilleure productivité des services postaux ne serait-elle pas atteinte grâce à un accroissement des secondes distributions dans les localités mal desservies ?

En ce qui concerne la motorisation de la distribution, en quoi celle-ci est-elle influencée par les fusions de communes prescrites par le Ministre de l'Intérieur et que contient le programme pour 1969 ?

Exploitatie.*Tarieven.*

Streeft het Bestuur der Posterijen een beleid inzake eenvormige tarieven na, wat een grote vereenvoudiging met zich zou brengen ?

De Minister antwoordt dat het Bestuur oog heeft voor deze kwestie, maar dat een dergelijk beleid moet rekening houden met twee belangrijke gegevens.

Enerzijds moeten de tarieven — wil men het beheer op een industriële voet voeren — in samenhang met de kosten vastgesteld worden.

Anderzijds zijn de posttarieven gebonden aan internationale overeenkomsten, welke doorgaans een rechtstreekse terugslag hebben op de binnenlandse tarieven, die derwijze moeten worden vastgesteld dat het onontbeerlijke evenwicht behouden blijft.

In de eerste plaats moet dus gestreefd worden naar gestandaardiseerde internationale tarieven.

In dit verband herinnert de Minister aan een poging die hij reeds in die zin heeft ondernomen om in de Europese Gemeenschap te komen tot één frankering voor de brieven en briefkaarten; hij is van plan dit ontwerp verder te bestuderen.

Wat de tarieven betreft, vestigt de Minister er nog de aandacht op dat, zo de zes landen van de Gemeenschap ermee instemden gezamenlijk een postzegel met een lichte toeslag uit te geven, de opbrengst ervan zowat 600 miljoen frank zou kunnen bedragen en nuttig zou kunnen besteed worden in de sociale sector evenals aan ontwikkelingshulp.

Postkantoren.

Sedert 1962 wachten heel wat postkantoren en onder meer onderontvangerijen op hun klassering in een hogere categorie.

Wat voorziet het programma voor 1969 ter zake ?

De Minister wijst erop dat het programma voor 1969, hetwelk voorkomt in het inleidend betoog, in de oprichting voorziet van 78 nieuwe kantoren evenals in de omvorming van 91 nevenrekenplichtige diensten (onderontvangerijen, tussenkantoren, bijpostkantoren).

Dit programma heeft tot doel de al te trage aanpassing in sommige streken van het land te verhelpen.

Anderzijds zijn de ontvangerijen die in aanmerking komen voor rangschikking in een hogere categorie ten getale van 115. Om begrotingsredenen zal die rangverhoging uitwerking hebben op 1 juli 1969.

De verwezenlijking van die maatregelen hangt nochtans af van de instemming van de Departementen van het Openbaar Ambt en van Begroting.

Uitreiking.

— Een lid wijst erop dat het verslag van de Minister een vermeerdering van het aantal uitreikingspunten met 132 000 eenheden in drie jaar tijd voorziet.

Is dit getal niet overdreven ?

Anderzijds werden bij herhaling vertragingen bij de uitreiking vastgesteld.

Zou men de produktiviteit van de postdiensten niet opdrijven door een vermeerdering van het aantal tweede uitreikingen in de slecht bediende plaatsen ?

In hoeverre ondergaat de motorisering van de uitreiking de weerslag van de door de Minister van Binnenlandse Zaken verordende samensmeltingen van gemeenten. Wat staat op het programma voor 1969 ?

Par suite des constructions, le nombre des boîtes aux lettres particulières a évolué de la manière suivante dans notre pays :

Ingevolge het optrekken van nieuwe gebouwen evolueerde het aantal privé-brievenbussen in ons land als volgt :

Au — Per	Nombre — Aantal	Augmentation — Vermeerdering	Pourcentage — Percentage
1 ^{er} janvier 1965. — 1 januari 1965 ...	2 923 826	—	—
1 ^{er} janvier 1966. — 1 januari 1966 ...	2 960 601	36 775	+1,25 %
1 ^{er} janvier 1967. — 1 januari 1967 ...	2 993 481	32 880	+1,11 %
1 ^{er} janvier 1968. — 1 januari 1968 ...	3 055 255	61 774	+2,07 %

Ces renseignements sont extraits des attachements que doit tenir l'Administration des postes en vue notamment de définir le nombre d'exemplaires que doivent contenir les dépôts d'imprimés non adressés.

Il est exact que les mesures de blocage de recrutement intervenues ces dernières années se sont traduites par la suppression entière ou partielle de la seconde distribution dans certaines localités, une nonantaine au total.

Le programme des recrutements en extension que permettront les crédits de 1969 — pour autant que les autorisations requises soient accordées par le Département de la Fonction publique — sera de nature à remédier à cette situation.

Le Ministre a déjà invité les services administratifs à lui soumettre à ce sujet des propositions planifiées.

D'autre part, le développement de la motorisation de la distribution contribuera, lui aussi, à la réalisation des mesures de réorganisation nécessaires.

En raison du fait que l'organisation du tri et des expéditions sera prochainement basée sur l'utilisation d'un code attribué par commune, il est évident que toute modification administrative apportée en ce qui concerne les communes, a une répercussion directe sur l'organisation de la distribution.

Les contacts nécessaires sont établis entre les Départements de l'Intérieur et des P.T.T. afin de pourvoir aux mesures adéquates.

Le programme d'extension de la motorisation de la distribution pour 1969 porte sur la mise en service d'environ 375 véhicules provenant en partie des crédits d'ajustement de 1968 qui ont été sollicités afin de combler dans toute la mesure du possible le retard également enregistré ces derniers temps dans ce domaine.

Il porte sur des motorisations urbaines et rurales, centralisées ou localisées et peut se résumer comme suit :

Die inlichtingen werden opgesteld aan de hand van de bestekken die het Postbestuur moet bijhouden, onder meer met het oog op de bepaling van het aantal exemplaren die de depots van drukwerken zonder adres moeten omvatten.

Het is juist dat de maatregelen inzake wervingsstop die de jongste jaren getroffen werden, geleid hebben tot de volledige of gedeeltelijke afschaffing van de tweede uitreiking in zowat negentig plaatsen.

Dank zij het uitgebreiden recruteringsprogramma, dat mogelijk is op grond van de kredieten voor 1969 — voor zover het Departement van het Openbaar Ambt de vereiste machtigingen verleent — kan die toestand verholpen worden.

De Minister heeft zijn diensten reeds verzocht hem terzake planmatige voorstellen voor te leggen.

Anderzijds zal de uitbreiding van de motorisering van de uitreiking eveneens bijdragen tot de verwezenlijking van de nodige reorganisatiemaatregelen.

Doordat de sortering en de verzending weldra zullen ingericht zijn op grond van het gebruik van een aan iedere gemeente toegekende code, spreekt het vanzelf dat iedere administratieve wijziging m.b.t. de gemeenten een onmiddellijke weerslag heeft op de organisatie van de uitreiking.

Tussen de Departementen van Binnenlandse Zaken en van P.T.T. bestaan de nodige contacten met het oog op het treffen van de gepaste maatregelen.

Het programma voor 1969 inzake de uitbreiding van de motorisering van de uitreiking heeft betrekking op de indienstneming van ongeveer 375 voertuigen, die gedeeltelijk zullen gefinancierd worden door de aanpassingskredieten voor 1968, die aangevraagd werden om in de mate van het mogelijke de achterstand in te halen die zich ook op dit gebied de jongste tijd heeft voorgedaan.

Het betreft motorisering in de stad en op het platteland, in de centra of in de plaatselijke administraties; samenvattend ziet het er uit als volgt :

Région	Nombre de bureaux — Aantal kantoren	Nombre de véhicules — Aantal voertuigen	Gewest
Louvain	12	23	Leuven.
Gand	20	46	Gent.
Bruges	12	30	Brugge.
Mons	16	35	Bergen.
Charleroi	16	30	Charleroi.
Namur	16	30	Namen.
Anvers	17	25	Antwerpen.
Liège	11	29	Luik.
Libramont	11	35	Libramont.
Hasselt	12	31	Hasselt.
Réserve (±20 %)		66	Reserve (±20 %).
Total.		375	Totaal.

Code de tri.

Les limites des cantons postaux et celles des communes ne correspondent pas toujours.

Le code de tri tient-il compte de ces situations ?

Le Ministre répond que l'automatisation du traitement des correspondances repose sur l'attribution, à chaque commune, d'un numéro de code composé de quatre chiffres, le premier déterminant le secteur de tri auquel appartient le bureau de poste chargé de la distribution dans la commune, le dernier permettant de distinguer si la commune est desservie par un bureau situé sur son territoire ou au départ d'un bureau fonctionnant dans une commune voisine.

Le code utilisé correspondra avec celui qui servira à l'identification des communes au fichier national.

La mise en application d'un code de tri a déjà donné à l'étranger, en Allemagne notamment, des résultats très satisfaisants grâce à l'automatisation qu'il permet de réaliser.

L'expérience déjà acquise en ce qui concerne la décentralisation de la distribution dans la capitale prouve qu'il y a tout lieu d'espérer des résultats également positifs dans le pays puisqu'au moins 80 % de la correspondance est revêtue par l'expéditeur de l'indication du bureau de Bruxelles suivie du numéro qui lui appartient.

Dans les grands centres, le code pourra être élargi de telle manière qu'il puisse également servir au classement automatique par secteur de distribution.

Certes, les résultats seront fonction de l'information publique qui sera donnée. Des crédits sont prévus à cette fin au budget pour 1969 afin de permettre la diffusion d'une brochure contenant les codes en question.

Des démarches plus directes seront faites auprès des grandes firmes et les mesures seront prises afin que les codes soient reproduits dans le maximum de publications qui contiennent une liste des communes, comme c'est le cas pour l'*Indicateur des Téléphones et des Télégraphes*.

Le Ministre ajoute que l'automatisation du traitement des objets de correspondances repose également sur l'utilisation de systèmes permettant de procéder automatiquement à la séparation, au classement et au timbrage du courrier.

C'est en vue de préparer l'introduction de ces méthodes, qu'une politique de standardisation est développée depuis plusieurs années déjà et dans le cadre de laquelle l'Administration a déployé de grands efforts auprès des fabricants de papiers et d'enveloppes, de manière à réaliser, à la base, les conditions optimales de formats et de couleurs.

Normes de travail.

A un membre qui souhaite voir appliquer à la Poste des normes de travail qui permettent une répartition plus judicieuse et plus équitable des tâches, le Ministre signale qu'actuellement la classe des bureaux est déterminée sur base d'un pointage qui tient compte de divers éléments, à savoir :

- le nombre de guichets;
- le nombre de tournées de facteurs;
- le nombre et la nature des bureaux sous-comptables, etc.

A peu de choses près, ce pointage est un reflet des effectifs nécessaires au fonctionnement du bureau et est donc un résultat des mesures d'organisation.

Des normes constitueraient à la fois un moyen d'organisation et de gestion.

Sorteringscode.

De grenzen van de postkantons en van de gemeenten vallen niet altijd samen.

Houdt de sorteringscode met die toestanden rekening ?

De Minister antwoordt dat de automatisering van de behandeling van de poststukken steunt op de toekenning aan elke gemeente van een codenummer van vier cijfers, waarvan het eerste de sorteringsector bepaalt waartoe het met de uitreiking in de gemeente belaste postkantoor behoort en het laatste de mogelijkheid schept vast te stellen of de gemeente bediend wordt door een kantoor dat op haar grondgebied gelegen is of door een kantoor uit een nabijgelegen gemeente.

De gebruikte code zal overeenstemmen met die welke zal dienen voor de identificatie van de gemeenten in het rijksregister.

De invoering van een sorteringscode heeft reeds in het buitenland — onder meer in Duitsland — zeer bevredigende uitslagen opgeleverd dank zij de automatisering die daardoor mogelijk wordt.

De inzake decentralisatie van de uitreiking in de hoofdstad verkregen ervaring bewijst dat ook over het ganse land positieve resultaten mogen worden verwacht, aangezien ten minste 80 % van de post door de afzender wordt voorzien van de vermelding van het Brusselse postkantoor met het daarbij horende nummer.

In de grote centra kan de code worden verruimd, zodat hij ook kan dienen voor de automatische klassering per uitreikingsector.

De resultaten zullen natuurlijk afhangen van de ruchtbaarheid die aan deze schikkingen zal worden gegeven. Op de begroting voor 1969 zijn daartoe kredieten uitgetrokken, ten einde een brochure met de besproken codes te kunnen verspreiden.

Bij de grote firma's zal worden aangedrongen en er zullen ook maatregelen worden genomen om de codes te doen opnemen in de meeste publicaties waarin de lijst van de gemeenten is vermeld, zoals thans reeds het geval is met de *Telefoon- en Telegraafgids*.

De Minister voegde eraan toe dat de automatisatie van de post eveneens berust op het gebruik van systemen waardoor de poststukken automatisch kunnen worden geschild, geklasseerd en gezegeld.

Om die methoden te kunnen invoeren wordt sedert verscheidene jaren een politiek van standaardisatie gevoerd. In het kader daarvan heeft het Bestuur een intense campagne gevoerd bij papier- en omslagfabrikanten om reeds aan de basis de beste voorwaarden inzake formaat en kleur tot stand te brengen.

Arbeidsnormen.

Aan een lid dat bij de Post arbeidsnormen wenst te zien toepassen die een oordeelkundiger en billijker werkverdeling mogelijk maken, deelde de Minister mede dat de indeling van de postkantoren bepaald wordt op grond van een nummering waarbij rekening wordt gehouden met verschillende gegevens, met name :

- het aantal loketten;
- het aantal dienstronden van de brievenbestellers;
- het aantal en de aard van de kantoren der onderrekenplichtigen enz.

Dit onderzoek geeft een vrij trouw beeld van de voor de werking van de kantoren vereiste personeelsbezetting; het is dus een resultaat van de getroffen organisatiemaatregelen.

Normen zouden een middel zijn zowel voor de organisatie als voor het beheer.

Mais il faut :

- que leur établissement et leur utilisation s'effectuent de commun accord avec les organisations professionnelles;
- qu'elles soient suffisamment souples pour subir les adaptations nécessaires au fur et à mesure de la transformation des méthodes;
- qu'elles soient suffisamment complètes pour servir d'instrument de gestion;
- qu'elles tiennent compte de tous les éléments qui interviennent.

En résumé, le système est valable pour autant qu'il soit parfaitement étudié et qu'il puisse aisément s'adapter aux évolutions.

Il faut être prudent dans son application et procéder par étapes, moyennant des phases expérimentales pratiques.

Philatélie.

Tout en appréciant les efforts déjà consentis pour développer cette activité particulièrement rentable pour le Trésor public, un membre souhaiterait néanmoins voir intensifier la propagande dans ce domaine.

Le Ministre partage ce point de vue et déclare que le maximum sera fait dans ce sens.

Il considère qu'une action commune avec la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, dans les établissements scolaires, serait certainement profitable.

Il cite également, pour appuyer cette campagne, la possibilité de réunir en un fascicule, les différents dépliants publiés à l'occasion des émissions spéciales de timbres-poste.

Il rappelle, à ce propos, ce qu'il a déjà signalé dans son rapport introductif en ce qui concerne la répercussion néfaste de la T.V.A. sur le marché philatélique en Belgique.

Un problème identique se pose pour les télégrammes philantropiques.

Bâtiments.

Plusieurs membres de la Commission constatent que le programme des constructions et des transformations des bâtiments postaux est nettement insuffisant.

Si l'on tient compte des engagements provisoires déjà pris et des obligations contractées par l'État dans le paiement des nouveaux locaux qui seront mis à la disposition de la Poste dans le « City Building » en construction à la place de la Monnaie à Bruxelles, il est aisé de conclure que la plus importante partie du crédit d'engagement de 220 millions inscrit au budget extraordinaire des Travaux publics est déjà réservée.

Le Ministre ne peut que regretter également cette situation.

Il prendra les contacts nécessaires avec son collègue des Travaux publics pour rechercher les moyens d'améliorer les possibilités offertes pour 1969.

Tout en restant dans les limites budgétaires, une première solution peut vraisemblablement être trouvée dans une autorisation portant sur l'utilisation des crédits reportés de 1968.

Quant aux paiements des annuités dues à l'achat des locaux du « City Building », ils résultent d'une convention contractuelle signée par l'État, il y a deux ans environ, et sur laquelle il n'est pas possible de revenir.

Doch daartoe is vereist :

- dat ze in overleg met de beroepsverenigingen worden vastgesteld en gehanteerd;
- dat ze soepel genoeg zijn om de vereiste aanpassingen te ondergaan naargelang de methoden worden gewijzigd;
- dat ze volledig genoeg zijn om als beheersinstrument te dienen;
- dat er rekening wordt gehouden met alle in aanmerking komende factoren.

In één woord, het stelsel kan diensten bewijzen indien het goed bestudeerd is en indien het zich kan aanpassen aan de ontwikkelingen die zich zullen voordoen.

Bij de toepassing ervan moet omzichtig en trapsgewijze te werk gegaan worden met eerbiediging van opeenvolgende praktische experimentele fasen.

Filatelie.

Ofschoon hij de pogingen op prijs stelt die werden aangewend om die voor de Schatkist zo winstgevende activiteit te ontwikkelen, wenst een lid niettemin dat er nog meer propaganda op dit gebied wordt gevoerd.

De Minister is het daarmee eens en verklaart dat al het mogelijke daartoe zal worden gedaan.

Hij is van mening dat een samen met de Algemene Spaar- en Lijfrentekas in de scholen gevoerde actie zeker vruchten zou afwerpen.

Tot staving daarvan wijst hij eveneens op de mogelijkheid om de verschillende folders die worden uitgegeven bij gelegenheid van speciale postzegel-emissies, in één enkel brochure'tje samen te brengen.

In dit verband brengt hij in herinnering wat hij in zijn inleidend verslag heeft verklaard in verband met de nadelige terugslag van de B.T.W. op de handel in postzegels in ons land.

Voor de telegrammen met een filantropisch doel rijst een gelijkaardig probleem.

Gebouwen.

Verschillende leden van de Commissie stellen vast dat het programma inzake het optrekken en verbouwen van postgebouwen volstrekt niet beantwoordt aan wat vereist is.

Indien rekening wordt gehouden met de voorlopige verplichtingen en met de vaste verbintenissen die door de Staat zijn aangegaan voor de betaling van de nieuwe lokalen die ter beschikking van de Posterijen zullen worden gesteld in de « City Building » die op het Muntplein te Brussel wordt opgericht, mag men gerust besluiten dat het grootste gedeelte van het vastleggingskrediet ten bedrage van 220 miljoen, dat op de buitengewone begroting van Openbare Werken is uitgetrokken, daartoe reeds gereserveerd is.

Ook de Minister vindt deze toestand betreurenswaardig.

Hij zal de nodige contacten opnemen met zijn collega van Openbare Werken ten einde te bepalen hoe de voor 1969 bestaande mogelijkheden verbeterd kunnen worden.

Een machtiging betreffende de aanwending van de overgeboekte kredieten voor 1968 kan vermoedelijk een eerste oplossing zijn, met dien verstande dat de budgettaire perken in acht worden genomen.

De betaling van de annuïteiten, verschuldigd ingevolge de aankoop van de lokalen van de « City Building », is het gevolg van een door de Staat ongeveer twee jaar geleden aangegane overeenkomst waarop niet meer kan worden teruggekomen.

Il convient de remarquer que la formule d'achat, dans un régime de copropriété avec la ville de Bruxelles, est certainement moins coûteuse que celle reposant sur un simple bail de location.

Dans le domaine des constructions, le Ministre signale encore la mise à l'étude, en collaboration avec les services des Travaux publics, d'un plan de reconstruction des bâtiments qui abritent les installations de l'imprimerie du Timbre à Malines.

Une véritable politique d'aménagement des bâtiments postaux ne pourra être suivie que si elle est fondée sur un plan d'investissement comprenant des tranches annuelles de 400 à 500 millions.

Des suggestions ont déjà été émises en vue d'y consacrer le montant de l'augmentation des avoirs des particuliers en comptes de chèques postaux. Mais la solution la plus complète consisterait à restituer à la Poste la gestion de ses propres bâtiments en même temps que lui serait accordée l'autonomie nécessaire et la jouissance d'un intérêt sur les fonds mis à la disposition du Trésor.

Services techniques.

— A la question de savoir si le transport du courrier par pneumatique sera limité à Bruxelles, le Ministre répond que les résultats obtenus en Allemagne grâce à l'utilisation d'un pareil procédé sont très encourageants.

Ce sont ces résultats qui ont amené l'Administration des Postes à profiter de la construction du semi-métro dans la capitale pour y intégrer nos premières installations importantes de transport par pneumatique.

Il n'est pas exclu que des systèmes analogues soient mis en application dans d'autres centres si leur exploitation en est jugée rentable et efficace.

— En ce qui concerne le parc automobile, plusieurs membres souhaitent connaître s'il existe un programme de remplacement des véhicules usagés, dont certains dépassent 120 000 km.

D'autre part, la question est posée de savoir s'il y aurait intérêt à doter la Poste de ses propres services de réparation.

Il est répondu que le programme de 1969 prévoit également les acquisitions nécessaires pour pourvoir au remplacement des véhicules hors d'usage.

85 % environ des réparations des quelque 400 véhicules de 800 kg et plus de charges utiles utilisées par la Poste sont effectuées dans les quatre ateliers de réparation. Ceux-ci procèdent ainsi à environ 60 réparations par jour. Seuls les travaux de carrosserie et de révision des moteurs sont effectués à l'extérieur.

Une vingtaine de ces véhicules, employés dans des localités de moindre importance, sont entièrement entretenus et réparés dans le privé. La dépense y relative est de l'ordre de 300 000 francs par an.

L'entretien des camionnettes légères et des minibus, au nombre de 1 330, est effectué, pour la plus grande part, par les firmes productrices sur la base d'un contrat global fixant un prix forfaitaire établi au kilomètre.

Le coût annuel total en ce qui concerne ces véhicules est de l'ordre de 13 millions dont 6 millions pour les entretiens par contrat et 7 millions pour des travaux mécaniques et de carrosserie hors contrat.

Suivant les calculs des prix de revient effectués pour l'année 1967, les camionnettes légères entretenues sous contrat global moyennant un prix forfaitaire au kilomètre

In verband hiermee valt op te merken dat het aankoopstelsel, waarbij in een mede-eigendom met de stad Brussel is voorzien, zeker goedkoper uitvalt dan een gewone huur-overeenkomst.

Inzake gebouwen wijst de Minister er nog op dat, in samenwerking met de diensten van Openbare Werken, een plan bestudeerd wordt voor de wederopbouw van de gebouwen waarin de Zegeldrukkerij te Mechelen is gehuisvest.

Een echt beleid inzake inrichting van de postgebouwen kan slechts worden gevoerd indien het steunt op een investeringsplan waarbij in jaarlijkse tranches van 400 à 500 miljoen is voorzien.

Er is voorgesteld het bedrag van de toename van het tegoed der particulieren op de rekeningen bij de Postcheques daaraan te besteden. Maar de beste oplossing zou zijn dat de Posterijen opnieuw het beheer van hun gebouwen krijgen en dat zij tevens de nodige zelfstandigheid bekomen, alsmede het genot van een interest op de ter beschikking van de Schatkist gestelde gelden.

Technische diensten.

— Op de vraag of het vervoer van de post via luchtkokers tot Brussel zal beperkt blijven antwoordt de Minister dat de in Duitsland dank zij de aanwending van dit systeem geboekte resultaten zeer bemoedigend zijn.

Deze resultaten hebben het Bestuur der Posterijen ertoe gebracht van de bouw van de semi-metro in de hoofdstad gebruik te maken om onze eerste belangrijke installaties voor vervoer per luchtkoker aan te leggen.

Het is niet uitgesloten dat gelijkaardige systemen in andere centra in gebruik worden genomen indien de exploitatie ervan rendabel en doelmatig wordt geacht.

— Wat het wagenpark betreft, wensen verschillende leden te vernemen of er een programma bestaat voor de vervanging van de gebruikte voertuigen, waarvan sommige reeds meer dan 120 000 km hebben gereden.

Anderzijds wordt de vraag gesteld of de Posterijen er geen baat bij zouden vinden hun eigen reparatiedienst te bezitten.

Geantwoord wordt dat in het programma voor 1969 ook de aankopen zijn opgenomen welke noodzakelijk zijn om te voorzien in de vervanging van de buiten bedrijf gestelde voertuigen.

Ongeveer 85 % van de reparaties der zowat 400 voertuigen met een nuttige lading van 800 kg en meer, die bij de Posterijen in bedrijf zijn, worden uitgevoerd in vier reparatiewerkplaatsen. Deze verrichten ongeveer 60 reparaties per dag. Alleen de werken aan het koetswerk en de revisie van de motoren worden buiten de posterijen verricht.

Een twintigtal van die voertuigen, die in kleinere gemeenten dienst doen, worden volledig door de particuliere bedrijven onderhouden en gerepareerd. De desbetreffende uitgave beloopt 300 000 frank per jaar.

Het onderhoud van de lichte vrachtwagens en minibusen, ten getale van 1 330, wordt voor het grootste deel uitgevoerd door de leverende firma's op grond van een globaal contract, waarbij een vaste prijs per kilometer wordt berekend.

Die voertuigen kosten per jaar samen 13 miljoen, waarvan 6 miljoen voor onderhoud met contract en 7 miljoen voor werken aan mechaniek en koetswerk, buiten contract.

Volgens de berekening van de kostprijzen over 1967 kosten de lichte vrachtwagens welke onder een globaal contract tegen een vaste prijs per kilometer, worden onder-

coûtent moins cher (F 0,60 contre F 1,08) que celles entretenues et réparées sous contrat particulier avec des garagistes privés. C'est pour cette raison que l'Administration exige des adjudicataires de camionnettes légères de l'espèce, un contrat d'entretien-réparation.

Compte tenu, d'une part, de la compétitivité des firmes intéressées et, d'autre part, de la grande dispersion des camionnettes légères dans tout le pays, il est peu probable que la concentration des travaux d'entretien et de réparation dans des ateliers postaux à équiper serait avantageuse pour ces types de véhicules.

Le Ministre signale également qu'une nouvelle forme de contrat, le « leasing », est déjà appliqué par une firme importante de production automobile. C'est en l'occurrence un système dont l'application dans les services publics serait à examiner.

Questions relatives au personnel.

Rémunérations en général.

— Les crédits prévus aux articles 11.01, 11.02 et 11.03 sont-ils suffisants pour faire face à l'augmentation prévisible de l'indice des prix de détail ?

Les crédits ont été calculés à l'indice 125. D'une manière générale, les fluctuations de l'index dans le courant de l'exercice sont couvertes par un crédit global incorporé dans les crédits à affecter à la programmation sociale et centralisés à la Fonction publique.

— Qu'en est-il de l'application de l'index aux indemnités généralement payées au personnel des Postes ?

Des propositions ont été introduites dans ce sens mais il s'agit en l'occurrence d'un problème dont les solutions doivent être prises sur le plan interdépartemental.

Dans ce domaine, il semble utile de signaler que les dispositions réglementaires relatives à l'adaptation de la prime d'exploitation au personnel chargé du tri, seront prochainement publiées. Ces dispositions porteront leur effet au 1^{er} juillet 1968.

— Des allocations pour exercice de fonctions supérieures restent dues à certains membres du personnel, tant de l'Office des Chèques postaux que des services de direction et d'exécution.

Il s'agit effectivement de liquidations liées à la détermination des cadres temporaires afférents aux exercices 1964, 1965 et 1966 pour lesquels des décisions définitives ne sont pas encore intervenues. Cette question qui, depuis plusieurs années, soulève des discussions entre les services intéressés des Départements des P.T.T., de la Fonction publique et du Budget, sera très prochainement réexaminée par une commission de contact récemment créée à cette fin.

Il y a tout lieu de croire qu'une solution interviendra à brève échéance.

— La question des uniformes et de l'organisation de la masse d'habillement retient toute l'attention du Département. Une série de mesures tendant notamment à remplacer, à partir du 1^{er} janvier 1970, le système actuel d'indemnité par un système de points sont actuellement à l'examen.

Ces propositions ont à la fois pour but de régler les cas litigieux en la matière et d'assouplir les règles de fonctionnement de la masse pour permettre plus aisément les adaptations consécutives aux fluctuations des prix et aux améliorations à apporter aux objets d'uniformes.

houden, minder duur (F 0,60 tegen F 1,08) dan die welke onder een particulier contract met particuliere garagehouders worden onderhouden en hersteld. Het Bestuur eist dan ook van de inschrijvers aan wie de levering van die lichte vrachtwagens wordt toegewezen, een contract voor onderhoud en reparatie.

Als men, enerzijds, rekening houdt met de mededinging van de betrokken firma's en, anderzijds, met de spreiding van de lichte vrachtwagens over het gehele land, is het weinig waarschijnlijk dat de concentratie van onderhouds- en reparatiekosten in aan de post toebehorende werkplaatsen voor dat type voertuig voordelig zal uitvallen.

De Minister wijst er eveneens op dat een nieuwe vorm van contract, de zg. « leasing », reeds door een belangrijk autobedrijf wordt toegepast. Het gaat hier om een systeem waarvan de toepassing in de overheidsdiensten overweging verdient.

Vragen in verband met het personeel.

Bezoldiging in het algemeen.

— Zijn de onder artikelen 11.01, 11.02 en 11.03 uitgetrokken kredieten voldoende om het hoofd te bieden aan de te verwachten stijging van het indexcijfer van de consumptieprijsen ?

De kredieten zijn berekend tegen indexcijfer 125. Over het algemeen zijn de schommelingen van het indexcijfer die zich tijdens een dienstjaar voordoen, gedekt door een globaal krediet dat deel uitmaakt van de kredieten die bestemd zijn voor de sociale programmering, en gecentraliseerd zijn bij het Openbaar Ambt.

— Hoe staat het met de toepassing van het indexcijfer op de vergoedingen die gewoonlijk aan de personeelsleden van de Posterijen betaald worden ?

Met het oog hierop zijn voorstellen ingediend, maar het gaat hier om een probleem dat op interdepartementaal vlak dient opgelost te worden.

In dat verband is het blijkbaar nuttig erop te wijzen dat de reglementaire bepalingen betreffende de aanpassing van de sorteervergoeding voor de met de sortering belaste personeelsleden, eerstdaags zullen gepubliceerd worden. Deze bepalingen zullen uitwerking hebben vanaf 1 juli 1968.

— Aan sommige personeelsleden van het Bestuur van de Postcheques zowel als van de directie- en de uitvoeringsdiensten zijn nog uitkeringen verschuldigd wegens de uitoefening van hogere functies.

Het gaat inderdaad om betalingen welke verband houden met de vaststelling van het tijdelijk kader tijdens de dienstjaren 1964, 1965 en 1966, waarvoor nog geen definitieve beslissing is genomen. Over dat vraagstuk worden sinds jaren besprekingen gevoerd tussen de betrokken diensten van de Departementen van P.T.T., het Openbaar Ambt en de Begroting, en het zal eerlang terug bestudeerd worden door een contactcommissie die daartoe onlangs is opgericht.

Een oplossing mag eerlang worden verwacht.

— Het departement schenkt veel aandacht aan het probleem van het kledingfonds en van de uniformen. Thans wordt een reeks maatregelen onderzocht om vanaf 1 januari 1970 de huidige vergoedingsregeling te vervangen door een puntensysteem.

Deze voorstellen hebben tot doel, enerzijds de ter zake gerezen betwistingen te regelen en tevens de regels te versoepelen inzake de werking van het kledingfonds met het oog op een vlottere aanpassing aan de prijssschommelingen en een verbetering van de verschillende uniformonderdelen.

— Le problème de l'avancement du personnel des agents des postes vient de trouver une solution.

Après de négociations répétées avec les organisations professionnelles, le Comité ministériel de la gestion budgétaire et de la Fonction publique vient d'admettre le principe de la création de 4 426 emplois d'agent des postes principaux accessibles, sans examen, aux plus anciens agents des postes de première classe. Une échelle barémique spéciale sera appliquée aux intéressés et, afin d'en étaler l'incidence budgétaire, les nominations seront effectuées en trois tranches consécutives comportant 2 626 désignations au 1^{er} juillet 1969, 900 au 1^{er} janvier 1970 et 900 au 1^{er} juillet 1970.

Recrutement.

Outre les quelques 230 emplois pour lesquels le Comité ministériel compétent vient d'octroyer l'autorisation nécessaire, le programme de 1969 comprend les crédits nécessaires en vue d'une extension de quelque 400 nouvelles unités à répartir dans l'ensemble des services.

Le Ministre signale qu'il a invité l'Administration à lui soumettre, dans les meilleurs délais, des propositions en la matière, accompagnées d'un inventaire complet des besoins établi par région et par bureau et cela, afin de déterminer un planning des recrutements et des formations et d'introduire les demandes de déblocage nécessaires.

Il est encore précisé à ce propos que les autorisations de recrutement de remplacement ne peuvent être obtenues qu'en cas de départ définitif du personnel; le remplacement des agents absents à long terme doit être assuré par l'effectif dit « en service général ».

Dans le domaine des recrutements, l'Administration n'a pas d'opposition de principe à l'application de la mobilité puisqu'il s'agit d'une disposition générale à laquelle d'ailleurs se sont ralliés les organisations professionnelles.

Il va sans dire que les mesures qui seront prises en la matière ne doivent pas avoir pour conséquence de léser le personnel en place.

La mobilité pourrait être efficace en ce qui concerne certaines catégories d'emplois, des emplois à qualification technique par exemple, dont la Poste a un impérieux besoin.

Logement des percepteurs.

L'intérêt pour les percepteurs d'occuper le logement attaché au local de service procède des devoirs de vigilance auxquels ces fonctionnaires sont astreints en vue de sauvegarder leurs responsabilités. Dans le même ordre d'idées, l'exécution du service en plusieurs vacations — l'amplitude des tâches atteint ou dépasse les dix heures dans la majorité des cas — oblige pratiquement les percepteurs à habiter sur place, tant dans leur intérêt que dans celui du service.

Il est cependant utile de noter que la politique suivie actuellement en matière de construction de logements pour les percepteurs contient certains tempéraments.

C'est ainsi qu'en principe pour les perceptions principales et les perceptions de première classe, il n'est plus prévu d'habitation quand aucun problème ne se pose en matière de sécurité de transport ou de logement pour le titulaire ou si les prestations de ce dernier comportent des heures de présence régulières en raison de l'encadrement existant.

Comparé au pourcentage qui grève généralement le budget familial des autres fonctionnaires, voire même des par-

— Het probleem van de bevorderingsmogelijkheden voor de postmannen is zopas opgelost.

Na lange onderhandelingen met de beroepsorganisaties heeft het Ministerieel Comité voor het begrotingsbeheer en het openbaar ambt principieel aanvaard 4 426 betrekkingen van eerstaanwezend postman open te stellen die, zonder examen, toegankelijk zijn voor de postmannen 1^e klasse met de meeste anciënniteit. De betrokkenen zullen een speciale weddeschaal krijgen en, met het oog op de spreiding van de budgettaire weerslag hiervan, zullen de benoemingen in drie groepen verdeeld worden: zo zullen achtereenvolgens 2 626 benoemingen gedaan worden op 1 juli 1969, 900 op 1 januari 1970 en 900 op 1 juli 1970.

Recruterijng.

Benevens de zowat 230 betrekkingen waarvoor het bevoegde Ministerieel Comité de vereiste toestemming heeft gegeven, zijn op het programma voor 1969 de nodige kredieten uitgetrokken voor een uitbreiding van het kader met 400 nieuwe betrekkingen welke zullen verdeeld worden over al de diensten.

De Minister deelt mede dat hij aan de Administratie gevraagd heeft hem binnen afzienbare tijd ter zake voorstellen te doen aan de hand van een volledige inventaris van de behoeften per streek en per kantoor; zo moet het mogelijk worden een planning op te stellen van de recruteringen en de personeelsformaties en de nodige aanvragen tot opheffing van de wervingsstop in te dienen.

In dit verband wordt er nog op gewezen dat de machtigingen tot recrutering van personeelsleden met het oog op een vervanging alleen kunnen bekomen worden indien de te vervangen personeelsleden definitief weg zijn; personeelsleden die lang afwezig zijn dienen te worden vervangen door de personeelsleden die tot de zogenaamde « algemene dienst » behoren.

Inzake recrutering is de Administratie in principe niet gekant tegen de toepassing van de mobiliteit, aangezien het hier gaat om een algemene regeling die de goedkeuring van de beroepsorganisaties wegdraagt.

Het spreekt vanzelf dat de ter zake genomen maatregelen het personeel in dienst niet mogen benadelen.

De mobiliteit zou doeltreffend kunnen zijn voor sommige categorieën van betrekkingen, bij voorbeeld de technische betrekkingen, waaraan de Post dringend behoefte heeft.

Huisvesting van de postontvangers.

De postontvangers hebben er belang bij een woning te hebben naast hun kantoor, daar zij verplicht zijn waakzaamheid aan de dag te leggen zodat hun verantwoordelijkheid niet in het gedrang komt. Zo heeft de uitvoering van de dienst in verschillende beurten — in de meeste gevallen bereikt of overtreft de omvang van het werk tien uren — voor de postontvangers tot gevolg dat zij praktisch verplicht zijn ter plaatse te wonen, zowel in hun belang als in het belang van de dienst.

Toch is het nuttig op te merken dat de thans gevolgde politiek inzake woningbouw voor de postontvangers enigszins versoepeld is.

Aldus worden de eerste postontvangerijen en de postontvangerijen 1^{ste} klasse in principe geen woning meer beschikbaar gesteld, als geen problemen rijzen in verband met de veiligheid van het vervoer of met de huisvesting van de postontvanger, of wanneer de prestaties van laatstgenoemde ingevolge het bestaande kader regelmatige diensturen mogelijk maken.

In vergelijking met het percentage dat gewoonlijk het gezinsbudget van de overige ambtenaren en zelfs van de

ticuliers, en matière de location, on peut estimer que les conditions offertes dans ce domaine aux percepteurs sont avantageuses : 12,5 % ou 10 % du traitement de base selon que l'éclairage et le chauffage sont compris ou non.

Cette particularité constitue du reste un des attraits de la carrière de percepteur.

Cadre linguistiques.

Le Ministre signale à ce sujet que les cadres à déterminer conformément aux dispositions légales en matière linguistique seront prochainement soumis au Département de la Fonction publique.

Il apparaît que, dans certains cas, les règles d'équilibre à appliquer entraîneront la création d'emplois complémentaires.

Pour répondre au vœu exprimé par un membre, l'annexe 7 fournit, pour le niveau 1 et depuis 1965, la répartition des effectifs dans les services centraux, l'Office des Chèques Postaux ainsi que les services d'exécution de l'agglomération bruxelloise.

Fréquentation des mess.

Outre les renseignements d'ordre général déjà donnés à ce sujet en ce qui concerne la Régie des T.T. et qui valent pour l'Administration des Postes, les indications ci-après sont fournies par le Département :

particulieren belast wegens de huurprijzen, kan gezegd worden dat de voorwaarden die op dit terrein aan de postontvangers worden aangeboden voordelig zijn : 12,5 of 10 % van de basiswedde naargelang verlichting en verwarming al dan niet inbegrepen zijn.

Deze bijzonderheid is trouwens een van de aantrekkelijke zijden van de loopbaan der postontvangers.

Taalkader.

De Minister wees er in dit verband op dat de krachtens de taalwetgeving te bepalen kaders eerlang aan het Departement van het Openbaar Ambt voorgelegd zullen worden.

Het ziet er naar uit dat de toe te passen evenwichtsregels in bepaalde gevallen de oprichting van bijkomende betrekkingen noodzakelijk zullen maken.

Om aan de wens van een lid tegemoet te komen vermeldt bijlage 7, voor niveau 1 en wel sedert 1965, de verdeling van het effectief in de centrale diensten, het Bestuur der Postcheques en de uitvoeringsdiensten van de Brusselse agglomeratie.

Aantal maaltijden in de messes.

Naast de inlichtingen van algemene aard welke dienaangaande reeds gegeven werden in verband met de Regie van T.T. en ook voor het Bestuur der Posterijen gelden, werden door het Departement de volgende gegevens verstrekt :

Mess	Nombre moyen de repas par jour — Gemiddeld aantal maaltijden per dag	Prix des repas — Prijs der maaltijden			Mess
Anvers 1	252	20	25	—	Antwerpen 1.
BCH	1 412	15	18	22	BCH.
Bruxelles 1	862	20	25	—	Brussel 1.
Bruxelles X	872	20	22	25	Brussel X.
Charleroi X	149	23	25	—	Charleroi X.
Tournai 1	114	22	27	—	Doornik 1.
Gand 1	228	21	23	25	Gent 1.
Liège 1	224	23	25	—	Luik 1.
Liège X	243	20	23	27	Luik X.

Le prix moyen d'exploitation pour le mess et la cantine des 9 offices ci-dessus est de 34 francs.

Le prix moyen d'exploitation pour la partie mess uniquement est de 14 francs.

Office des Chèques Postaux.

La Commission s'est penchée longuement sur la situation de l'Office des Chèques Postaux, sur l'automatisation des services de cet Office et sur les problèmes posés par cette importante conversion.

Plusieurs membres constatent que la productivité de l'Office connaît une période de stagnation, et font état des nombreux efforts de propagande consentis par les organismes bancaires. Ils s'informent de la politique que le Ministre compte suivre face à cette importante concurrence préjudiciable au Trésor.

Après avoir exposé les bases des techniques d'automatisation utilisées par l'Office et décrit le système de lecture optique qui sera mis en exploitation dès 1969, le Ministre insiste particulièrement sur les possibilités d'intégration que présentera ce système, lesquelles seront exploitées à l'occa-

De gemiddelde exploitatieprijs voor de mess en de cantine van de voor genoemde 9 diensten belooft 34 frank.

De gemiddelde exploitatieprijs voor het messgedeelte alleen bedraagt 14 frank.

Bestuur der Postcheques.

De Commissie wijdde een langdurige bespreking aan de toestand bij het Bestuur der Postcheques, aan de automatisatie der diensten aldaar en aan de sociale gevolgen die uit die belangrijke omschakeling voortvloeien.

Verscheidene leden constateerden dat de produktiviteit bij dit Bestuur niet meer toeneemt en vergeleken die toestand met de talrijke propaganda-initiatieven die door de banken zijn genomen. Zij vroegen de Minister welk beleid hij zich voorneemt te voeren ten aanzien van die belangrijke en voor de Schatkist nadelige concurrentie.

De Minister zet vooreerst uiteen op welke grondslag de automatisatietechnieken steunen die door het Bestuur worden aangewend en hij beschrijft het stelsel van optische lectuur, dat in 1969 in exploitatie zal worden genomen. Hij legt in het bijzonder de nadruk op de mogelijkheden tot

sion du traitement des recouvrements opérés par des sociétés de distribution de gaz et d'électricité, de même qu'à l'occasion de la perception de la T.V.A. à partir du 1^{er} janvier 1970.

Ces problèmes sont examinés dans un groupe de travail spécial représentatif des services de la T.V.A., du « fichier national » et de l'Office des Chèques Postaux, lequel groupe a des contacts réguliers avec des représentants de l'Association des Banques.

L'accent est également mis sur l'urgente nécessité de prendre les mesures nécessaires pour tirer le maximum de rendement des équipements mis en ligne et des dispositions à caractère social qui doivent être prises en vue d'atteindre cet objectif.

Aux indications déjà fournies à ce sujet dans son rapport introductif, le Ministre précise que le Comité ministériel de gestion budgétaire et de la Fonction publique vient d'accepter la proposition du Département des P.T.T. d'octroyer une indemnité spéciale au personnel astreint à des prestations anormales dans les centres de traitement de l'information.

Cette indemnité, que le Comité a décidé d'appliquer à tous les centres de l'espèce fonctionnant dans les services de l'Etat, sera fixée au taux de 8 francs par heure prestée entre 18 heures et 7 heures.

Faute de disposer des équipes de soirée et de nuit répondant aux conditions de qualité et de stabilité nécessaires, l'Office des Chèques Postaux, pour faire face à l'intégralité des opérations de mise en compte, serait amené à presque doubler ses équipements, sans pouvoir obtenir de ceux-ci le rendement moyen journalier correspondant à la valeur des investissements qu'ils représentent (quelque 80 millions par an).

Le Ministre attire enfin l'attention de la Commission sur le fait que l'automatisation des services de l'Office des Chèques postaux et l'application de systèmes de traitement par lecture optique permettra des déconcentrations, à commencer par celles des opérations dites de création de l'information.

Il estime toutefois qu'il sera toujours nécessaire de maintenir une unité comptable centralisée de tenue des comptes à défaut de laquelle les opérations de transfert notamment auraient à subir un certain retard par rapport aux délais actuellement appliqués.

III. — Votes.

Les articles ainsi que l'ensemble du budget ont été adoptés par 9 voix contre 6.

Le Rapporteur,
E. LACROIX.

Le Président,
R. LAMERS.

integratie die door dit stelsel worden geboden, en die zullen benutigd worden bij de behandeling van de inningsverrichtingen door de maatschappijen voor gas- en elektriciteitsbedeling, alsmede bij de inning, met ingang van 1 januari 1970, van de B.T.W.

Die problemen worden onderzocht door een speciale werkgroep, waarin vertegenwoordigd zijn de diensten die in het bijzonder belast zijn met de B.T.W., het rijksregister en het Bestuur der Postcheques. Die werkgroep onderhoudt geregeld contact met vertegenwoordigers van de Vereniging der Banken.

De nadruk wordt eveneens gelegd op de dringende noodzaak om de nodige voorzieningen te treffen ten einde het maximaal rendement te halen uit de bestaande uitrusting en op de sociale maatregelen die moeten worden genomen om dit doel te bereiken.

Buiten de in dit verband in zijn inleidend verslag reeds verstrekte inlichtingen vermeldt de Minister nog dat het Ministerieel Comité voor budgettair beheer en openbaar ambt zopas het voorstel van het Departement van P.T.T. heeft goedgekeurd om een speciale vergoeding toe te kennen aan het personeel dat abnormale prestaties moet leveren in de centra voor informatieverwerking.

Het Comité heeft beslist die vergoeding, die vastgesteld is op 8 frank per uur prestatie tussen 18 uur en 7 uur, toe te passen in alle gelijkaardige centra die in de rijksdiensten bestaan.

Indien het Bestuur der Postcheques niet kan beschikken over avond- en nachtploegen die de nodige hoedanigheden bieden en de vereiste stabiliteit bezitten, zou het, om alle verrichtingen op rekening te kunnen uitvoeren, zijn uitrusting vrijwel moeten verdubbelen, zonder dat het evenwel uit die uitrusting het gemiddelde dagelijkse rendement zou kunnen halen dat overeenstemt met de investeringen welke die uitrusting zou met zich brengen (ongeveer 80 miljoen per jaar).

De Minister vestigt ten slotte de aandacht van de Commissie op het feit dat de automatisatie van de diensten van het Bestuur der Postcheques en de toepassing van verwerkingssystemen door middel van optische lectuur deconcentraties zullen mogelijk maken, in de eerste plaats in verband met de verrichtingen die informatie opleveren.

Hij meent evenwel dat een gecentraliseerde boekhouding voor het bijhouden der rekeningen steeds nodig zal zijn, zo niet zouden met name de transferverrichtingen enige vertraging oplopen in vergelijking met de thans gebruikelijke termijnen.

III. — Stemmingen.

De artikelen alsmede de gehele begroting worden aangenomen met 9 tegen 6 stemmen.

De Verslaggever,
E. LACROIX.

De Voorzitter,
R. LAMERS.

ANNEXE 1.

BIJLAGE 1.

Evolution du nombre d'abonnés aux réseaux télex et téléphoniques
et du trafic télex au sein du Marché Commun.

Evolutie van het aantal aangeslotenen op de telefoon- en telexnetten
en van het telexverkeer binnen de Gemeenschappelijke Markt.

	1963	1964	1965	1966	1967
BELGIQUE. — BELGIE.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	2 840	3 388	3 982	4 606	5 286
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	928 820	989 556	1 049 970	1 117 846	1 168 881
Trafic intérieur (unités ou minutes). — <i>Binnenlands verkeer</i> (<i>eenheden of minuten</i>)	4 411 000 ⁽¹⁾	5 217 000 ⁽¹⁾	6 865 043 ⁽²⁾	8 261 333'	9 825 242'
Trafic international (départ, arrivée et transit — minutes). — <i>Buitenlands verkeer (bij aankomst, bij vertrek en door-</i> <i>gaand verkeer — minuten)</i>	23 108 236'	28 144 658'	31 157 292'	33 636 098'	39 150 531'
FRANCE. — FRANKRIJK.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	5 889	7 417	8 947	10 940	13 599
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	2 632 787	2 788 574	2 962 460	3 150 853	3 445 646
Trafic intérieur (minutes). — <i>Binnenlands verkeer (minuten)</i> .	13 758 087'	18 366 092'	23 394 909'	27 753 007'	34 806 929
Trafic international (départ, arrivée et transit — minutes). — <i>Buitenlands verkeer (bij aankomst, bij vertrek en door-</i> <i>gaand verkeer — minuten)</i>	30 661 672'	37 956 572'	46 414 487'	52 720 241'	60 984 540'
REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE. BONDSREPUBLIC DUITSLAND.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	48 049	51 816	56 170	60 200	63 815
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	4 099 021	4 450 685	4 844 802	5 322 699	5 879 325
Trafic intérieur (impulsions). — <i>Binnenlands verkeer (impul-</i> <i>sen)</i>					
Aucune comparaison n'est possible, le comptage étant réalisé au moyen d'impulsions émises à des intervalles variables suivant la catégorie de réseau, l'heure et le type de communication. <i>Geen vergelijking is mogelijk daar het tellen geschiedt door middel van impulsen uitgezonden bij tussenpozen die afhankelijk zijn van het net, het tijdstip en de aard van de verbinding.</i>					
Trafic international (au départ seulement — minutes). — <i>Buitenlands verkeer (uitsluitend bij vertrek — minuten)</i> .	28 423 364'	32 647 765'	36 946 096'	41 008 179'	45 512 857'
ITALIE. — ITALIE.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	1 403	2 070	2 774	3 516	4 370
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	3 919 330	4 219 429	4 539 128	4 861 123	5 210 290
Trafic intérieur (minutes). — <i>Binnenlands verkeer (minuten)</i> .	2 931 696'	6 200 458'	12 280 177'	15 147 155'	20 304 083'
Trafic international (minutes). — <i>Buitenlands verkeer (minu-</i> <i>ten)</i>	8 584 177'	14 174 849'	16 928 576'	22 589 639'	27 185 949'
GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG. GROOHTERTOGDOM LUXEMBURG.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	164	188	217	243	258
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	45 892	53 613	59 199	64 914	69 852
Trafic intérieur (minutes). — <i>Binnenlands verkeer (minuten)</i> .	204 813'	156 880'	245 795'	327 627'	280 778'
Trafic international (minutes). — <i>Buitenlands verkeer (minu-</i> <i>ten)</i>	1 185 441'	1 291 532'	1 401 426'	1 534 651'	1 772 410'

(1) L'unité correspond à 3 minutes de communication locale ou à 1 minute de communication interurbaine.

(2) Tarif national unique par minute à partir du 15 avril 1965.

(1) De eenheid stemt overeen met 3 minuten zoneverkeer of 1 minuut interzoonaal verkeer.

(2) Binnenlands eenheidstarief per minuut vanaf 15 april 1965.

	1963	1964	1965	1966	1967
PAYS-BAS. — NEDERLAND.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	5 123	5 862	6 768	7 748	8 775
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	1 306 839	1 406 477	1 504 434	1 616 848	1 731 608
Trafic intérieur (impulsions). — <i>Binnenlands verkeer (impulsen)</i>					
Aucune comparaison n'est possible, le comptage étant réalisé au moyen d'impulsions émises à des intervalles variables suivant le type de communication (zonales ou interzonales). <i>Geen vergelijking is mogelijk daar het tellen geschiedt door middel van impulsen uitgezonden bij tussenpozen die afhankelijk zijn van de aard van de verbindingen (zoneverkeer of interzonaal verkeer).</i>					
Trafic international (minutes). — <i>Buitenlands verkeer (minuten)</i>	36 140 818'	40 707 761'	45 917 900'	51 385 100'	56 432 000'
SUEDE. — ZWEDEN.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	2 558	3 334	3 793	4 238	4 785
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	2 392 186	2 516 383	2 723 681	2 860 340	2 996 904
Trafic intérieur (impulsions). — <i>Binnenlands verkeer (impulsen)</i>	11 676 000	13 000 000	11 800 000	15 300 000	17 800 000
Trafic international (minutes). — <i>Buitenlands verkeer (minuten)</i>	16 612 436'	18 578 484'	20 502 572'	14 476 237' (³)	16 350 399' (³)
SUISSE. — ZWITSERLAND.					
Abonnés : — <i>Abonnees</i> :					
Télex. — <i>Telex</i>	4 977	5 754	6 654	7 575	8 440
Téléphone. — <i>Telefoon</i>	1 306 479	1 388 680	1 465 412	1 550 624	1 637 376
Trafic intérieur (minutes). — <i>Binnenlands verkeer (minuten)</i> .	10 700 589'	12 773 985'	14 139 000'	16 215 000'	18 549 000'
Trafic international (minutes). — <i>Buitenlands verkeer (minuten)</i>	25 277 571'	28 134 259'	34 654 989'	40 701 218'	43 682 029'

(³) Uniquement le trafic au départ de la Suède. A partir de 1966, l'administration suédoise n'est plus en mesure de fournir des données statistiques pour le trafic à l'arrivée.

(³) Enkel het verkeer bij vertrek uit Zweden. Vanaf 1966 is de Zweedse administratie in de mogelijkheid om statistische gegevens te verstrekken betreffende het verkeer bij aankomst.

ANNEXE 2.

BIJLAGE 2.

Nombre de demandes de raccordement et de transfert en instance.

Aantal hangende aanvragen om aansluitingen en verhuizingen.

Circonscriptions	Nombre d'abonnés en 1940 Aantal abonnee- aansluitingen in 1940	Fin décembre 1968 Einde december 1968					Gewesten
		Nombre d'abonnés Aantal abonnee- aansluitingen	Nombre de postes d'abonnés Aantal abonnee- toestellen	Nombre des instances Aantal hangende aanvragen			
				Raccordements Aansluitingen	Transfèvements Verhuizingen	Total Totaal	
Bruxelles „	98 506	348 514	574 308	4 048	1 491	5 539	Brussel.
Anvers „	42 598	162 526	247 340	4 012	1 026	5 038	Antwerpen.
Liège „	29 761	102 685	150 680	960	454	1 414	Luik.
Gand „	20 286	93 446	137 038	2 004	803	2 807	Gent.
Charleroi „	18 894	73 482	100 316	768	359	1 127	Charleroi.
Mons „	23 024	82 362	110 588	1 941	747	2 688	Bergen.
Bruges „	16 232	79 131	108 931	1 286	375	1 661	Brugge.
Malines „	12 932	78 706	115 475	2 069	446	2 515	Mechelen.
Namur „	13 862	54 490	69 430	2 203	727	2 930	Namen.
Courtrai „	10 140	47 013	67 174	399	150	549	Kortrijk.
Hasselt „	7 494	46 859	65 972	1 606	395	2 001	Hasselt.
Verviers „	11 195	32 209	45 603	443	129	572	Verviers.
Libramont „	5 543	24 979	31 098	421	114	535	Libramont.
Totaux „	310 467	1 226 402	1 823 953	22 160	7 216	29 376	Totalen.

ANNEXE 3.

LISTE DES MESS T.T.

<i>Bruxelles :</i>		
— Administration centrale	...	rue des Palais, 42
— Marais	...	rue du Marais, 56
— Paille	...	rue de Ruysbroeck, 17
— Service du matériel	...	rue Jolly, 19
— Impératrice	...	boulevard de l'Impératrice, 19
— Ateliers radio	...	avenue de la Reine, 211
Charleroi	...	rue de la Science, 2
La Louvière	...	rue de la Concorde, 17
Libramont	...	en face de la gare
Liège	...	rue de l'Université, 30
Mons	...	rue des Fossés, 8
Namur	...	rue Rogier
Verviers	...	rue Thill Lorrain
Antwerpen	...	Lange Nieuwstraat, 106
Brugge	...	Dijver, 14
Kortrijk	...	Doornikstraat, 63
Gent	...	Sint-Niklaasstraat, 15
Hasselt	...	Paardsdemerstraat, 10
Leuven	...	Vismarkt
Mechelen	...	Stationstraat
Oostende	...	Witte Nonnenstraat
Ruiselede	...	Sint-Pietersveld, Wingene
Aalst	...	Vrijheidsstraat, 62

BIJLAGE 3.

LIJST VAN DE T.T.-MESSES.

<i>Brussel :</i>		
— Hoofdbestuur	...	Paleizenstraat, 42
— Broek	...	Broekstraat, 56
— Stro	...	Ruysbroeckstraat, 17
— Dienst van het materieel	...	Jollystraat, 19
— Telexcentrale	...	Keizerinnelaan, 19
— Radiowerkplaats	...	Koninginnelaan, 211
Antwerpen	...	Lange Nieuwstraat, 106
Brugge	...	Dijver, 14
Kortrijk	...	Doornikstraat, 63
Gent	...	Sint-Niklaasstraat, 15
Hasselt	...	Paardsdemerstraat, 10
Leuven	...	Vismarkt
Mechelen	...	Stationstraat
Oostende	...	Witte Nonnenstraat
Ruiselede	...	Sint-Pietersveld, Wingene
Aalst	...	Vrijheidsstraat, 62
Charleroi	...	rue de la Science, 2
La Louvière	...	rue de la Concorde, 17
Libramont	...	en face de la gare
Liège	...	rue de l'Université, 30
Mons	...	rue des Fossés, 8
Namur	...	rue Rogier
Verviers	...	rue Thill Lorrain

ANNEXE 4.

LISTE DES CANTINES.

Antwerpen radio-O.S.A.	...	Blancefloerlaan, 11, Antwerpen-Linkeroever.
Antwerpen Minerva	...	Karel Oomstraat, 47, Antwerpen 1
Dendermonde	...	Franz Courtenstraat, 22
Gent	...	Klokstraat, 25
Herentals	...	Molenstraat, 13
Ieper	...	Vooruitgangsstraat
Roeselare	...	Consciencestraat, 3
Ronse	...	Politieke Gevangenenstraat
Tongeren	...	Ridderstraat
Veurne	...	Pannestraat, 1
Ninove	...	Graanmarkt, 42
Radio maritime, Diensten O.S.T. (Oostende).	...	Kuststation O.S.T. te Oudenburg via TBG
Arlon	...	avenue Nothomb
Ath	...	rue Jean Jaurès, 11
Barvaux	...	rue Chainrue, 2
Bastogne	...	avenue Mathieu
Braine-le-Comte	...	gare
Chênée	...	rue Beaufraipont, 2
Chimay	...	avenue Astrid
Ciney	...	rue d'Omalius, 67b
Dinant	...	rue Saint-Martin, 5
Huy	...	rue du Vieux Pont, 2
Jemelle	...	avenue Delvigne, On
Jemeppe-sur-Meuse	...	rue Deborre, 13
Mouscron	...	rue Achille Debaecker, 42
Nivelles	...	place Albert 1 ^{er} , 5
Stavelot	...	cour de l'Hôtel de ville
Waremmé	...	rue du Balloir, 18
Wavre	...	rue de la Limite, 12
Mons-Bassins	...	avenue des Bassins
Anderlecht	...	rue de Douvres, 61
Jette	...	chaussée de Jette, 214
Centenaire	...	avenue Stienon, 100
Uccle	...	rue Rodenbach
Ixelles	...	rue Borrens, 16
Saint-Gilles	...	rue Steens, 16
Schaerbeek	...	rue J. Blockx
Sacre-Cœur	...	avenue Slegers, 36
Linthout	...	rue de l'Orme, 16

BIJLAGE 4.

LIJST VAN DE CANTINES.

Antwerpen radio-O.S.A.	...	Blancefloerlaan, 11, Antwerpen-Linkeroever.
Antwerpen Minerva	...	Karel Oomstraat, 47, Antwerpen 1
Dendermonde	...	Franz Courtenstraat, 22
Gent	...	Klokstraat, 25
Herentals	...	Molenstraat, 13
Ieper	...	Vooruitgangsstraat
Roeselare	...	Consciencestraat, 3
Ronse	...	Politieke Gevangenenstraat
Tongeren	...	Ridderstraat
Veurne	...	Pannestraat, 1
Ninove	...	Graanmarkt, 42
Radio maritime, Diensten O.S.T. (Oostende).	...	Kuststation O.S.T. te Oudenburg via TBG
Arlon	...	avenue Nothomb
Ath	...	rue Jean Jaurès, 11
Barvaux	...	rue Chainrue, 2
Bastogne	...	avenue Mathieu
Braine-le-Comte	...	gare
Chênée	...	rue Beaufraipont, 2
Chimay	...	avenue Astrid
Ciney	...	rue d'Omalius, 67b
Dinant	...	rue Saint-Martin, 5
Huy	...	rue du Vieux Pont, 2
Jemelle	...	avenue Delvigne, On
Jemeppe-sur-Meuse	...	rue Deborre, 13
Mouscron	...	rue Achille Debaecker, 42
Nivelles	...	place Albert 1 ^{er} , 5
Stavelot	...	cour de l'Hôtel de ville
Waremmé	...	rue du Balloir, 18
Wavre	...	rue de la Limite, 12
Mons-Bassins	...	avenue des Bassins
Anderlecht	...	Douversstraat, 61
Jette	...	steenweg op Jette, 214
Eeuwfeest	...	Stienonlaan, 100
Ukkel	...	Rodenbachstraat
Elsene	...	Borrensstraat, 16
Sint-Gillis	...	Steensstraat, 16
Schaerbeek	...	J. Blockxstraat
Heilig Hart	...	Slegerslaan, 36
Linthout	...	Olmstraat, 16

ANNEXE 5.

BIJLAGE 5.

GRADE — GRAAD	Administration centrale — Hoofdbestuur			Services d'exécution avec siège à Bruxelles et dont l'activité s'étend à tout le pays — Uitvoeringsdiensten met zetel te Brussel en werkkring over het ganse land		
	Tot.	NL	F	Tot.	NL	F
Administrateur général. — <i>Administrateur-generaal</i> ...	1	—	1	—	—	—
Administrateur général adjoint. — <i>Adjunct-administrateur-generaal</i> ...	1	1	—	—	—	—
Directeur général. — <i>Directeur-generaal</i> ...	6	3	3	—	—	—
Conseiller général. — <i>Adviseur-generaal</i> ...	2	1	1	—	—	—
Directeur d'administration. — <i>Directeur van administratie</i> ...	3	1	2	—	—	—
Ingénieur en chef-directeur d'administration. — <i>Hoofdingenieur-directeur van administratie</i> ...	1	1	—	1	—	1
Ingénieur général. — <i>Ingenieur-generaal</i> ...	—	—	—	—	—	—
Ingénieur-architecte en chef-directeur. — <i>Hoofdingenieur-architect-directeur</i> ...	1	—	1	—	—	—
Ingénieur en chef-directeur. — <i>Hoofdingenieur-directeur</i> ...	9	5	4	2	1	1
Directeur. — <i>Directeur</i> ...	16	8	8	1	1	—
Conseiller juridique. — <i>Rechtskundig adviseur</i> ...	2	1	1	—	—	—
Conseiller commercial. — <i>Handelsadviseur</i> ...	1	1	—	—	—	—
Ingénieur principal des télécommunications. — <i>Eerst-aanwezend ingenieur der televerbindingen</i> ...	23	11	12	4	2	2
Ingénieur. — <i>Ingenieur</i> ...	—	—	—	—	—	—
Ingénieur-architecte principal des télécommunications. — <i>Eerst-aanwezend ingenieur-architect der televerbindingen</i> ...	2	2	—	—	—	—
Ingénieur-architecte. — <i>Ingenieur-architect</i> ...	—	—	—	—	—	—
Directeur adjoint-inspecteur principal. — <i>Adjunct-directeur-e.a. inspecteur</i> ...	23	12	11	2	—	2
Chef de service. — <i>Dienstchef</i> ...	3	2	1	—	—	—
Chef de service-secrétaire d'administration. — <i>Dienstchef-bestuurssecretaris</i> ...	2	1	1	—	—	—
Directeur adjoint-inspecteur principal des BDT. — <i>Adjunct-directeur-e.a. inspecteur van de TDB</i> ...	—	—	—	—	—	—
Chef de service de dessin des télécommunications. — <i>Dienstchef (tekendienst der televerbindingen)</i> ...	1	—	1	—	—	—
Chef de service d'étude des bâtiments. — <i>Dienstchef (bouwkundige studie)</i> ...	4	2	2	—	—	—
Directeur adjoint-inspecteur-comptable principal. — <i>Adjunct-directeur-e.a. inspecteur-rekenplichtige</i> ...	2	1	1	—	—	—
Chef de service-comptable. — <i>Dienstchef (rekenplichtige)</i> ...	4	2	2	—	—	—
Chef de service de mécanographie. — <i>Dienstchef (mecanografie)</i> ...	2	1	1	—	—	—
Directeur adjoint. — <i>Adjunct-directeur</i> ...	43	21	22	3	3	—
Chef de centre d'exploitation. — <i>Chef-exploitatiecentrum</i> ...	1	1	—	—	—	—
Directeur adjoint-inspecteur. — <i>Adjunct-directeur-inspecteur</i> ...	—	—	—	—	—	—
Chef de bureau. — <i>Bureauchef</i> ...	1	1	—	—	—	—
Secrétaire d'administration-directeur adjoint. — <i>Secretaris van administratie-adjunct-directeur</i> ...	6	3	3	1	—	1
Secrétaire d'administration. — <i>Secretaris van administratie</i> ...	—	—	—	—	—	—
Directeur adjoint-comptable. — <i>Adjunct-directeur-rekenplichtige</i> ...	—	—	—	—	—	—
Directeur adjoint-inspecteur-comptable. — <i>Adjunct-directeur-inspecteur-rekenplichtige</i> ...	—	—	—	—	—	—
Chef de centre de comptabilité. — <i>Centrumchef-rekenplichtige</i> ...	—	—	—	—	—	—
Chef de bureau (comptabilité). — <i>Bureauchef (rekenplichtige)</i> ...	—	—	—	—	—	—

GRADE — GRAAD	Administration centrale — Hoofdbestuur			Services d'exécution avec siège à Bruxelles et dont l'activité s'étend à tout le pays — Uitvoeringsdiensten met zetel te Brussel en werkring over het ganse land		
	Tot.	NL	F	Tot.	NL	F
Directeur adjoint-inspecteur de documentation technique. — <i>Adjunct-directeur-inspecteur van de technische documen-</i> <i>tatiebureaus</i>						
Chef de centre de documentation technique. — <i>Chef-technisch</i> <i>documentatiecentrum</i>	2	1	1	2	1	1
Chef de bureau (documentation technique). — <i>Bureauchef</i> <i>(technische documentatie)</i>						
Chef de centre d'étude des bâtiments. — <i>Chef bouwkundig</i> <i>centrum</i>	2	—	2	—	—	—
Chef de bureau (étude des bâtiments). — <i>Bureauchef (bouw-</i> <i>kundige)</i>						
Directeur adjoint de mécanographie. — <i>Adjunct-directeur van</i> <i>mecanografie</i>	1	1	—	—	—	—
Chef de bureau de mécanographie. — <i>Bureauchef van mecano-</i> <i>grafie</i>						
Total. — <i>Totaal</i>	158	80	78	16	8	8

ANNEXE 6.

FONCTIONS SUPERIEURES PAR GRADE.

Ingenieur en chef-directeur d'administration	1
Ingenieur en chef-directeur	1
Ingenieur principal des télécommunications	5
Chef de service	4
Directeur adjoint-inspecteur	2
Directeur adjoint	12
Chef de centre d'exploitation	5
Chef de bureau	2
Chef de section	3
Chef de section de mécanographie	2
Premier correspondant	15
Correspondant	61
Correspondant de mécanographie	4
Correspondant-comptable	4
Premier dessinateur d'étude	3
Premier dessinateur d'étude adjoint	8
Dessinateur d'étude adjoint	18
Premier correspondant adjoint	57
Correspondant adjoint	94
Correspondant adjoint-dactylographe	2
Correspondant adjoint de mécanographie	5
Secrétaire économe de home	1
Monitrice de home	1
Premier classeur-expéditionnaire	12
Classeur expéditionnaire	40
Messenger-huissier	4
Messenger T.T.	9
Unité de complément	5
Chef de secteur adjoint-spécialiste de téléphonie automatique.	4
Chef de secteur adjoint du service des lignes et câbles	15
Chef de secteur adjoint du service des appareils	5
Chef de secteur adjoint du service des véhicules	2
Chef de secteur adjoint-spécialiste de la transmission	1
Chef de secteur adjoint-spécialiste d'atelier	1
Chef de secteur adjoint en courant fort	1
Chef de secteur-spécialiste de téléphonie automatique	3
Chef de secteur du service des lignes et câbles	3
Chef de secteur d'inspection des travaux	1
Chef de secteur adjoint des hommes de métier	1
Recenseur-traceur	9
Messenger provisoire	50
Porteur de télégrammes auxiliaire	1
Chef de secteur du service des appareils	1

BIJLAGE 6.

HOGERE FUNCTIES PER GRAAD.

Hoofdingenieur-directeur van administratie	1
Hoofdingenieur-directeur	1
Eersteanwezend Ingenieur der televerbindingen	5
Dienstchef	4
Adjunct-directeur-inspecteur	2
Adjunct-directeur	12
Chef-exploitatiecentrum	5
Bureauchef	2
Sectiechef	3
Sectiechef van mecanografie	2
Eerste correspondent	15
Correspondent	61
Correspondent van mecanografie	4
Correspondent-rekenplichtige	4
Eerste studietekenaar	3
Eerste adjunct-studietekenaar	8
Adjunct-studietekenaar	18
Eerste adjunct-correspondent	57
Adjunct-correspondent	94
Adjunct-correspondent-dactylograaf	2
Adjunct-correspondent van mecanografie	5
Secretaresse-econoom van kindertehuis	1
Monitrice van kindertehuis	1
Eerste klasseerder-expeditionair	12
Klasseerder-expeditionair	40
Bode-kamerbewaarder	4
T.T.-bode	9
Toegevoegde eenheid	5
Adjunct-sectorchef-specialist bij de automatische telefonie	4
Adjunct-sectorchef van de dienst der lijnen en kabels	15
Adjunct-sectorchef van de dienst der toestellen	5
Adjunct-sectorchef van de dienst der voertuigen	2
Adjunct-sectorchef-specialist bij de transmissie	1
Adjunct-sectorchef-werkplaatsspecialist	1
Adjunct-sectorchef in sterkstroom	1
Sectorchef-specialist bij de automatische telefonie	3
Sectorchef van de dienst der lijnen en kabels	3
Sectorchef voor de inspectie der werken	1
Adjunct-sectorchef van de stielui	1
Opnemer-traceerder	9
Voorlopig boodschapper	50
Toevallig telegrambesteller	1
Sectorchef van de dienst der toestellen	1

ANNEXE 7.

BIJLAGE 7.

Répartition linguistique des fonctionnaires du 1^{er} niveau
dans les services postaux fonctionnant dans l'agglomération bruxelloise.

Verdeling volgens taalrol van de ambtenaren van het niveau 1
in de postdiensten gevestigd in de agglomeratie Brussel.

Services — Diensten	Rôle français — Franse taalrol					Rôle néerlandais — Nederlandse taalrol				
	1.I.65	1.I.66	1.I.67	1.I.68	1.I.69	1.I.65	1.I.66	1.I.67	1.I.68	1.I.69
Services centraux. — Centrale diensten	26	30	37	37	36	23	29	40	33	31
Office des Chèques postaux. — Bestuur der Postcheques	10	13	15	11	13	8	10	10	8	13
Services d'exécution. — Uitvoeringsdiensten	11	10	10	15	10	6	8	11	13	14
1 ^{re} région. — 1 ^{ste} gewest	3	6	8	5	5	2	6	5	8	8